PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

Liberté
Égalité
Fraternité

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



Édition du 20 décembre 2024
Partie 2 – ARS

PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

Liberté
Égalité
Fraternité

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ÉDITION DU 20 DÉCEMBRE 2024

PARTIE 2 - ARS

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

Décision ARS n° 2024-1997 du 16 décembre 2024 portant autorisation d'ouverture d'un laboratoire de biologie médicale exploité par la SELAS EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE sur un site situé 3 rue des Docks Rémois à BETHENY (51450)

Décision ARS GRAND EST n° 2024-1995 du 16/12/2024 Portant autorisation d'un lieu de recherches impliquant la personne humaine à l'Institut Godinot (Centre de Lutte Contre le Cancer)

ARRÊTÉ ARS Grand Est n° 2024-4992 du 19/12/2024 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Bar-sur-Aube

Décision ARS Grand Est n° 2024-1743 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester

Décision ARS Grand Est n° 2024-1744 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Sedan

Décision ARS Grand Est n° 2024-1745 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le GCS Territorial Ardenne Nord sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord - CH de Charleville

Décision ARS Grand Est n° 2024-1746 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le GCS Territorial Ardenne Nord sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord – CH de Sedan

Décision ARS Grand Est n° 2024-1812 du 25/11/2024 portant confirmation de l'autorisation d'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) détenue par la SELARL LBM BARRAND au profit de la SELAS LBM BARRAND

Décision ARS Grand Est n° 2024-1800 du 25/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt

Décision ARS Grand Est n° 2024-1796 du 25/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par la Fondation Vincent de Paul sur le site de la Clinique Sainte-Anne

Décision ARS Grand Est n° 2024-1797 du 25/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site du CMCO

Décision ARS Grand Est n° 2024-1798 du 25/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par la SELAS CAB sur le site Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne

Décision ARS Grand Est n° 2024-1799 du 25/11/2024 portant rejet d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site de l'Hôpital de Hautepierre

Décision ARS Grand Est n° 2024-1811 du 25/11/2024 portant autorisation de changement d'implantation de l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) de la SELAS CAB implantée sur le site du Laboratoire de Biologie Médicale des Vosges vers le site du Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne

Décision ARS Grand Est n° 2024-1792 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation au profit du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy sur le site de la Maternité à Nancy

ARRÊTÉ ARS Grand Est n°2024-4849 du portant maintien du statut d'établissement de santé de l'Hôpital Local de Lamarche

DÉCISION ARS GRAND EST n° 2024-1976 modificative à la décision ARS GRAND EST n° 2024-0339 du 29/03/2024 portant constat de la caducité des autorisations d'exercer les activités de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète détenues par le Centre Hospitalier de Lamarche

ARRÊTÉ ARS Grand Est n° 2024-4975 du 18/12/2024 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Groupement Hospitalier Aube-Marne

Décision ARS Grand Est n° 2024-1787 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester

Décision ARS Grand Est n° 2024-1788 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par le CHU de Reims sur le site de l'American Memorial Hospital

Décision ARS Grand Est n° 2024-1789 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Maison Blanche

Décision ARS Grand Est n° 2024-1790 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation au profit du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville sur le site de l'Hôpital de Mercy

Décision ARS Grand Est n° 2024-1791 du 22/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation au profit de la SELAS ESPACEBIO-OUILAB sur le site du CHR de Metz-Thionville- Hôpital de Mercy

ARRÊTÉ ARS Grand Est n°2024-4976 du 18/12/2024 autorisant dans l'intérêt du service le Président de la Commission médicale d'établissement (CME) du Centre de Réadaptation Spécialisé Saint Luc de ABRESCHVILLER à se présenter à un troisième mandat

ARRÊTÉ ARS Grand Est n°2024-4988 du 19/12/2024 modifiant l'arrêté ARS Grand Est n°2024-2341 du 5 juin 2024 portant renouvellement et désignation des membres de la Commission de Conciliation

et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) du territoire alsacien

ARRÊTÉ ARS Grand Est n°2024-4989 du 19/12/2024 modifiant l'arrêté ARS Grand Est n°2024-2340 du 5 juin 2024 portant renouvellement et désignation des membres de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) du territoire champardennais

ARRÊTÉ ARS Grand Est n°2024-4990 du 19/12/2024 modifiant l'arrêté ARS Grand Est n°2024-2179 du 3 mai 2024 portant renouvellement et désignation des membres de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) du territoire lorrain

ARRÊTÉ CONJOINT ARS N°2024_2548 / CD DAU_24_263 du 12 décembre 2024 portant renouvellement et modification de l'autorisation pour le fonctionnement de l'EHPAD Résidence Ducale Géré par la SARL RESIDALYA VILLERS SEMEUSE au profit de la SAS DUCALE

ARRÊTÉ CONJOINT ARS N°2024_2549 /CD DAU_24_264 du 19 décembre 2024 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à la CROIX ROUGE FRANCAISE pour le fonctionnement de l'EHPAD Val de Meuse à Givet

ARRÊTÉ ARS Grand Est n°2024-5014 du 19/12/2024 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes à Rethel

ARRÊTÉ ARS n° 2024-4936 du 12 décembre 2024 portant autorisation de fonctionnement de la pharmacie à usage intérieur de la Résidence Médicale Jean d'Orbais à REIMS (51100).

Arrêté ARS n°2024/4997 du 19 décembre 2024 portant agrément régional de l'association Espoir 54

Arrêté ARS n°2024/4998 du 19 décembre 2024 portant agrément régional de l'association des Insuffisants Respiratoires de l'Est

ARS : sommaire EML

ZI 1
Décision n°2024-1640 CHINA CH de Charleville EML
Décision n°2024-1641 CHINA CH de Fumay EML
Décision n°2024-1642 CHINA CH de Sedan EML
Décision n°2024-1728 SCM Cabinet radiologique EML
Décision n°2024-1643 CIM du Parc EML
Décision n°2024-1644 IRM Site Sedan EML

ZI 2
Décision n°2024-1645 CH Léon BOURGEOIS EML
Décision n°2024-1646 AMH EML
Décision n°2024-1794 Hôpital Maison Blanche EML
Décision n°2024-1793 Hôpital Robert DEBRE EML
Décision n°2024-1647 CH de Rethel EML
Décision n°2024-1651 GIE MEDISPAR EML
Décision n°2024-1648 GIE Bezannes EML
Décision n°2024-1649 GIE Courlancy EML
Décision n°2024-1650 GIE IRM Marne Sud EML
Décision n°2024-1652 Institut Godinot EML
Décision n°2024-1653 PRIM Bezannes EML
Décision n°2024-1654 PRIM Courlancy EML
Décision n°2024-1655 PRIM ICONE EML
Décision n°2024-1656 PRIM Les Bleuets EML

ZI 3
Décision n°2024-1834 CH de Troyes EML
Décision n°2024-1835 GCS Hôpital Privé de l'Aube - Bar-sur-Aube EML
Décision n°2024-1658 GIE IRM Romilly EML
Décision n°2024-1660 GIE Troyen EML
Décision n°2024-1659 GIE SCANNER Romilly EML
Décision n°2024-1657 GCS Hôpital Privé de l'Aube CLQ EML
Décision n°2024-1837 Montier-la-Celle EML

ZI 4
Décision n°2024-1827 GIE Haute Marne Sud EML
Décision n°2024-1665 GIE SCANNER Pôle Santé langrois EML

ZI 5
Décision n°2024-1666 CH Verdun EML
Décision n°2024-1668 GIE St Dizier EML
Décision n°2024-1667 GIE du Barrois EML

ZI 6
Décision n°2024-1689 GIE des 3 frontières EML
Décision n°2024-1683 Bel Air Thionville EML

ZI 7
Décision n°2024-1676 GSC Imagerie des Prémontrés EML
Décision n°2024-1680 CLQ Gentilly EML

ZI 8
Décision n°2024-1578 SCM FREIA Remiremont EML
Décision n°2024-1663 CHED PJ EML
Décision n°2024-1579 SCM FREIA Site 2 EML
Décision n°2024-1580 SCM Freia Rose Poirier EML
Décision n°2024-1661 CHOV Neufchâteau EML
Décision n°2024-1859 CHOV Vittel EML
Décision n°2024-1664 CH de Remiremont EML
Décision n°2024-1662 CHI HMV Saint Dié EML
Décision n°2024-1854 Clinic Alpha EML
Décision n°2024-1855 CH de Gérardmer EML
Décision n°2024-1857 Radiologie 88 EML

ZI 9
Décision n°2024-1841 CHIC UNISANTE FORBACH EML
Décision n°2024-1698 St Avold SOS Santé EML
Décision n°2024-1697 Saint Nabor EML

ZI 10
Décision n°2024-1813 CH de Haguenau EML
Décision n°2024-1814 CH de Saverne EML
Décision n°2024-1700 CHI de la Lauter EML
Décision n°2024-1817 le Carré Blanc EML
Décision n°2024-1705 Erstein EML
Décision n°2024-1819 Lingolsheim EML
Décision n°2024-1826 Sarre Union EML
Décision n°2024-1714 Wilson EML
Décision n°2024-1712 Sainte-Odile EML
Décision n°2024-1707 FVP Saint Luc EML
Décision n°2024-1708 GIE IRM Saint François EML
Décision n°2024-1815 HUS Hautepierre EML
Décision n°2024-1816 HUS NHC EML
Décision n°2024-1709 IHU Strasbourg EML

Décision n°2024-1825 SAS IM2S MEINAU EML
Décision n°2024-1704 Deux Rives EML
Décision n°2024-1701 Clinique Rhéna EML
Décision n°2024-1710 Intercliniques de la Moder EML
Décision n°2024-1702 Clinique Sainte-Anne EML
Décision n°2024-1703 Clinique Sainte-Barbe EML
Décision n°2024-1711 Pays Bruche-Piémont-Mossig EML
Décision n°2024-1713 SCM Radiologie de l'Orangerie EML

ZI 11
Décision n°2024-1718 CH de Guebwiller EML
Décision n°2024-1717 Benfeld EML
Décision n°2024-1716 GIE SICA EML
Décision n°2024-1715 FMD Colmar EML
Décision n°2024-1719 FMD SCHWEITZER EML
Décision n°2024-1727 GHSO CH de Selestat EML
Décision n°2024-1822 HCC EML

ZI 12
Décision n°2024-1720 CIM 3F EML
Décision n°2024-1721 FMD Fonderie EML
Décision n°2024-1722 FMD Roosevelt EML
Décision n°2024-1723 GHRMSA Altkirch EML
Décision n°2024-1724 GIE de la Croisière EML
Décision n°2024-1725 SCM GRIM Illzach EML
Décision n°2024-1726 SCM SIM Illzach EML

ARS : sommaire chirurgie

ZI 2
Décision n°2024-1748 CH Epernay Chirurgie
Décision n°2024-1749 CH Léon BOURGEOIS Chirurgie
Décision n°2024-1747 AMH Chirurgie
Décision n°2024-1752 Hôpital Maison Blanche Chirurgie
Décision n°2024-1753 Hôpital Robert DEBRE Chirurgie
Décision n°2024-1750 Clinique d'Epernay Chirurgie
Décision n°2024-1751 CH de Rethel Chirurgie
Décision n°2024-1754 Institut Godinot Chirurgie
Décision n°2024-1755 Polyclinique de Courlancy Chirurgie
Décision n°2024-1756 Polyclinique Reims - Bezannes Chirurgie

ZI 3
Décision n°2024-1829 CH de Troyes Chirurgie
Décision n°2024-1831 Polyclinique Montier-La-Celle Chirurgie

ZI 4
Décision n°2024-1758 CH de Chaumont Chirurgie
Décision n°2024-1760 GCS – CH Chaumont Chirurgie
Décision n°2024-1759 Clinique Compassion Chirurgie

ZI 5
Décision n°2024-1761 CH BLD FV Chirurgie
Décision n°2024-1832 CH de Saint-Dizier Chirurgie
Décision n°2024-1762 CH VSM Hop St Nicolas Chirurgie

ZI 8
Décision n°2024-1785 CHED Plateau de la Justice Chirurgie
Décision n°2024-1786 CH de Remiremont Chirurgie

Décision n°2024-1851 CHI HMV Chirurgie
Décision n°2024-1852 La Ligne Bleue Chirurgie
Décision n°2024-1784 CHOV Neufchâteau Chirurgie

ZI 9
Décision n°2024-1779 CH Sarreguemines Chirurgie
Décision n°2024-1782 Clinique Saint Nabord Chirurgie
Décision n°2024-1783 Hop de St Avold Chirurgie

ZI 10
Décision n°2024-1729 CH de Haguenau Chirurgie
Décision n°2024-1730 CH de Sarrebourg Chirurgie
Décision n°2024-1801 CH de Saverne Chirurgie
Décision n°2024-1731 CHI de la Lauter Chirurgie
Décision n°2024-1802 Clinique de lOrangerie Chirurgie
Décision n°2024-1803 Clinique Rhéna Chirurgie
Décision n°2024-1804 Clinique St François Chirurgie
Décision n°2024-1732 Clinique St Luc Chirurgie
Décision n°2024-1806 Clinique Ste Anne Chirurgie
Décision n°2024-1807 Clinique Ste Barbe Chirurgie
Décision n°2024-1733 HUS CMCO Chirurgie
Décision n°2024-1809 HUS NHC Chirurgie
Décision n°2024-1734 ICANS Chirurgie

ZI 11
Décision n°2024-1735 CH de Guebwiller Chirurgie
Décision n°2024-1738 Hop Albert SCHWEITZER Chirurgie
Décision n°2024-1736 CH de Selestat Chirurgie
Décision n°2024-1737 HCC Chirurgie

ZI 12
Décision n°2024-1739 Diaconat Fonderie Chirurgie
Décision n°2024-1740 Diaconat Roosevelt Chirurgie
Décision n°2024-1741 GHRMSA Altkirch Chirurgie
Décision n°2024-1742 GHRMSA Emile MULLER Chirurgie

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Direction des Soins de Proximité

DECISION ARS n° 2024-1997 du 16 décembre 2024
portant autorisation d'ouverture d'un laboratoire de biologie médicale exploité par la SELAS EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE sur un site situé 3 rue des Docks Rémois à BETHENY (51450)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique, et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU les articles L. 1434-1 et suivants et R. 1434-1 et suivants du code de la santé publique, notamment le 4° du I de l'article L. 1434-3 relatif à la définition de l'offre d'examens de biologie médicale mentionnée à l'article L. 6222-2 en fonction des besoins de la population et le b) du 2° de l'article L. 1434-9 relatif au zonage de biologie ;

VU les articles D. 6211-13, D. 6211-15 et D. 6211-16 du code de la santé publique relatifs à l'application de l'article L. 6222-2 du même code ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2018/2102 du 18/06/2018 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à l'implantation des laboratoires de biologie médicale ;

VU l'arrêté ARS n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé du Grand Est 2023-2028 et notamment son volet biologie figurant dans sa partie 3 ;

VU l'arrêté ARS n° 2024-4597 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU la déclaration reçue le 17 octobre 2024 présentée par Monsieur Philippe BENMUSSA, représentant légal de la société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS) EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE, dans le cadre des dispositions des articles L. 6222-1, D. 6222-6 et D. 6222-7 du code de la santé publique, et relative à l'ouverture ex-nihilo d'un laboratoire de biologie médicale implanté sur un site correspondant au siège social et situé 3 rue des Docks Rémois à BETHENY (51450) ;

Considérant que le laboratoire de biologie médical exploité par la SELAS EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE serait implanté sur un unique site situé au sein de la commune de BETHENY (51450), et donc au sein de la zone de biologie A-Ouest, définie par l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2018/2102 du 18/06/2018 ;

Considérant que les besoins de la zone de biologie A-Ouest ont été définis par le Schéma Régional de Santé susvisé à 18 examens par habitant et par an ;

Considérant le courrier du 22 juillet 2024 adressé au Président de l'URPS Biologistes Grand Est par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est faisant état des données relatives à la consommation d'examens de biologie médicale actualisées pour l'année 2023 ;

Considérant que, selon la dernière déclaration d'activité annuelle des laboratoires de biologie médicale correspondant à l'année 2023, la consommation d'examens de biologie médicale constatée pour la zone de biologie A-Ouest est de 21,22 examens par habitant sur l'année ;

Considérant ainsi que la consommation d'examens de biologie médicale ne dépasse pas de plus de 25% les besoins définis pour la zone de biologie A-Ouest ;

Considérant que le nombre prévisionnel des examens de biologie médicale déclaré par la SELAS EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE pour les trois premières années de fonctionnement du laboratoire, n'est pas de nature à augmenter l'offre d'examens de biologie médicale de plus de 25% par rapport aux besoins définis pour la zone de biologie A-Ouest au sein du Schéma Régional de Santé ;

DECIDE

Article 1 :

La société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS) dénommée « EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE » (N° FINESS EJ : *à venir*) est autorisée à exploiter un laboratoire de biologie médical, sur un unique site, dans les conditions suivantes :

Siège social : 3 rue des Docks Rémois – 51450 BETHENY

Capital social : le capital social est de 20 000 euros, divisé en 20 000 actions d'une valeur nominale d'un euro chacune, toutes entièrement libérées. Ces actions sont réparties en :

- 10 001 actions de catégorie « A » donnant droit ensemble à 1% des droits financiers de la Société et réservées aux associés exerçant dans la Société les fonctions de biologistes responsables ou coresponsables et/ou les biologistes médicaux du laboratoire de biologie médicale,

- et 9 999 actions de catégorie « B » donnant droit ensemble à 99% des droits financiers de la Société et réservées aux associés professionnels externes exerçant une activité de biologie médicale, susceptibles de détenir une participation dans le capital d'une société de biologistes médicaux, ainsi qu'aux associés n'ayant ni la qualité d'associés professionnels internes, ni la qualité d'associés professionnels externes mais étant susceptibles au regard de la réglementation française de détenir une participation dans le capital d'une société de biologistes médicaux (les associés tiers).

Les droits financiers correspondent :

- aux droits dans les bénéfices sociaux (et notamment les droits à dividende) ;
- aux droits dans les comptes de réserves, de primes, de report à nouveau et dans tous comptes assimilés (et notamment les droits à distribution de ceux-ci) ;
- aux droits dans l'actif social et sur l'actif net (boni) en cas de liquidation ;
- aux droits en cas de réduction de capital non motivée par des pertes, en cas d'amortissement du capital, de fusion ou de scission ;
- à tous les autres droits de nature financière ou économique découlant (légalement ou conventionnellement) de la détention d'actions ou autres valeurs mobilières.

A ces 20 000 actions sont attachés 20 000 droits de vote.

Article 2 :

Le site exploité est le suivant :

3 rue des Docks Rémois – 51450 BETHENY
N° FINESS Etablissement : *à venir*

Site pré-analytique, analytique et post-analytique

Familles d'examens réalisés : biochimie générale et spécialisée, immunologie générale, hématocytologie, hémostase

Article 3 :

Le biologiste-coresponsable du laboratoire, qui a été déclaré comme travaillant à temps complet est les suivant :

1. Monsieur Philippe BENMUSSA, médecin biologiste

Article 4 :

Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière survenue postérieurement au présent arrêté fait l'objet d'une déclaration à l'Agence régionale de santé Grand Est.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Cette juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 :

Le Directeur des Soins de Proximité de l'Agence régionale de Santé Grand Est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS EUROFINS BIOMED CHAMPAGNE ARDENNE et publié au recueil des Actes Administratifs des préfectures de la région Grand Est et du département de la Marne.

Une copie sera adressée :

- au Président du Conseil central de la section G de l'Ordre des Pharmaciens,
- au Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de la Marne,
- au Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
et par délégation,
Le Directeur des Soins De Proximité,

Wilfrid STRAUSS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

DECISION ARS GRAND EST n° 2024-1995 du 16/12/2024
Portant autorisation d'un lieu de recherches impliquant la personne humaine à l'Institut Godinot (Centre de Lutte Contre le Cancer) - (FINESS EJ : 510000136) situé 1 rue du général Koenig à Reims (FINESS ET : 510000516)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1121-1 à L.1121-17 et R.1121-1 à R.1121-15 ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 12 mai 2009 fixant les conditions mentionnées à l'article R.1121-11 devant figurer dans la demande d'autorisation des lieux de recherches biomédicales prévues à l'article L.1121-13 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2010 fixant les conditions d'aménagement, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement ainsi que les qualifications nécessaires du personnel intervenant dans les lieux de recherches biomédicales devant faire l'objet d'une autorisation selon l'article L.1121-13 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS n° 2024-4597 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé le 13 septembre 2024 par l'Institut Godinot, en vue d'obtenir une autorisation de lieu de recherches impliquant la personne humaine pour le centre de lutte contre le cancer situé au 1, rue du général Koenig 51100 REIMS ;

CONSIDERANT l'avis rendu les 05 et 06 novembre 2024 par un inspecteur de l'ARS ayant la qualité de médecin, et par deux pharmaciens inspecteurs de santé publique, à l'issue de la visite sur site organisée le 05 novembre 2024 ;

CONSIDERANT que le lieu de recherches impliquant la personne humaine concerné par cette demande d'autorisation répond aux conditions édictées à l'article R. 1121-10 du Code de la santé publique, qu'il satisfait notamment aux conditions d'aménagement, d'équipement, d'hygiène, de fonctionnement et d'entretien ainsi qu'aux conditions relatives aux qualifications des personnels permettant d'assurer la sécurité des personnes qui se prêtent aux recherches et la qualité des données recueillies ;

DECIDE

Article 1 : L'autorisation d'un lieu de recherches impliquant la personne humaine est accordée à l'Institut Godinot situé au 1, rue du général Koenig 51100 REIMS (FINESS EJ : 510000136 ; FINESS ET : 510000516).
Ce lieu de recherche est situé au sein de l'unité d'hospitalisation ambulatoire au niveau 0 du bâtiment central et de l'unité d'hospitalisation complète d'oncologie médicale au niveau 0 du bâtiment d'hospitalisation.

Article 2 : Ces recherches réalisées dans le cadre d'essais cliniques de phase précoce en cancérologie avec première administration à l'homme portent sur les médicaments (hors médicaments de thérapies innovantes) et dispositifs médicaux.

Article 3 : Les protocoles de recherche seront réalisés chez des sujets volontaires malades âgés d'au moins 18 ans.

Article 4 : Ce lieu de recherches impliquant la personne humaine est placé sous la responsabilité du Dr Camille MAZZA, oncologue médicale à l'Institut Godinot.

Article 5 : Cette autorisation est délivrée pour une durée de trois ans à compter de la notification de la présente décision.

Article 6 : Toute modification relative aux éléments énumérés à l'article R. 1121-12 du Code de la santé publique devra faire l'objet d'une demande complète accompagnée des justifications appropriées et donnera lieu à la délivrance d'une nouvelle autorisation conformément à l'article R. 1121-14 du Code de la santé publique.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Directrice de l'Offre Sanitaire,

Monica BOSI



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

ARRETE ARS Grand Est n° 2024-4992 du 19/12/2024

modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Bar-sur-Aube

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4, R. 6143-12 et R. 6143-13 ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les Agences Régionales de Santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu l'arrêté ARS n°2024-3027 du 30 juillet 2024 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Bar-sur-Aube ;

Vu l'arrêté ARS n° 2024-4597 du 1er décembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu la désignation en date du 11 octobre 2024 par la sous-préfète de Bar-sur-Aube, de Madame Annick SICARD en qualité de personnalité qualifiée représentante des usagers ;

Considérant que peuvent demander à participer aux réunions du conseil de surveillance, avec voix consultative les parlementaires élus dans la circonscription où est situé le siège de l'établissement principal de l'établissement public de santé ;

Considérant que le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Madame Annick SICARD est nommée membre du conseil de surveillance, avec voix délibérative, en qualité de personnalité qualifiée, représentante des usagers désignée par le Préfet du département de l'Aube.

ARTICLE 2 :

La composition du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Bar-sur-Aube, 2 rue Gaston Cheq – 10200 Bar-Sur-Aube, établissement public de santé de ressort communal, est donc définie ainsi :

I) Membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

1° En qualité de représentants des collectivités territoriales

- Monsieur Philippe BORDE, Maire de la commune de Bar-sur-Aube, commune siège de l'établissement principal ;
- Madame Laurence CAILLET, représentant la communauté de communes de la région de Bar-sur-Aube, EPCI dont la commune siège de l'établissement est membre ;
- Madame Marie-Noëlle RIGOLLOT, représentante du Président du conseil départemental de l'Aube ;

2° En qualité de représentants du personnel médical et non médical

- Madame **Audrey FRANCOIS**, représentante de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques ;
- Monsieur le Docteur Stefanos IORDANIDIS, représentant la Commission Médicale d'Etablissement ;
- Madame Elisabeth POLAT, représentante désignée par les organisations syndicales ;

3° En qualité de personnalités qualifiées

- Madame le Docteur Nadine LEROUX, Médecin libéral, personnalité qualifiée désignée par la Directrice Générale de l'ARS ;
- Madame Line DESCHARMES (Ligue Contre le Cancer), représentante des usagers désignée par le Préfet du département de l'Aube ;
- **Madame Annick SICARD**, représentante des usagers désignée par le Préfet du département de l'Aube.

II) Membres du conseil de surveillance avec voix consultative :

- Le vice-président du Directoire du centre hospitalier de Bar-sur-Aube ;
- La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Aube ;
- Monsieur Gérard PERSONENI, représentant des familles de personnes accueillies en USLD ou en EHPAD ;
- Le Député de la circonscription où est situé le siège du Centre Hospitalier de Bar-sur-Aube ;
- Les Sénateurs élus dans le département où est situé le siège du Centre Hospitalier de Bar-sur-Aube.

ARTICLE 3 :

La durée des fonctions des nouveaux membres du conseil de surveillance est de cinq ans. Toutefois leur mandat prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés.

Le mandat d'un membre remplaçant un membre ayant cessé ses fonctions avant la fin de son mandat prend fin à la date où aurait cessé celui du membre qu'il a remplacé.

La durée du mandat des autres membres du conseil de surveillance demeure inchangée.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 :

Le responsable du Département des Politiques de Ressources Humaines en Santé de l'ARS Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Le responsable du Département des Politiques
de Ressources Humaines en Santé,

Jean-Michel BAILLARD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1743 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS EJ : 080011174 – FINESS ET : 080000425)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS ET :

080000425) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°1 – Nord Ardennes lesquels prévoient pour la chirurgie, 3 à 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie pédiatrique et 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins.

DECIDE

Article 1 : Le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS ET : 080000425) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1744 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Sedan (FINESS EJ : 080011174 – FINESS ET : 080000110)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Sedan (FINESS ET : 080000110) sis 2 Avenue Général MARGUERITTE 08209 SEDAN pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°1 – Nord Ardennes lesquels prévoient pour la chirurgie, 3 à 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie pédiatrique et 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site CH de Sedan en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Sedan (FINESS ET : 080000110) sis 2 Avenue Général MARGUERITTE 08209 SEDAN pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1745 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le GCS Territorial Ardenne Nord sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord - CH de Charleville (FINESS EJ : 080010242 – FINESS ET : 080010473)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le GCS Territorial Ardenne Nord (FINESS EJ : 080010242), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord - CH de Charleville (FINESS ET : 080010473) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°1 – Nord Ardennes lesquels prévoient pour la chirurgie, 3 à 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie pédiatrique et 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le GCS Territorial Ardenne Nord dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site du CH de Charleville en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le GCS Territorial Ardenne Nord (FINESS EJ : 080010242) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord - CH de Charleville (FINESS ET : 080010473) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le GCS Territorial Ardenne Nord est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord - CH de Charleville pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le GCS Territorial Ardenne Nord est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord - CH de Charleville pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du Code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1746 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le GCS Territorial Ardenne Nord sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord – CH de Sedan (FINESS EJ : 080010242 – FINESS ET : 080010465)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le GCS Territorial Ardenne Nord (FINESS EJ : 080010242), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord – CH de Sedan

(FINESS ET : 080010465) sis 2 Avenue Général MARGUERITTE 08209 SEDAN pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°1 – Nord Ardennes lesquels prévoient pour la chirurgie, 3 à 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie pédiatrique et 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le GCS Territorial Ardenne Nord dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site du CH de Sedan en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le GCS Territorial Ardenne Nord (FINESS EJ : 080010242) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord – CH de Sedan (FINESS ET : 080010465) sis 2 Avenue Général MARGUERITTE 08209 SEDAN pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le GCS Territorial Ardenne Nord est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord – CH de Sedan pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le GCS Territorial Ardenne Nord est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du GCS Territorial Ardenne Nord – CH de Sedan pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1812 du 25/11/2024
Portant confirmation de l'autorisation d'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) détenue par la SELARL LBM BARRAND (FINESS EJ : 680019023 – FINESS ET : 680019049) au profit de la SELAS LBM BARRAND (FINESS EJ : 670015981 – FINESS ET : 680019049)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SELAS LBM BARRAND de demande de confirmation de cession à son profit de l'autorisation d'activité de soins d'AMP pour la mention préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle, détenue par la SELARL LBM BARRAND, reçu le 28 août 2024 ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande présentée n'entraîne pas de conséquence sur la nature des activités, leur volume, leur organisation et la prise en charge des patients puisque l'autorisation cédée sera exploitée de manière identique et dans les mêmes locaux ;

Considérant que les conditions techniques d'installation et de fonctionnement de l'activité de soins d'AMP pour la mention préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle visée par la présente procédure n'appellent pas d'observation et restent inchangées ;

Considérant que le cessionnaire s'est engagé à respecter les conditions d'implantation et techniques de fonctionnement telles que prévues aux articles L. 6123-1 et L. 6124-1 du Code de la santé publique, à respecter les effectifs et la qualification des personnels, à maintenir les caractéristiques du projet, à respecter le montant des dépenses à la charge de l'assurance maladie ou le volume d'activité et procéder à l'évaluation des activités de soins en application de l'article L. 6122-5 du Code de la santé publique dans les conditions fixées aux articles R. 6122-23 et R. 6122-24 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 L'autorisation d'activité de soins d'AMP pour la mention préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle détenue par la SELARL LBM BARRAND (FINESS EJ : 680019023 – FINESS ET : 680019049) est confirmée au profit de la SELAS LBM BARRAND (FINESS EJ : 670015981 – FINESS ET : 680019049).

Article 2 La présente décision est sans incidence sur la durée de l'autorisation susvisée.

Article 3 Cette décision vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux en application de l'article L. 162-21 du Code de la sécurité sociale.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Ophélie NEUVILLERS
Courriel : ophelie.neuvillers@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 79 42

Monsieur le Directeur
Fondation de la Maison du Diaconat
14 Boulevard Roosevelt
68067 MULHOUSE

28 NOV. 2024

Nos réf : 2024-D13144

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1800 du 25/11/2024 relative aux activités de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) de la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000494).

Cette décision consiste en un avis favorable sur les deux premières mentions, à savoir les « Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 » et les « Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 », et un avis défavorable pour la mention « Conservation à usage autologue des gamètes et tissus germinaux ».

Si vous souhaitez redéposer une demande ultérieurement pour la mention rejetée, je vous invite à initier une coopération avec le GHRMSA en vue d'organiser la répartition des patients et à clarifier et rendre lisible l'offre d'AMP sur la zone d'implantation n°12 – Haute Alsace.

La Fondation de la Maison du Diaconat doit en effet clarifier les activités sur lesquelles elle entend poursuivre les collaborations existantes et celles qu'elle souhaite gérer en propre. Elle doit proposer en conséquence une mise à jour des conventions existantes.

Lorsque ce travail sera accompli, en concertation avec les autres acteurs d'AMP du territoire, la demande rejetée pourra être redéposée dans une fenêtre ultérieure.

Conformément aux dispositions des articles L. 6122-10-1 et R. 6122-42 du Code de la Santé Publique, vous avez la possibilité de former un recours hiérarchique contre cette décision, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification, ce recours hiérarchique ne constituant pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1800 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000494)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier présenté par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS ET : 680000494) sis 14 Boulevard du Président Roosevelt 68200 MULHOUSE ;

VU l'avis émis par l'Agence de Biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 12 – Haute Alsace ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'autorisations d'AMP en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations ;

Considérant néanmoins l'absence de concertation entre les acteurs du territoire pour la mention relative à la conservation à usage autologue des gamètes et préparation et conservation à usage autologue des tissus germinaux ;

Considérant qu'une clarification de l'offre de soins proposée par le promoteur est nécessaire et qu'une mise à jour des conventions entre les acteurs du territoire permettra une meilleure lisibilité de l'offre ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS ET : 680000494) sis 14 Boulevard du Président Roosevelt 68200 MULHOUSE pour les mentions suivantes :

- AMP / AMP BIO - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 ;
- AMP / AMP CLI - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12.

Article 2 La demande présentée par la Fondation de la Maison du Diaconat en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer, sur le site de la Clinique du Diaconat Roosevelt, l'activité de soins d'AMP pour la mention Conservation à usage autologue des gamètes et préparation et conservation à usage autologue des tissus germinaux, est rejetée.

Article 3 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 4 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé le début de l'activité de soins, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du Code de la santé publique.

Article 5 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité de soins.

Article 6 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

Article 7 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 8 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1796 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par la Fondation Vincent de Paul sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS EJ : 670014604 – FINESS ET : 670780212)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier présenté par la Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS ET : 670780212) sis 182 Route de la Wantzenau 67085 STRASBOURG ;

VU l'avis émis par l'Agence de Biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que la Fondation Vincent de Paul dispose d'une autorisation d'AMP en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604) est autorisée à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS ET : 670780212) sis 182 Route de la Wantzenau 67085 STRASBOURG pour la mention suivante :

- AMP / AMP CLI - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique.

Article 2 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé le début de l'activité de soins, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du Code de la santé publique.

Article 4 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité de soins.

Article 5 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

Article 6 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1797 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site du CMCO (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670780113)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier présenté par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site du CMCO (FINESS ET : 670780113) sis 19 Rue Louis Pasteur 67303 SCHILTIGHEIM ;

VU l'avis émis par l'Agence de Biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'une autorisation d'AMP en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) sont autorisés à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site du CMCO (FINESS ET : 670780113) sis 19 Rue Louis Pasteur 67303 SCHILTIGHEIM pour les mentions suivantes :

- AMP / AMP BIO - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 ;
- AMP / AMP CLI - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1798 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par la SELAS CAB sur le site Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne (FINESS EJ : 680019155 – FINESS ET : 670022383)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité « AMP » du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier présenté par la SELAS CAB (FINESS EJ : 680019155), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne (FINESS ET : 670022383) sis Rue Philippe Thys 67000 STRASBOURG ;

VU l'avis émis par l'Agence de Biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SELAS CAB (FINESS EJ : 680019155) est autorisée à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne (FINESS ET : 670022383) sis Rue Philippe Thys 67000 STRASBOURG pour les mentions suivantes :

- AMP / AMP BIO - Conservation à usage autologue des gamètes et préparation et conservation à usage autologue des tissus germinaux ;
- AMP / AMP BIO - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12.

Article 2 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé le début de l'activité de soins, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du Code de la santé publique.

Article 4 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité de soins.

Article 5 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

Article 6 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1799 du 25/11/2024
Portant rejet d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670783273)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité de soins critiques du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS ET : 670783273) sis 1 Avenue Molière 67200 STRASBOURG ;

VU l'avis émis par l'Agence de Biomédecine en date du 23 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant néanmoins que la dispersion des activités d'AMP de l'établissement pose un risque pour la qualité et la sécurité des soins et que l'ajout d'un nouveau site entraînerait la dilution de l'expertise du CMCO et réduirait l'efficacité des soins ;

Considérant que l'absence de planification indique que les ressources disponibles doivent être optimisées et concentrées dans les centres existants pour maintenir un haut niveau de qualité des soins ;

Considérant que l'ouverture d'un centre d'AMP sur le site de l'Hôpital de Hautepierre est envisagée dans le cadre d'une restructuration, laquelle pose une incertitude en termes de date d'ouverture et de perspective claire pour la finalisation de celle-ci ;

Considérant l'avis défavorable émis par l'Agence de Biomédecine en date du 23 juillet 2024 ;

DECIDE

Article 1 La demande présentée par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) en vue d'obtenir l'autorisation d'activité de soins d'AMP sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS ET : 670783273) sis 1 Avenue Molière 67200 STRASBOURG est rejetée pour les mentions suivantes :

- AMP BIO - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 ;
- AMP BIO - Conservation à usage autologue des gamètes et préparation et conservation à usage autologue des tissus germinaux ;
- AMP CLI - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12.

Article 2 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1811 du 25/11/2024
Portant autorisation de changement d'implantation de l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) de la SELAS CAB (FINESS EJ : 680019155) implantée sur le site du Laboratoire de Biologie Médicale des Vosges (FINESS ET : 670015379) vers le site du Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne (FINESS ET : 670022383)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier présenté par la SELAS CAB de demande de changement d'implanation de l'activité de soins d'AMP implantée sur le site du Laboratoire de Biologie Médicale des Vosges vers le site du Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne, reçu le 25 mai 2024 ;

VU l'avis émis par l'Agence de Biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer le maintien des conditions d'implantation, des conditions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que cette opération de changement d'implantation de l'autorisation d'activité de soins d'AMP sur le site du Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne répond aux besoins de la population identifiés dans le schéma régional de santé ;

Considérant que cette opération de changement d'implantation permettra le regroupement des activités d'AMP sur un même site géographique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SELAS CAB (FINESS EJ : 680019155) est autorisée à changer l'implantation de l'activité de soins d'AMP implantée sur le site du Laboratoire des Vosges (FINESS ET : 670015379) vers le site du Laboratoire de Biologie Médicale CAB – Site Sainte-Anne (FINESS ET : 670022383), sis Rue Philippe Thys 67000 STRASBOURG pour la mention suivante :

- AMP / AMP BIO – Préparation et conservation du sperme en vue d'une insémination artificielle.

Article 2 Cette opération devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Cette décision vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux en application de l'article L. 162-21 du Code de la sécurité sociale.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1792 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation au profit du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy (FINESS EJ : 540023264) sur le site de la Maternité à Nancy (FINESS ET : 540000015)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n°2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'assistance médicale à la Procréation du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 1er novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier présenté par l'établissement CHRU de Nancy (EJ : 540023264), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation sur le site de la Maternité Régionale (ET : 540000015) sis 49 Rue Hermite 54052 NANCY pour les activités biologiques relative à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 et cliniques de prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 ;

VU l'avis favorable de l'agence de la biomédecine en date du 19 juillet 2024 ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Sud Lorraine ;

Considérant que le CHRU de Nancy dispose d'une autorisation pour l'activité clinique d'assistance médicale à la procréation de prélèvement d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance à la procréation en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant que le CHRU dispose d'une autorisation pour l'activité de conservation à usage autologue, de gamètes et tissus germinaux en application du décret n°2021-1933 du 30 décembre 2021 en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant que le CHRU de Nancy est l'établissement de référence sur le territoire pour ces activités ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement requis pour l'exercice de cette activité ;

Considérant que le parcours patient répond aux recommandations de bonnes pratiques de l'activité d'assistance médicale à la procréation ;

Considérant que l'offre de soins d'AMP est complète et comprend la préservation de la fertilité pour raison médicale ;

Considérant la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle répond aux besoins de santé de la population ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy (FINESS EJ : 540023264) est autorisé à exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation sur le site de la Maternité (FINESS ET : 540000015) sis 49 Rue Hermite 54052 NANCY pour les mentions suivantes :

- AMP BIOLOGIQUE - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 ;
- AMP CLINIQUE - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'Article L. 2141-12 ;

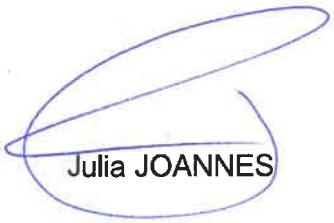
Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024 ;

Article 3 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 Le délégué territorial de la Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/ La Directrice de l'Offre de Soins
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière



Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Arrêté ARS Grand Est n°2024-4849

portant maintien du statut d'établissement de santé de l'Hôpital Local de Lamarche

(FINESS EJ : 880780333; FINESS ET : 880000187)

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST

VU les articles L6111-1 à L6117-2 et L 6122-11 du code de la santé publique ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n°2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU la décision ARS GRAND EST n° 2024-0339 du 29/03/2024 portant constat de la caducité des autorisations d'exercer les activités de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète détenues par le Centre Hospitalier de Lamarche ;

VU la décision ARS GRAND EST n° 2024-1976 du 10/12/2024 modificative à la décision ARS GRAND EST n° 2024-0339 du 29/03/2024 portant constat de la caducité des autorisations d'exercer les activités de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète détenues par le Centre Hospitalier de Lamarche ;

Considérant, que l'établissement a arrêté toutes activités sanitaires faute d'effectifs médicaux à compter du 30 juin 2023 ;

Considérant que l'arrêt des activités de soins de médecine et de SMR de l'Etablissement pendant plus de 6 mois a conduit l'ARS Grand Est à prononcer la caducité de ses autorisations sanitaires conformément à l'article L6122-11 du code de la santé publique ;

Considérant qu'à ce jour, l'établissement ne dispose plus d'autorisation à exercer les activités de soins énumérées à l'article R6122-25 du code de la santé publique ;

Considérant la fin des crédits sanitaires alloués à l'établissement à compter du 1er janvier 2024 ;

Considérant toutefois l'impossibilité technique de modifier l'instruction budgétaire et comptable d'un établissement public en cours d'année ;

Considérant que par voie de conséquence il convient de maintenir le statut sanitaire de l'établissement jusqu'au 31/12/2024, bien qu'il ne soit plus autorisé à exercer d'activités sanitaires ;

Considérant les délibérations des conseils de surveillance du l'Hôpital Local de Lamarche et du CH de l'Ouest Vosgien respectivement en date du 1er février 2023 et 14 mars 2023 actant le projet de fusion des deux établissements au 1er janvier 2025 ;

ARRETE

Article 1 : Le statut d'établissement public de santé de l'Hôpital Local de Lamarche (FINESS EJ : 880780333) est maintenu jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 2: Le présent arrêté ne remet pas en cause le constat de caducité des autorisations d'exercer les activités de soins de SMR et de médecine.

Article 3: La présente décision peut être contestée par la voie d'un recours hiérarchique formé auprès du ministre chargé de la santé dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans le même délai. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou également par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site **www.telerecours.fr**.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs.

Article 4 : la Directrice de l'Offre Sanitaire de l'ARS Grand Est et la Déléguée Territoriale des Vosges sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Grand Est conformément aux dispositions de l'article R. 6122-41 du Code de la Santé Publique.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,

Christelle Ratignier-Carbonneil

Signé électroniquement
Agence Régionale de Santé GRAND EST
Pour la directrice générale et par délégation - Le Directeur Général Adjoint Métiers,
Frédéric REMAY
Nancy le 17/12/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

DECISION ARS GRAND EST n° 2024-1976

modificative à la décision ARS GRAND EST n° 2024-0339 du 29/03/2024 portant constat de la caducité des autorisations d'exercer les activités de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète détenues par le Centre Hospitalier de Lamarche ;

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique, ses articles L6122-1 à L.6122-21, notamment son article L.6122-11,

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n°2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du schéma régional de santé et du programme régional d'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU la décision ARS GRAND EST n° 2024-0339 du 29/03/2024 portant constat de la caducité des autorisations d'exercer les activités de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète détenues par le Centre Hospitalier de Lamarche ;

Considérant que l'Hôpital Local de LAMARCHE a arrêté toutes activités sanitaires faute d'effectifs médicaux à compter du 30 juin 2023 ;

Considérant que l'arrêt des activités sanitaires de l'Etablissement pendant plus de 6 mois a conduit l'ARS Grand Est à prononcer la caducité de ses autorisations sanitaires conformément à l'article L6122-11 du code de la santé publique ;

Considérant la fin des crédits sanitaires alloués à l'établissement à compter du 1er janvier 2024 ;

Considérant toutefois l'impossibilité technique de modifier l'instruction budgétaire et comptable d'un établissement public en cours d'année ;

DECIDE

Article 1 : L'article 1er de la décision ARS GRAND EST n° 2024-0339 du 29/03/2024 portant constat de la caducité des autorisations d'exercer les activités de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète détenues par le Centre Hospitalier de Lamarche est modifié comme suit :

*De constater la caducité des autorisations d'activités de soins de médecine en hospitalisation complète et de SSR non spécialisé en hospitalisation complète accordées au Centre Hospitalier de LAMARCHE (FINESS EJ : **880780333**; FINESS ET : **880000187**) **à compter du 1er janvier 2024**.*

Article 2 : La présente décision peut être contestée par la voie d'un recours hiérarchique formé auprès du ministre chargé de la santé dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans le même délai. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou également par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site **www.telerecours.fr**.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs.

Article 3 La directrice de l'offre sanitaire de l'agence régionale de santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Grand Est,

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

Signé électroniquement
Agence Régionale de Santé
GRAND EST
Pour la directrice générale et par
délégation - Le Directeur Général
Adjoint Métiers,
Frédéric REMAY

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

ARRETE ARS Grand Est n° 2024-4975 du 18/12/2024

Modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Groupement Hospitalier Aube-Marne

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4, R. 6143-12 et R. 6143-13 ;

Vu la loi n°2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels et nottament son article 27 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu l'arrêté ARS n° 2024-4597 du 1er décembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu l'arrêté ARS n° 2024-3251 du 6 septembre 2024 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Groupement Hospitalier Aube-Marne (GHAM) ;

Vu l'extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Portes de Romilly sur Seine – séance du 20 juin 2024 - ;

Vu le procès-verbal du Conseil Social Economique du Groupement Hospitalier Aube-Marne du 11 avril 2023 ;

Vu la démission, le 24 octobre 2024, de Madame le Docteur Justine DELABRE en qualité de représentante du personnel médical ;

Vu la désignation par les membres de la CME, le 21 octobre 2024, de Monsieur le Docteur Miche FAHED en qualité de représentant du personnel médical ;

Considérant que le mandat des membres du conseil de surveillance prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés ;

Considérant que peuvent demander à participer aux réunions du conseil de surveillance, avec voix consultative les parlementaires élus dans la circonscription où est situé le siège de l'établissement principal de l'établissement public de santé ;

ARRETE

Article 1er :

Monsieur Le Docteur Miche FAHED est nommé membre du conseil de surveillance, avec voix délibérative, en qualité de représentant du personnel médical.

Article 2:

Le conseil de surveillance du groupe hospitalier Aube-Marne est composé des membres ci-après :

I) Membres du conseil de surveillance avec voix délibérative

1° Au titre des représentants des collectivités territoriales

- Madame Marie-Thérèse LUCAS, représentant le Maire de la commune de Romilly-sur-Seine ;
- Monsieur Christophe BOUCHUT, représentant de la Communauté de communes des Portes de Romilly-sur-Seine
- Monsieur Jérôme BONNEFOI, représentant du Président du Conseil départemental de l'Aube ;
- Monsieur Cyril LAURENT, représentant du Conseil départemental de la Marne ;
- Madame Isabelle Hst ÉLIOT-COURONNE, représentante du Conseil régional du Grand Est.

2° Au titre des représentants du personnel médical et non médical

- Madame Claire SEGUIN, représentant la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques
- **Monsieur le Docteur Miche FAHED** et Monsieur le Docteur Hosein BADRAN, représentants la Commission Médicale d'Etablissement
- Madame Anaïs DE VRIEZE et Madame Justine BAILLON, représentantes désignées par les organisations syndicales.

3° Au titre des personnalités qualifiées

- *Personnalités qualifiées désignées par la Directrice générale de l'ARS*
  - Monsieur Sacha HEWAK, Maire de Sézanne,
  - Monsieur le Docteur Michel VAN RECHEM, Président du Conseil de l'Ordre des Médecins de l'Aube
- *Représentants des usagers désignés par le Préfet du département de l'Aube*
  - Madame Françoise LIBERT, Association UDAF
  - Monsieur LATRASSE Christophe, Association INDECOSAT,
- *Personnalité qualifiée désignée par le Préfet du département de l'Aube*
  - Madame Emmanuelle STEIB

II) Membres du conseil de surveillance avec voix consultative

- Le Vice-Président du Directoire du Groupement Hospitalier Aube-Marne
- La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé
- Le Directeur de la Mutualité Sociale Agricole Sud Champagne
- Monsieur Gérard MORAZIN, Représentant des familles de personnes accueillies dans les établissements délivrant des soins de longue durée ou gérant un établissement d'hébergement pour personnes âgées.

- Le Député de la circonscription où est situé le siège du Groupement Hospitalier Aube-Marne ;
- Les Sénateurs élus dans le département où est situé le siège du Groupement Hospitalier Aube-Marne.

Article 5 :

La durée des fonctions du membre du conseil de surveillance nouvellement désigné est de cinq ans. Cependant le mandat prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels l'intéressé a été désigné.

Le mandat d'un membre remplaçant un membre ayant cessé ses fonctions avant la fin de son mandat prend fin à la date où aurait cessé celui du membre qu'il a remplacé.

La durée du mandat des autres membres du conseil de surveillance demeure inchangée.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 :

Le Responsable du département des Politiques de Ressources Humaines en Santé de l'ARS Grand Est et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et de la préfecture du département de l'Aube et de la Marne.

Le Responsable du département des
Politiques de Ressources Humaines en Santé,

Jean-Michel BAILLARD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1787 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS EJ : 080011174 – FINESS ET : 080000425)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier présenté par le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS ET : 080000425) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES ;

VU l'avis émis par l'Agence de la biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°1 – Nord Ardennes ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des conditions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES dispose d'autorisations d'AMP en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174) est autorisé à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS ET : 080000425) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES pour les mentions suivantes :

- AMP / AMP BIO - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique ;
- AMP / AMP BIO - Conservation à usage autologue des gamètes et préparation et conservation à usage autologue des tissus germinaux ;
- AMP / AMP CLI - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique.

Article 2 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé le début de l'activité de soins, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du Code de la santé publique.

Article 4 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité de soins.

Article 5 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

Article 6 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1788 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par le CHU de Reims sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510002470)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier présenté par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS ET : 510002470) sis 47 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS ;

VU l'avis émis par l'Agence de la biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des conditions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que le CHU de Reims dispose d'autorisations d'AMP en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS ET : 510002470) sis 47 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS pour la mention suivante :

- AMP / AMP BIO - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1789 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à procréation (AMP) par le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510004302)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'AMP du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier présenté par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS ET : 510004302) sis 45 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS ;

VU l'avis émis par l'Agence de la biomédecine en date du 19 juillet 2024 conformément à l'article R. 2142-3 du Code de la santé publique ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des conditions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'AMP ;

Considérant que le CHU de Reims dispose d'autorisations d'AMP en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exercer l'activité de soins d'AMP sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS ET : 510004302) sis 45 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS pour la mention suivante :

- AMP / AMP CLI - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du Code de la santé publique.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1790 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation au profit du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville (FINESS EJ : 570005165) sur le site de l'Hôpital de Mercy (FINESS ET : 570026682)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le cde de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n°2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation (AMP) ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'assistance médicale à la procréation du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 1er novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier présenté par le CHR Metz-Thionville (EJ : 570005165), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation sur le site de l'Hôpital de Mercy (ET : 570026682) sis 1 Allée du Château 57085 ARS LAQUENEXY pour les activités cliniques de prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique ;

VU l'avis favorable de l'agence de la biomédecine en date du 19 juillet 2024 sur la demande d'autorisation présentée par le CHR Metz Thionville ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Lorraine Nord ;

Considérant que le CHR Metz-Thionville dispose d'une autorisation d'exercer l'activité d'AMP Clinique pour les prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant que le laboratoire de biologie médicale EspaceBio – Ouilab exerce des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation dans les locaux de l'Hôpital de Mercy dans le cadre d'une collaboration entre les deux structures permettant la réalisation des activités cliniques et biologiques sur le même site géographique et que le laboratoire a présenté conjointement une demande d'autorisation d'activité biologique d'AMP pour la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique ;

Considérant les moyens humains et matériels dédiés à l'activité permettant une prise en charge médico-technique adéquate ;

Considérant que les locaux du centre clinico-biologique destinés au recueil, à la préservation des gamètes et au transfert des embryons respectent les recommandations de bonnes pratiques ;

Considérant que l'offre de soins d'AMP est complète et comprend la préservation de la fertilité pour raison médicale ;

Considérant que l'activité d'assistance médicale à la procréation pour les prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique repond aux besoins de la population et est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville (EJ : 570005165) est autorisé à exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation sur le site de l'Hôpital de Mercy (ET : 570026682) sis 1 Allée du Château 57085 ARS LAQUENEXY pour la mention suivante :

- AMP CLINIQUE - Prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La déléguée territoriale de la Moselle de l'ARS Grand-Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/ La Directrice de l'Offre Sanitaire
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1791 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation au profit de la SELAS ESPACEBIO-OUILAB (FINESS EJ : 570025197) sur le site du CHR de Metz-Thionville-Hôpital de Mercy (FINESS ET : 570026849)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n°2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 modifié portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2021-1243 du 28 septembre 2021 fixant les conditions d'organisation et de prise en charge des parcours d'assistance médicale à la procréation ;

VU le décret n° 2021-1933 du 30 décembre 2021 modifié fixant les modalités des activités d'autoconservation des gamètes pour raisons non médicales en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique et portant diverses adaptations de la partie réglementaire du même code au regard des dispositions de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour l'activité d'assistance médicale à la procréation du 1er avril au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 1er novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier présenté par la SELAS ESPACEBIO (EJ : 570025197), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation sur le site du CHR Metz Thionville - Hôpital de Mercy (ET : 570026849) sis 1 Allée du Château 57085 ARS LAQUENEXY;

VU l'avis de l'agence de la biomédecine en date du 19 juillet 2024 ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 5 novembre 2024 ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Lorraine Nord ;

Considérant que la SELAS ESPACEBIO dispose d'une autorisation d'activité de conservation à usage autologue des gamètes et de préparation et conservation à usage autologue des tissus germinaux en application du cadre règlementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant que le laboratoire de biologie médicale EspaceBio – Ouilab exerce des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation dans les locaux de l'Hôpital de Mercy dans le cadre d'une collaboration entre les deux structures permettant la réalisation des activités cliniques et biologiques sur le même site géographique et que le CHR de Metz a présenté conjointement une demande d'autorisation d'activité clinique d'AMP pour les prélèvements d'ovocytes en vue de leur conservation pour la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique ;

Considérant la convention avec le CHRU de Nancy pour la prise en charge de la cryoconservation des gamètes, tissus germinaux et embryons en cas d'interruption ou de cessation de l'activité ;

Considérant que les locaux du centre clinico-biologique destinés au recueil, à la préservation des gamètes et au transfert des embryons respectent les recommandations de bonnes pratiques ;

Considérant que l'offre de soins d'AMP est complète et comprend la préservation de la fertilité pour raison médicale ;

Considérant que la demande d'autorisation d'exercer l'activité relative à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 répond aux besoins de la population et est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé ;

Considérant que le promoteur s'engage à assurer la mise en œuvre et le maintien des conditions d'implantation, des dispositions techniques de fonctionnement, ainsi que des conditions d'organisation et de prise en charge des parcours de soins relatives à l'exercice de l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SELAS ESPACEBIO-OUILAB (FINESS EJ : 570025197) est autorisée à exercer l'activité de soins d'assistance médicale à la procréation sur le site du CHR Metz Thionville- Hôpital de Mercy (FINESS ET : 570026849) sis 1 Allée du Château 57085 ARS LAQUENEXY pour la mention suivante :

- AMP BIOLOGIQUE - Activités relatives à la conservation des gamètes en vue de la réalisation ultérieure d'une assistance médicale à la procréation en application de l'article L. 2141-12 du code de la santé publique ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 La déléguée territoriale de la Moselle de l'ARS Grand-Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
Pour la Directrice de l'Offre Sanitaire
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

ARRETE ARS Grand Est n°2024-4976 du 18/12/2024

Autorisant dans l'intérêt du service le Président de la Commission médicale d'établissement (CME) du Centre de Réadaptation Spécialisé Saint Luc de ABRESCHVILLER à se présenter à un troisième mandat

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code la santé publique et notamment ses articles L. 6132-1 et suivants, R. 6144-4 et R. 6144-5 ;

VU la Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé consolidée par la Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 ;

Considérant le Courrier de la Directrice du Groupe Hospitalier dont dépend le Centre de réadaptation spécialisé St Luc de Abreschviller du 13 décembre 2024 adressé à Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant que le mandat du Président de la Commission médicale d'établissement est de 4 ans, renouvelable une seule fois ;

Considérant que pour tenir compte des circonstances locales et dans l'intérêt du service, le Directeur général de l'agence régionale de santé dont relève l'établissement peut, à titre exceptionnel, autoriser l'élection à un troisième mandat ;

Considérant l'intérêt du service justifiée par les spécificités du site et la nécessaire continuité des actions menées, notamment la réforme des autorisations SMR, la consultation mémoire de territoire ainsi que la labellisation de la filière gériatrique sur le GHT ;

ARRETE

Article 1

Le Président de la Commission médicale d'établissement (CME), Monsieur le Docteur MECHKOUR, est autorisé à titre exceptionnel à se présenter à un troisième mandat en tant que Président de ladite Commission ;

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Grand Est.

Article 3

Les dispositions de la présente décision pourront faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Pour la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
La Responsable du département des politiques de Ressources Humaines en santé

Signé électroniquement
Agence Régionale de Santé GRAND EST
Pour la directrice générale et par délégation - Le Responsable du Departement Ressources Humaines en Sante,
Jean-Michel BAILLARD
Nancy le 19/12/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Direction de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

ARRETE ARS Grand Est n°2024-4988 du 19/12/2024

Modifiant l'arrêté ARS Grand Est n°2024-2341 du 5 juin 2024 portant renouvellement et désignation des membres de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) du territoire alsacien

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1142-5, L 1142-6, R 1142-5 et R 1142-6 ;

VU le décret n°2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ;

VU le décret n°2014-19 du 9 janvier 2014 portant simplification et adaptation des dispositifs d'indemnisation gérés par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est – Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL ;

VU l'arrêté ARS 2024-4597 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'ensemble des désignations et propositions formulées par les organismes visés à l'article R 1142-5 du code de la santé publique.

ARRETE

Article 1

Sont renouvelées ou désignées, pour une période de trois ans, comme membres de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales – CCI – du territoire alsacien, les personnes dont les noms suivent :

I - Au titre des représentants des usagers (3 titulaires, 6 suppléants)

- Mme Laurence GRANDJEAN (Chambre de Consommation d'Alsace), titulaire ;

  Suppléée par :
  - M. Alain DENOUAL (UFC);
  - M. Bernard DEVILLE (APF France Handicap).

- Mme Isabelle GEORG (ALSACE CARDIO), titulaire ;

  Suppléée par :
  - M. Christian BERNARDIN (Association France Spondylathrite) ;
  - M. André BUBENDORF (Union Départementale des Associations Familiales du Haut-Rhin – UDAF 68).

- M. Francis LOUIS-BOUCHE (Association des stomisés du Bas-Rhin – URILCO) titulaire ;

  Suppléé par :

- M. Jean-Luc PIERA (AFA CROHN RCH) ;
- Un poste de suppléant vacant.

II – Au titre des professionnels de santé :

1) Un représentant des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)

- M. le Docteur Pierre-Paul SCHLEGEL (URPS ML Grand Est), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme Claudine GLESSER (URPS infirmiers Alsace) ;
  - Mme le Docteur Bénédicte MATZ (URPS ML Grand Est).

2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)

- M. le Docteur Bernard WILLEMIN (Confédération des Praticiens des Hôpitaux - CPH), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme le Docteur Anne LAUNOY (Syndicat National des Praticiens Hospitaliers Anesthésistes-Réanimateurs - SNPHARE) ;
  - M. le Docteur Francis VUILLEMET (Syndicat National des Praticiens Hospitaliers Anesthésistes-Réanimateurs - SNPHARE).

III – Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

1) Un responsable d'établissement de santé public (et deux suppléants)

- Mme Caroline BIGEARD (Fédération Hospitalière de France – FHF), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Delphine SCHATZ (Fédération Hospitalière de France – FHF) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et quatre suppléants)

- M. Olivier MULLER (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne – FEHAP), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. Frédéric LEYRET (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne FEHAP) ;
  - M. Sébastien BRESSOLIER (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne - FEHAP).

- M. Patrick WISNIEWSKI (Fédération Hospitalière Privée Grand Est – FHP), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Docteur Sydney SOVANN (Fédération Hospitalière Privée Grand Est – FHP) ;
  - M. Mathieu FRAPPIN (Fédération Hospitalière Privée Grand Est - FHP).

IV – Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (1 titulaire, 1 suppléant)

- M. Sébastien LELOUP (Directeur de l'ONIAM), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. François TOUJAS (Président du conseil d'administration de l'ONIAM).

V – Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L 1142-2 du code susvisé (1 titulaire, 2 suppléants)

- M. Christian RODRIGUEZ (Assurances AXA), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme Anne-Sophie LECAT (Assurances MACSF);
  - M. Philippe MOREL (Assurances GENERALI).

VI – Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels (2 titulaires, 4 suppléants)

- Mme Nicole VILMIN (avocat honoraire du Barreau de Nancy), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Docteur Laurent BERTHELON (médecin légiste aux HUS) ;
  - M. le Professeur Claude MEISTELMAN (Professeur d'Anesthésie-Réanimation).

- M. le Docteur Eric BOUDIER (gynécologue-obstétricien aux HUS), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Docteur Gilles ROCHOUX (cardiologue libéral) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

Article 2

La durée du mandat des membres est fixée à 3 ans.

Article 3

Le présent arrêté prend effet à la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/La Directrice Générale de l'ARS Grand Est
Le Directeur de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

Laurent DAL MAS

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Direction de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

ARRETE ARS Grand Est n°2024-4989 du 19/12/2024

Modifiant l'arrêté ARS Grand Est n°2024-2340 du 5 juin 2024 portant renouvellement et désignation des membres de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) du territoire champardennais

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1142-5, L 1142-6, R 1142-5 et R 1142-6 ;

VU le décret n°2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ;

VU le décret n°2014-19 du 9 janvier 2014 portant simplification et adaptation des dispositifs d'indemnisation gérés par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est – Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL ;

VU l'arrêté ARS 2024-4597 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'ensemble des désignations et propositions formulées par les organismes visés à l'article R 1142-5 du code de la santé publique.

ARRETE

Article 1

Sont renouvelées ou désignées, pour une période de trois ans, comme membres de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales – CCI – du territoire champardennais, les personnes dont les noms suivent :

I - Au titre des représentants des usagers (3 titulaires, 6 suppléants)

- Mme Agnès MICHEL (Fédération SOS hépatites & Maladies du foie), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Badia ALLARD (APF France Handicap) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

- M. Daniel FONTAINE (Union départementale des associations familiales de la Marne - UDAF 51), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme Catherine BELLAIS (Association des diabétiques de la Marne - AFD51) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

- M. Alain LECUYER (Fédération Nationale Familles Rurales), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme Véronique BROUARD (Association Prader-Willi France) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

II – Au titre des professionnels de santé :

1) Un représentant des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)

- M. le Docteur Bernard LLAGONNE (chirurgien orthopédiste - URPS ML Grand Est), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Docteur Didier GANDON (URPS ML Grand Est) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)

- M. le Docteur Michael SEGONDY, médecin urgentiste, titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Professeur Claude MEISTELMAN, (SNAM) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

III – Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

1) Un responsable d'établissement de santé public (et deux suppléants)

- Mme Laurence MANDT (Fédération Hospitalière de France – FHF), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Violetta BONFANTI (Fédération Hospitalière de France – FHF) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et quatre suppléants)

- Mme Agnès GERARDIN (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne – FEHAP), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Sylvine POLIN (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne FEHAP) ;
  - M. Christian de la MORLAIS (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne - FEHAP).

- M. le Dr Jean-Claude BERQUET (Fédération Hospitalière Privée Grand Est - FHP), titulaire ;

  Suppléée par :
  - M. le Dr Luc VANDROMME (Fédération Hospitalière Privée Grand Est – FHP) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

IV – Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (1 titulaire, 1 suppléant)

- M. Sébastien LELOUP (Directeur de l'ONIAM), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. François TOUJAS (Président du conseil d'administration de l'ONIAM).

V – Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L 1142-2 du code susvisé (1 titulaire, 2 suppléants)

- Mme Jennifer DIENGA (La Médicale de France), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Isabelle MARIN (Assurances MACSF);
  - Mme Flore AVOT (La Médicale de France).

VI – Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels (2 titulaires, 4 suppléants)

- Mme le Pr Mary-Hélène BERNARD (CHU Reims), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Un poste de suppléant vacant ;
  - Un poste de suppléant vacant.

- M. le Dr Claude LASSALLE (Conseil régional de l'ordre des médecins), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Un poste de suppléant vacant ;
  - Un poste de suppléant vacant.

Article 2

La durée du mandat des membres est fixée à 3 ans.

Article 3

Le présent arrêté prend effet à la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/La Directrice Générale de l'ARS Grand Est
Le Directeur de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

Laurent DAL MAS

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Direction de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

ARRETE ARS Grand Est n°2024-4990 du 19/12/2024

Modifiant l'arrêté ARS Grand Est n°2024-2179 du 3 mai 2024 portant renouvellement et désignation des membres de la Commission de Conciliation et d'Indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (CCI) du territoire lorrain

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1142-5, L 1142-6, R 1142-5 et R 1142-6 ;

VU le décret n°2012-298 du 2 mars 2012 modifiant le dispositif de règlement amiable des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ;

VU le décret n°2014-19 du 9 janvier 2014 portant simplification et adaptation des dispositifs d'indemnisation gérés par l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est – Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL ;

VU l'arrêté ARS 2024-4597 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'ensemble des désignations et propositions formulées par les organismes visés à l'article R 1142-5 du code de la santé publique.

ARRETE

Article 1

Sont renouvelées ou désignées, pour une période de trois ans, comme membres de la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales – CCI – du territoire lorrain, les personnes dont les noms suivent :

I - Au titre des représentants des usagers (3 titulaires, 6 suppléants)

- Mme Josette BURY (AFTC Lorraine), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Emmanuelle AUBERT (APF France Handicap) ;
  - M. Alain BUTTGEN (Consommation, Logement Et Cadre De Vie - CLCV).

- M. Christian TROUCHOT (APNEES GRAND EST – Section Lorraine), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. Michel DEMANGE (UFC Nancy) ;
  - Mme Virginie JACQUEMIN (EndoFrance).

- Mme Liliane KLEIN (UFC Nancy) titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Michèle DUMONTIER (Association France Parkinson) ;

- Un poste de suppléant vacant.

II – Au titre des professionnels de santé :

1) Un représentant des professionnels de santé exerçant à titre libéral (et deux suppléants)

- M. le Dr Alexandre DURAND (URPS ML Grand Est), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Dr Alain FRISONI (URPS ML Grand Est) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

2) Un praticien hospitalier (et deux suppléants)

- M. le Dr Didier BEAU (Syndicat National des Praticiens Hospitaliers Anesthésistes Réanimateur Elargi – SNPHAR-E), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Dr François LARUELLE (Confédération des Praticiens des Hôpitaux - CPH) ;
  - M. le Dr Bernard WILLEMIN (Confédération des Praticiens des Hôpitaux - CPH).

III – Au titre des responsables des institutions et établissements publics et privés de santé :

1) Un responsable d'établissement de santé public (et deux suppléants)

- Mme Sarah MAHMOUDI (Fédération Hospitalière de France – FHF), titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Lisa BOURDONCLE (Fédération Hospitalière de France – FHF) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

2) Deux responsables d'établissements de santé privés (et quatre suppléants)

- M. Philippe BELLO (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne – FEHAP), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme Marie-Hélène MAITRE (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne FEHAP) ;
  - Mme Dominique BERGE (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne - FEHAP).

- Mme Alexandra PAYA (Fédération Hospitalière Privée Grand Est - FHP), titulaire ;

  Suppléée par :
  - M. le Dr Philippe GENDRAULT (Fédération Hospitalière Privée Grand Est – FHP) ;
  - Mme Valérie OLECH (Fédération Hospitalière Privée Grand Est - FHP).

IV – Au titre de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (1 titulaire, 1 suppléant)

- M. Sébastien LELOUP (Directeur de l'ONIAM), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. François TOUJAS (Président du conseil d'administration de l'ONIAM).

V – Au titre des entreprises pratiquant l'assurance de responsabilité civile médicale prévue à l'article L 1142-2 du code susvisé (1 titulaire, 2 suppléants)

- Mme Fanny JACQUESSON (La Médicale de France) , titulaire ;

  Suppléée par :
  - Mme Malvina RICHER (SHAM) ;
  - Un poste de suppléant vacant.

VI – Au titre des personnalités qualifiées dans le domaine de la réparation des préjudices corporels (2 titulaires, 4 suppléants)

- M. Bruno PY (Professeur de droit privé et des sciences criminelles - Université de Lorraine), titulaire ;

  Suppléé par :
  - Mme Fanny GRABIAS (Maître de conférences de droit public, Directrice du Master 2 Droit public de la santé - Université de Lorraine) ;
  - Mme Julie LEONHARD (Maître de conférences droit privé et sciences criminelles - Université de Lorraine).

- M. le Docteur Alain REYNIER (CHI Emile Durkheim à Epinal), titulaire ;

  Suppléé par :
  - M. le Professeur Thierry MAY (Infectiologue - CHU de Nancy – Hôpitaux de Brabois)
  - Dr Franck BRESSELER, (chirurgien orthopédiste).

Article 2

La durée du mandat des membres est fixée à 3 ans.

Article 3

Le présent arrêté prend effet à la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/La Directrice Générale de l'ARS Grand Est
Le Directeur de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

Laurent DAL MAS

Direction de l'Autonomie
Délégation Territoriale des Ardennes

Direction de l'Autonomie

ARRETE CONJOINT
ARS N°2024_2548 / CD DAU_24_263
Du 12 décembre 2024

Portant renouvellement et modification de l'autorisation
pour le fonctionnement de l'EHPAD Résidence Ducale
Géré par la SARL RESIDALYA VILLERS SEMEUSE au profit de la SAS DUCALE

N° FINESS EJ ancien: 75 006 087 3
N° FINESS EJ nouveau: 08 001 259 4
N° FINESS ET: 08 000 936 8

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment leurs titres I et 4 respectifs ;

VU spécifiquement les articles L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et suivants relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;

VU les articles D312-155-0 et les articles D312-160 et suivants du CASF relatifs aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements pour personnes âgées dépendantes ;

VU le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité de ESMS et au décret modificatif n°2022-695 du 26 avril 2022, définissant le nouveau cadre réglementaire applicable aux nouvelles évaluations réalisées sur la base du référentiel de l'HAS ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER – CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est à compter du 15 juin 2024 ;

VU l'arrêté n°2024-3375 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'ARS Grand-Est ;

VU l'arrêté conjoint n° 125 et 210-2009 du 26 juin 2009 annulant et remplaçant l'arrêté conjoint n° 67 et 148-2009 du 12 mai 2009 autorisant la création d'un établissement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Résidalya à Villers Semeuse ;

VU l'arrêté conjoint CD/ARS n°2018-1435 du 24 avril 2018 portant transfert de l'autorisation relative à l'EHPAD « Résidence Ducale » à Villers Semeuse détenue par la SAS RESIDALYA RESIDENCES DE France au profit de la SARL RESIDALYA VILLERS SEMEUSE ;

VU le Schéma Départemental de l'Autonomie pour la période 2023-2028 ;

VU le rapport d'évaluation et documents transmis aux autorités compétentes ;

CONSIDERANT que le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de l'évaluation ;

CONSIDERANT que les résultats de l'évaluation réalisée dans la structure du 3 au 5 mai 2023 ne s'opposent pas au renouvellement de l'autorisation ;

CONSIDERANT la demande formulée par le groupe DomusVi en date du 18 septembre 2019 informant l'ARS Grand-Est de l'acquisition de 100% des titres de la holding du réseau RESIDALYA en date du 28 juin 2019 ;

CONSIDERANT les nouveaux statuts mis à jour au 20 décembre 2019 à la suite de la transformation de la Société RESIDALYA en Société par Action Simplifiée DUCALE (SAS) ;

CONSIDERANT la modification du forfait Soins correspondant à un tarif global sans PUI au 1er janvier 2022 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Directrice de l'Autonomie, par intérim de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, de Monsieur le Délégué Territorial des Ardennes de l'ARS Grand-Est et de Monsieur le Directeur Général des Services du Département des Ardennes ;

ARRETENT

ARTICLE 1 : Conformément aux articles L 312-8 et L 313-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles l'autorisation, visée à l'article L 313-1 du même code, est renouvelée à la SAS DUCALE, pour la gestion de l'EHPAD Résidence Ducale de VILLERS SEMEUSE, pour une durée de quinze ans à compter du 26 juin 2024.

L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, relative à l'EHPAD Résidence Ducale est détenue par la société RESIDALYA VILLERS SEMEUSE, dénommée SAS DUCALE.

ARTICLE 2 : L'exploitation de l'EHPAD suscité est autorisée pour une capacité totale de 79 places détaillée comme suit :

- 67 places d'hébergement permanent pour personnes âgées dépendantes dont 22 réservées à la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés ;
- 6 places d'hébergement temporaire ;
- 6 places d'accueil de jour dédiées à la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de troubles apparentés

ARTICLE 3 : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante

Entité juridique :	**SAS DUCALE**
N° FINESS :	08 001 259 4
Code statut juridique :	95 – Société par Actions Simplifiées (SAS)
N°SIREN :	527 736 441
Adresse :	7 rue des Aliziers 08 000 VILLERS SEMEUSE
Entité de l'Etablissement :	**EHPAD RESIDENCE DUCALE**
N° FINESS :	08 000 936 8
Adresse :	7 rue des Aliziers 08 000 VILLERS SEMEUSE
Code catégorie :	500
Libellé catégorie :	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
Code MFT :	41 – ARS/ TG HAS sans PUI

Capacité totale : 79 places

Code discipline	Code activité fonctionnement	Code clientèle	Nombre de places
924 – Accueil pour Personnes Agées	11 – Hébergement Complet Internat	711 – Personnes Agées dépendantes	**45**
924 – Accueil pour Personnes Agées	11 – Hébergement Complet Internat	436 – Alzheimer ou maladies apparentées	**22**
924 – Accueil pour Personnes Agées	21 – Accueil de Jour	436 – Alzheimer ou maladies apparentées	**6**
657 – Accueil Temporaire pour Personnes Agées	11 – Hébergement Complet Internat	711 – Personnes Agées dépendantes	**6**

ARTICLE 4 : L'EHPAD Résidence Ducale est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour 10 places, et est autorisé à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

ARTICLE 5 : Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations de la qualité des prestations mentionnées à l'article L 313-8 du CASF.

ARTICLE 6 : En application de l'article L 313-1 du CASF, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental des Ardennes et de la Directrice Générale de l'ARS Grand-Est.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs et sur le site internet du Conseil Départemental des Ardennes, ou à l'égard des personnes et des organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice de l'Autonomie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département des Ardennes et Monsieur le Directeur Général des Services du Département des Ardennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Région Grand Est et sur le site internet du département des Ardennes dont un exemplaire sera adressé à la SAS DUCALE, gestionnaire de l'EHPAD Résidence Ducale à Villers Semeuse.

Pour la Directrice Générale
de l'ARS Grand Est et par délégation,
La Directrice de l'Autonomie, par intérim

Marielle TRABANT

Le Président du Conseil Départemental
des Ardennes

Noël BOURGEOIS

NOEL BOURGEOIS
2024.12.12 09:09:13 +0100
Ref:7721785-11588774-1-D
Signature numérique
Le Président du Conseil Départemental

Noël BOURGEOIS

Direction de l'Autonomie
Délégation territoriale des Ardennes

Direction de l'autonomie

ARRETE CONJOINT
ARS N°2024_2549 /CD DAU_24_264
Du 12 décembre 2024

portant renouvellement de l'autorisation
délivrée à la CROIX ROUGE FRANCAISE pour le fonctionnement
de l'EHPAD Val de Meuse à Givet

N° FINESS EJ: 75 072 133 4
N° FINESS ET: 08 000 737 0

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Le Président du Conseil Départemental des Ardennes

VU le livre III de la partie législative et de la partie réglementaire du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment leurs titres I et 4 respectifs ;

VU spécifiquement les articles L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles et suivants relatifs à l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux ;

VU les articles D312-155-0 et suivants et les articles D312-160 et suivants du CASF relatifs aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements pour personnes âgées dépendantes ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER – CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'ARS Grand Est à compter du 15 juin ;

VU le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des ESMS et au décret modificatif n°2022-695 du 26 avril 2022, définissant le cadre réglementaire applicable aux évaluations réalisées sur la base du référentiel de l'HAS ;

VU l'arrêté ARS 2012-134-DGCSD 2012-38 du 20 février 2012 portant autorisation de transfert de gestion des deux EHPAD « Les Résidences Saint Antoine » des Hauts Buttés à Monthermé et « La Résidence Val de Meuse » à Givet gérés par l'Association de Gestion d'Etablissements et Services pour Personnes Agées Nord Ardennes (AGESPANA) au profit de l'Association Croix-Rouge Française et portant confirmation des capacités des deux établissements ;

VU l'arrêté ARS 2014-307 – DGSD 2014-199 du 6 Mai 2014 portant modification de capacité de l'EHPAD géré par la Croix Rouge Française « Val de Meuse » à Givet ;

VU l'arrêté ARS 2015-036 – CD 2015-9 du 12 janvier 2015 portant modification de capacité de l'EHPAD géré par la CROIX ROUGE FRANCAISE « Val de Meuse » à GIVET et autorisant la création, sans extension de capacité, d'un pôle d'activité et de soins adaptés (PASA) de 14 places au sein de l'EHPAD « Val de Meuse » à Givet ;

VU l'arrêté n° 2024-3375 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux directeurs, secrétaire général, délégués territoriaux de l'ARS Grand est ;

CONSIDERANT que le renouvellement de l'autorisation est subordonné aux résultats de l'évaluation ;

CONSIDERANT que les résultats de l'évaluation réalisée dans la structure ne s'opposent pas au renouvellement de l'autorisation ;

SUR PROPOSITION de Madame la Directrice de l'Autonomie, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, de Monsieur de Délégué territorial de l'ARS Grand Est dans le département des Ardennes, et de Monsieur le Président du Conseil Départemental des Ardennes ;

ARRETENT

Article 1er : Conformément aux articles L.312-8 et L.313-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles l'autorisation, visée à l'article L.313-1 du même code, est renouvelée à CROIX ROUGE FRANCAISE, pour la gestion de l'EHPAD Val de Meuse de Givet, pour une durée de quinze ans à compter du 4 janvier 2017.

Article 2 : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : **CROIX ROUGE FRANCAISE**
- N° FINESS : 75 072 133 4
- Adresse complète : 98 rue Didot – 75014 PARIS
- Code statut juridique : 61 – Association Loi 1901 R.U.P.
- N° SIREN : 775 672 272

Entité établissement : **EHPAD Val de Meuse**
- N° FINESS : 08 000 737 0
- Adresse complète : 16 rue Flayelle – 08600 GIVET
- Code catégorie : 500
- Libellé catégorie : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
- Code MFT: 45 - ARS TP HAS nPUI
- Capacité : 82 places

Code discipline	Code activité fonctionnement	Code clientèle	Nombre de places
924 - Accueil pour Personnes Agées	**11** - Hébergement. Complet Internat	**711** - Personnes Agées dépendantes	66
924 - Accueil pour Personnes Agées	**11** - Hébergement. Complet Internat	**702** - Personnes Handicapées Vieillissantes	14
961 - Pôles d'activité et de soins adaptés	**21** - Accueil de Jour	**436** – Alzheimer ou maladies apparentées	*Dont 14*
657 - Accueil temporaire pour Personnes Agées	**11** - Hébergement. Complet Internat	**711** – Personnes Agées dépendantes	2

Article 3 : L'établissement est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour 82 places et est autorisé à dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux.

Article 4 : Le renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation mentionnée à l'article L.312-8 du CASF, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 5 : En application de l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de la Directrice Générale de l'ARS Grand-Est et du Président du Conseil départemental des Ardennes.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs et sur le site internet du Conseil Départemental des Ardennes ou, à l'égard des personnes et des organismes auxquels

il est notifié, à compter de la date de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Madame la Directrice de l'Autonomie de l'ARS Grand Est, Monsieur le Délégué Territorial de l'ARS dans le département des Ardennes et Monsieur le Directeur Général des Services du Département des Ardennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est et sur le site Internet du Département des Ardennes, dont un exemplaire sera adressé à la Croix Rouge Française, gestionnaire de l'EHPAD Val de Meuse de GIVET.

Pour la Directrice Générale
de l'ARS Grand Est et par délégation,
La Directrice de l'Autonomie, par intérim

Marielle TRABANT

Le Président du Conseil Départemental
des Ardennes,

Noël BOURGEOIS

NOEL BOURGEOIS
2024.12.12 09:08:41 +0100
Ref:7721829-11588832-1-D
Signature numérique
Le Président du Conseil Départemental

Noël BOURGEOIS

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

ARRETE ARS Grand Est n°2024-5014 du 19/12/2024

Modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes à Rethel

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4, R. 6143-12 et R. 6143-13 ;

Vu l'article L6143- 5 du code de santé publique modifié par la loi n° 2023-1268 du 17 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

Vu le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Mme Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL, en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu l'arrêté ARS n°2024-2996 du 29 juillet 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Vu l'arrêté ARS n° 2024-4597 en date du 1er décembre 2024 modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes à Rethel ;

Considérant que peuvent demander à participer aux réunions du conseil de surveillance, avec voix consultative les parlementaires élus dans la circonscription où est situé le siège de l'établissement principal de l'établissement public de santé ;

Considérant les demandes de participation au conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes émises par les parlementaires concernés ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Député des Ardennes élu au titre de la circonscription sur laquelle est implanté le siège social du Groupe Hospitalier Sud Ardennes, la Sénatrice des Ardennes ainsi que le Sénateur des Ardennes peuvent participer au conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes à Rethel, avec voix consultative.

ARTICLE 2 :

Désignation par la commission médicale d'établissement du 9 décembre 2024 de Monsieur le Docteur Mouhsine ARBAOUI et Monsieur le Docteur El HAJJ SLEIMAN, en qualité de représentants du personnel au Conseil de Surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes à Rethel, avec voix délibérative.

ARTICLE 3 :

La nouvelle composition du conseil de surveillance du Groupe Hospitalier Sud Ardennes est donc définie ainsi :

I - Membres du conseil de surveillance avec voix délibérative

1°) Au titre des représentants des collectivités territoriales

- Monsieur Joseph AFRIBO, Maire de la commune de Rethel ;
- Monsieur Yann DUGARD, Maire de la Commune de Vouziers ;
- Monsieur Michel KOCIUBA, Maire de la Commune de Sault- Les- Rethel ;
- Monsieur Didier SIMON, Maire de la Commune de Château-Porcien ;
- Madame Anne FRAIPONT, Représentante du Président du Conseil départemental des Ardennes ;

2°) Au titre des représentants du personnel

- Madame Florence DEVIE, représentant la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques
- **Monsieur le Docteur Mouhsine ARBAOUI et Monsieur le Docteur El HAJJ SLEIMAN**, représentants de la Commission Médicale d'Etablissement ;
- Madame Angélique BOURGUIGNON et Madame Sandra MARGOT, représentantes désignées par les organisations syndicales ;

3°) Au titre des personnalités qualifiées

- Monsieur Renaud AVERLY et Monsieur le Docteur Alain DUMONT, personnes qualifiées désignées par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé ;
- Monsieur Alain ANTOINE (association des Paralysés de France) et Monsieur Jacky FERNANDEZ (Association des diabétiques ardennais), représentants des usagers désignés par le Préfet du département des Ardennes ;
- Monsieur Thierry DION, personne qualifiée désignée par le Préfet de département.

II - Membres du conseil de surveillance avec voix consultative

- Le Vice-Président du Directoire du Groupe Hospitalier Sud Ardennes ;
- La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du département des Ardennes ;
- Pour les établissements délivrant des soins de longue durée ou gérant un EHPAD : le représentant des familles de personnes accueillies : Monsieur Bernard GILOT ;

- **Monsieur le Député de la première circonscription des Ardennes, Lionel VUIBERT ;**
- Madame la Sénatrice des Ardennes, Else JOSEPH ;
- Monsieur le Sénateur des Ardennes, Marc LAMENIE.

ARTICLE 4 :

La durée des fonctions des nouveaux membres du conseil de surveillance est de cinq ans. Toutefois leur mandat prend fin en même temps que le mandat ou les fonctions au titre desquels les intéressés ont été désignés.
Le mandat d'un membre remplaçant un membre ayant cessé ses fonctions avant la fin de son mandat prend fin à la date où aurait cessé celui du membre qu'il a remplacé.
La durée du mandat des autres membres du conseil de surveillance demeure inchangée.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 :

Le responsable du Département des Politiques de Ressources Humaines en Santé de l'ARS Grand Est et la Directrice de l'établissement sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Le responsable du Département des Politiques
de Ressources Humaines en Santé,

Jean-Michel BAILLARD

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

ARRETE ARS n° 2024-4936 du 12 décembre 2024

portant autorisation de fonctionnement de la pharmacie à usage intérieur
de la Résidence Médicale Jean d'Orbais à REIMS (51100).

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique, notamment le chapitre VI du titre II du livre 1er de sa cinquième partie ;

VU l'ordonnance n° 2016-1729 du 15 décembre 2016 relative aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret n° 2019-489 du 21 mai 2019 modifié relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'agence régionale de santé Grand Est ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;

VU la décision de la Directrice générale de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé du 21 juillet 2023 relative aux bonnes pratiques de préparation ;

VU l'arrêté ARS n° 2024-4597 du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

Considérant

La demande présentée le 30 août 2024 par la Directrice de la Résidence Médicale Jean d'Orbais à Reims en vue d'obtenir une nouvelle autorisation de fonctionnement de la pharmacie à usage intérieur de l'établissement ;

L'avis du Conseil Central de la section H de l'Ordre National des Pharmaciens reçu le 28 octobre 2024 ;

Qu'il ressort de l'instruction, y compris de la visite sur site réalisée le 10 octobre 2024, des éléments de non-conformités de la pharmacie à usage intérieur au regard des textes et recommandations en vigueur, relatives aux activités et missions prévues à l'article L.5126.1 du CSP, également aux activités prévues au 1° de l'article R. 5126-9 du même code ;

Qu'il revient également à l'établissement, conformément aux dispositions de l'article R. 5126-8 du CSP, et afin de sécuriser les pratiques de fournir à sa pharmacie à usage intérieur les moyens en locaux, personnels, équipements et système d'information lui permettant d'assurer les missions prévues aux articles L. 5126-1 ainsi que l'activité prévue au 1° de l'article R. 5126-9 du code de la santé publique, et de prendre en compte l'ensemble des remarques formulées en cours d'instruction par les pharmaciens inspecteurs de santé publique ;

Les engagements de l'établissement pris lors de l'instruction, notamment ceux reçus par courriel en date du 6 décembre 2024, notamment la décision d'abandon du déconditionnement/reconditionnement de spécialités pharmaceutiques au profit du seul surétiquetage de formes galéniques orales sèches dont le conditionnement primaire industriel est unitaire mais non étiquetées unitairement par l'industrie pharmaceutique ;

Qu'un délai de deux ans doit ainsi être laissé à l'établissement pour réaliser toutes les actions nécessaires pour se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur et être accompagné par les pharmaciens inspecteurs de santé publique ;

ARRETE

Article 1 :

La pharmacie à usage intérieur de la Résidence Médicale Jean d'Orbais (N° FINESS EJ 750034589) est autorisée à fonctionner dans les conditions fixées aux articles suivants jusqu'au 12 décembre 2026.

Article 2 :

Les locaux de la pharmacie à usage intérieur de la Résidence Médicale Jean d'Orbais Santé sont implantés 3 rue Bertrand de Mun à REIMS (51100) (N° FINESS ET 510000201).

Ces locaux comportent :

- le local principal situé au rez-de-chaussée du bâtiment et une pièce dédiée à la préparation des doses à administrer,
- le local dédié au stockage des dispositifs médicaux dont les dispositifs médicaux stériles situés au sous-sol du bâtiment.

La pharmacie est réservée à l'usage particulier des patients de l'établissement.

Article 3 :

La pharmacie à usage intérieur est autorisée à assurer pour son propre compte, les missions prévues à l'article L. 5126-1 du code de la santé publique, à savoir celles :

- 1° d'assurer la gestion, l'approvisionnement, la vérification des dispositifs de sécurité, la préparation, le contrôle, la détention, l'évaluation et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1, des dispositifs médicaux stériles et des médicaments expérimentaux ou auxiliaires définis à l'article L. 5121-1-1, et d'en assurer la qualité ;

- 2° de mener toute action de pharmacie clinique, à savoir de contribuer à la sécurisation, à la pertinence et à l'efficience du recours aux produits de santé mentionnés au 1° et de concourir à la qualité des soins, en collaboration avec les autres membres de l'équipe de soins mentionnée à l'article L. 1110-12, et en y associant le patient ;

- 3° d'entreprendre toute action d'information aux patients et aux professionnels de santé sur les produits de santé mentionnés au 1°, ainsi que toute action de promotion et d'évaluation de leur bon usage, et de concourir à la pharmacovigilance, à la matériovigilance, et à la politique du médicament et des dispositifs médicaux stériles mentionnée à l'article L. 6111-2 ;

- 5° pour des pathologies dont la liste est fixée par arrêté, de renouveler les prescriptions des patients pris en charge par l'établissement et de les adapter, dans le respect d'un protocole mentionné à l'article L. 4011-4 ;

- 6° de pouvoir effectuer certaines vaccinations dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé pris après avis de la Haute Autorité de santé.

Article 4 :

Par ailleurs la pharmacie à usage intérieur est également autorisée à assurer l'activité prévue à l'article R. 5126-9 du code de la santé publique :

- 1° La préparation manuelle de doses à administrer de médicaments, mentionnés à l'article L. 4211-1,

consistant en la réalisation de l'activité de préparation manuelle de piluliers nominatifs et du surétiquetage des formes galéniques sèches orales de spécialités pharmaceutiques dont le conditionnement primaire industriel est unitaire mais non étiquetées unitairement par l'industrie pharmaceutique.

Article 5 :

Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance de PUI est de dix demi-journées hebdomadaires (1,0 ETP).

La pharmacie à usage intérieur n'est pas autorisée à fonctionner en dehors des heures de présence d'un pharmacien.

Article 6 :

A l'exception des modifications substantielles mentionnées au II de l'article R 5126-32 du code de la santé publique qui doivent faire l'objet d'une nouvelle autorisation préalable, toute modification des éléments figurant dans la précédente autorisation doit faire l'objet d'une déclaration au minimum deux mois avant sa mise en œuvre.

Article 7 :

La décision ARS n° 2014 – 719 du 15 juillet 2014 portant autorisation de fonctionnement de la pharmacie à usage intérieur de la Résidence Jean d'Orbais à REIMS (51100) est abrogée.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 9 :

Le Directeur des soins de proximité de l'Agence Régionale de Santé Grand Est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la région Grand Est, notifié à Madame la Directrice de la Résidence Médicale Jean d'Orbais, et adressé :

- à Monsieur Jean-Michel BRIDE, pharmacien gérant de la PUI,
- au Président du conseil central de la section H de l'Ordre des Pharmaciens.

Pour la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
et par délégation,
Le Directeur des Soins De Proximité,

Directeur des soins de proximité
de l'Agence Régionale de Santé
Grand Est

Wilfrid STRAUSS

Wilfrid STRAUSS

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

ARRETE ARS Grand Est n°2024/4997 du 19 décembre 2024
Portant agrément régional de l'Association Espoir 54

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1114-1 et R 1114-1 à R1114-16 ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est;

VU l'arrêté ARS n°2024-4597 en date du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier de demande d'agrément déposé par l'association et enregistré complet le 16 octobre 2024 ;

VU l'avis de la Commission Nationale d'Agrément réunie le 26 novembre 2024.

ARRETE

Article 1 : Est agréée au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, à compter de la date du présent arrêté :

L'Association Espoir 54
Adresse : 25 rue de Saurupt à 54000 Nancy

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'association par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 3 : La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

Article 4 : La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée par le greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application du Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est
Et par délégation

La Directrice de la Direction du Cabinet, des Relations Institutionnelles et Transfrontalières

Dominique THIRION

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

ARRETE ARS Grand Est n°2024/4998 du 19 décembre 2024
Portant agrément régional de l'Association des Insuffisants Respiratoires de l'Est

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 1114-1 et R 1114-1 à R1114-16 ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'arrêté ARS n°2024-4597 en date du 27 novembre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier de demande d'agrément déposé par l'association et enregistré complet le 25 octobre 2024 ;

VU l'avis de la Commission Nationale d'Agrément réunie le 26 novembre 2024.

ARRETE

Article 1 : Est agréée au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, à compter de la date du présent arrêté :

L'Association des Insuffisants Respiratoires de l'Est (AIRE)
Adresse : 25 rue du haut des champs à 88000 EPINAL

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'association par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 3 : La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

Article 4 : La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée par le greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application du Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est
Et par délégation

La Directrice de la Direction du Cabinet, des Relations Institutionnelles et Transfrontalières

Dominique THIRION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1683 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville (FINESS EJ : 570005165) sur le site de l'Hôpital Bel Air de Thionville (FINESS ET : 570000349)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHR Metz-Thionville (EJ : 570005165), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital Bel Air de Thionville sis 1 Rue du Friscaty 57126 THIONVILLE (ET : 570000349);

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Lorraine Nord ;

Considérant que le CHR Metz-Thionville dispose d'autorisations pour deux scanners et deux IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'établissement sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners dont un bariatrique) sur le site géographique de l'Hôpital Bel Air à Thionville et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le plateau d'imagerie du site de Bel Air prend en charge des patients hospitalisés, des patients du service des urgences mais également des patients externes et qu'ainsi, il répond aux besoins de la population du territoire ;

Considérant l'objectif poursuivi de fluidifier le parcours patient en développant la relation ville-hôpital par l'ouverture du plateau d'imagerie médicale du site de Bel Air, formalisé par des conventions de co utilisation de certains équipements avec les radiologues libéraux du bassin thionvillois, et de projets de partenariats engagés pour favoriser l'accès direct de la médecine de ville aux scanners ;

Considérant en conséquence que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville (FINESS EJ : 570005165) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site de l'Hôpital Bel Air à Thionville sis 1 Rue du Friscaty 57126 THIONVILLE (FINESS ET : 570000349) dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de trois équipements matériels lourds composé de deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale
- Un équipement supplémentaire à savoir un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale dépassant le seuil réglementaire de 3 EML

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de Moselle, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/La Directrice de l'Offre Sanitaire,
La responsable du département Stratégie, Pilotage et Organisation de l'Offre Sanitaire

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1713 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM Radiologie de l'Orangerie sur le site de la SCM Radiologie de l'Orangerie (FINESS EJ : 670018167 – FINESS ET : 670018183)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM Radiologie de l'Orangerie (FINESS EJ : 670018167), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la SCM Radiologie de l'Orangerie (FINESS ET : 670018183) sis 29 Allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la SCM Radiologie de l'Orangerie dispose d'autorisations d'un scanner et un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SCM Radiologie de l'Orangerie (FINESS EJ : 670018167) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la SCM Radiologie de l'Orangerie (FINESS ET : 670018183) sis 29 Allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1578 du 08/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM FREIA sur le site du Centre de radiologie et d'imagerie médicale SCANNER SCM FREIA de Remiremont (FINESS EJ : 880005418 - ET : 880008917)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM FREIA (EJ : 880005418), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre de radiologie et d'imagerie médicale SCANNER SCM FREIA de Remiremont (ET : 880008917) sis 4 Côte du Moulin 88200 SAINT-NABORD ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence « Vosges » ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que la SCM FREIA dispose d'une autorisation, pour exploiter un scanographe à utilisation médicale, accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que la demande porte sur l'implantation d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) à utilisation médicale en complément du scanographe à utilisation médicale installé et pour lequel l'autorisation est déjà mise en oeuvre;

Considérant que le cabinet de la SCM FREIA dispose des conditions favorables à l'implantation d'une IRM supplémentaire notamment en termes de locaux et qu'elle est pourvue d'une équipe médicale et paramédicale opérationnelle et suffisante pour démarrer l'activité;

Considérant que le cabinet de la SCM FREIA se pose en solution de recours immédiat en cas d'indisponibilité d'un des matériels lourds du Centre Hospitalier de Remiremont ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à trois appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SCM FREIA (EJ : 880005418) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du centre de radiologie et d'imagerie médicale SCANNER SCM FREIA de Remiremont (ET : 880008917) sis 4 Côte du Moulin 88200 SAINT-NABORD dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1579 du 08/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM FREIA sur le site de la clinique de la ligne Bleue (FINESS EJ : 880005418 - ET : 880007984)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM FREIA (EJ : 880005418), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site de la clinique de la Ligne bleue à Epinal (ET : 880007984) sis 9 Avenue du Rose Poirier 88000 EPINAL ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence « Vosges » ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que la SCM FREIA dispose d'autorisations, pour exploiter un scanographe à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale, accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le centre de radiologie et d'imagerie médicale est implanté au sein de la clinique de la Ligne Bleue d'Epinal ce qui lui permet de prendre notamment en charge les patients hospitalisés, ainsi que les patients adressés par le CMSI situé également dans les locaux de la clinique ;

Considérant que la demande répond aux besoins de santé de la population identifiée et plus largement du territoire;

Considérant que le centre de radiologie et d'imagerie médicale SCM FREIA participe à la permanence des soins;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à trois appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SCM FREIA (EJ : 880005418) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site de la clinique de la Ligne Bleue à Epinal (ET : 880007984) sis 9 Avenue du Rose Poirier 88000 EPINAL dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1580 du 08/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM FREIA sur le site du Centre de radiologie et d'imagerie médicale IRM SCM FREIA à Epinal
(FINESS EJ : 880005418 - ET : 880007976)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM FREIA (EJ : 880005418), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre de radiologie et d'imagerie médicale IRM SCM FREIA (ET : 880007976) sis 7 Avenue du Rose Poirier 88000 EPINAL ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence « Vosges » ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que la SCM FREIA dispose d'une autorisation pour exploiter un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale (IRM) accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'accès au scanner est organisé en interne avec un autre Centre de radiologie et d'imagerie médicale également exploité par la SCM Freia et situé à proximité, au sein des locaux de la clinique de La Ligne Bleue à Epinal;

Considérant que l'offre médicale est tournée vers une patientèle externe de ville et répond à un besoin de service en santé de proximité ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à trois appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SCM FREIA (EJ : 880005418) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du Centre de radiologie et d'imagerie médicale IRM SCM FREIA (ET : 880007976) sis 7 Avenue du Rose Poirier 88000 EPINAL dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1640 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS EJ : 080011174 – FINESS ET : 080000425)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS ET : 080000425) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°1 - Nord Ardennes ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES dispose d'autorisations de 2 scanners et 2 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du CH de Charleville – Hôpital Manchester et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site du CH de Charleville – Hôpital Manchester (FINESS ET : 080000425) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds, à savoir 2 scanners et 1 IRM
- 1 EML supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir 1 IRM

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1641 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Fumay (FINESS EJ : 080011174 – FINESS ET : 080000284)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du CH de Fumay (FINESS ET : 080000284) sis 30 Place du Baty 08170 FUMAY ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°1 - Nord Ardennes ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES dispose d'une autorisation de 1 scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique.

DECIDE

Article 1 Le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du CH de Fumay (FINESS ET : 080000284) sis 30 Place du Baty 08170 FUMAY dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1642 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI NORD ARDENNES sur le site du CH de Sedan (FINESS EJ : 080011174 – FINESS ET : 080000110)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du CH de Sedan (FINESS ET : 080000110) sis 2 Avenue Général Margueritte 08209 SEDAN ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°1 - Nord Ardennes ;

Considérant que le CHI NORD ARDENNES dispose d'une autorisation de 1 scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique.

DECIDE

Article 1 Le CHI NORD ARDENNES (FINESS EJ : 080011174) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du CH de Sedan (FINESS ET : 080000110) sis 2 Avenue Général Margueritte 08209 SEDAN dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1643 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM Cabinet Radiologique sur le site du Centre d'Imagerie Médicale du Parc (FINESS EJ : 080006745 – FINESS ET : 080010515)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM Cabinet Radiologique (FINESS EJ : 080006745), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'Imagerie Médicale du Parc (FINESS ET : 080010515) sis 19 T Avenue Georges Corneau 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°1 - Nord Ardennes ;

Considérant que la SCM Cabinet Radiologique dispose d'autorisations de 1 scanner et 1 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique.

DECIDE

Article 1 La SCM Cabinet Radiologique (FINESS EJ : 080006745) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre d'Imagerie Médicale du Parc (FINESS ET : 080010515) sis 19 T Avenue Georges Corneau 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES dans les conditions suivantes :

- 2 scanographes à utilisation médicale ;
- 1 appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1644 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM Cabinet Radiologique sur le site IRM site Sedan (FINESS EJ : 080006745 – FINESS ET : 080011091)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM Cabinet Radiologique (FINESS EJ : 080006745), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site IRM site Sedan (FINESS ET : 080011091) sis 2 Avenue Général Margueritte 08209 SEDAN ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 1 – Nord Ardennes ;

Considérant que la SCM Cabinet Radiologique dispose d'une autorisation de 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, non mise en œuvre à ce jour et répondant aux besoins du territoire ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SCM Cabinet Radiologique (FINESS EJ : 080006745) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site IRM site Sedan (FINESS ET : 080011091) sis 2 Avenue Général Margueritte 08209 SEDAN dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé la mise en service de l'équipement d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du code de la santé publique.

Article 4 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'équipement.

Article 5 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

Article 6 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 7 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 8 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1645 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CH Léon BOURGEOIS sur le site du CH Léon BOURGEOIS (FINESS EJ : 510000037- FINESS ET : 510000169)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CH Léon BOURGEOIS (FINESS EJ : 510000037), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du CH Léon BOURGEOIS (FINESS ET : 510000169) sis 51 Rue du Commandant DERRIEN 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne ;

Considérant que le CH Léon BOURGEOIS dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CH Léon BOURGEOIS (FINESS EJ : 510000037) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du CH Léon BOURGEOIS (FINESS ET : 510000169) sis 51 Rue du Commandant DERRIEN 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1646 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHU de Reims sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510002470)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS ET : 510002470) sis 47 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne ;

Considérant que le CHU de Reims sur le site de l'American Memorial Hospital dispose d'une autorisation d'une IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS ET : 510002470) sis 47 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1647 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES sur le site du CH de Rethel (FINESS EJ : 080001969 – FINESS ET : 080000219)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES (FINESS EJ : 080001969), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du CH de Rethel (FINESS ET : 080000219) sis 1 Place Hourtoule 08300 RETHEL ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 2 - Champagne ;

Considérant que le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES dispose d'autorisations de 1 scanner et 1 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES (FINESS EJ : 080001969) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du CH de Rethel (FINESS ET : 080000219) sis 1 Place Hourtoule 08300 RETHEL dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1648 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE sur le site du GIE IRM CHAMPAGNE-ARDENNE - BEZANNES (FINESS EJ : 510005978 – FINESS ET : 510025513)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE (FINESS EJ : 510005978), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du GIE IRM CHAMPAGNE-ARDENNE - BEZANNES (FINESS ET : 510025513) sis 89 Rue Louis Victor BROGLIE 51430 BEZANNES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE sur le site de Bezannes dispose d'une autorisation d'une IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE (FINESS EJ : 510005978) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du GIE IRM CHAMPAGNE-ARDENNE – BEZANNES (FINESS ET : 510025513) sis 89 Rue Louis Victor BROGLIE 51430 BEZANNES dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1649 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE sur le site du GIE IRM CHAMPAGNE-ARDENNE - COURLANCY (FINESS EJ : 510005978 – FINESS ET : 510012412)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE (FINESS EJ : 510005978), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du GIE IRM CHAMPAGNE-ARDENNE – COURLANCY (FINESS ET : 510012412) sis 38 Rue de Courlancy 51100 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE sur le site de Courlancy dispose d'une autorisation d'une IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE IRM DE CHAMPAGNE-ARDENNE (FINESS EJ : 510005978) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du GIE IRM CHAMPAGNE-ARDENNE – COURLANCY (FINESS ET : 510012412) sis 38 Rue de Courlancy 51100 REIMS dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1650 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM MARNE SUD sur le site du GIE IRM MARNE SUD (FINESS EJ : 510009988 – FINESS ET : 510014848)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM MARNE SUD (FINESS EJ : 510009988), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du GIE IRM MARNE SUD (FINESS ET : 510014848) sis 51 Rue du Commandant DERRIEN 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que le GIE IRM MARNE SUD dispose d'autorisations de 1 scanner et 2 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE IRM MARNE SUD (FINESS EJ : 510009988) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du GIE IRM MARNE SUD (FINESS ET : 510014848) sis 51 Rue du Commandant DERRIEN 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1651 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE MEDISPAR sur le site du GIE MEDISPAR (FINESS EJ : 510014178 – FINESS ET : 510014459)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE MEDISPAR (FINESS EJ : 510014178), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du GIE MEDISPAR (FINESS ET : 510014459) sis 137 Rue de l'Hôpital 51205 EPERNAY ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne ;

Considérant que le GIE MEDISPAR dispose d'autorisations de 1 scanner et 2 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE MEDISPAR (FINESS EJ : 510014178) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du GIE MEDISPAR (FINESS ET : 510014459) sis 137 Rue de l'Hôpital 51205 EPERNAY dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1652 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par l'Institut Godinot sur le site de l'Institut Godinot (FINESS EJ : 510000136 – FINESS ET : 510000516)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par l'Institut Godinot (FINESS EJ : 510000136), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Institut Godinot (FINESS ET : 510000516) sis 1 Rue du Général KOENIG 51056 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que l'Institut Godinot dispose d'autorisations de 1 scanner et 1 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 L'Institut Godinot (FINESS EJ : 510000136) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de l'Institut Godinot (FINESS ET : 510000516) sis 1 Rue du Général KOENIG 51056 REIMS dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1653 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (Polyclinique de Bezannes) (FINESS EJ : 510010549 – FINESS ET : 510025505)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (Polyclinique de Bezannes) (FINESS ET : 510025505) sis 89 Rue Louis Victor DE BROGLIE 51430 BEZANNES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur son site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (Polyclinique de Bezannes) dispose d'autorisations de 2 scanners et 1 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (Polyclinique de Bezannes) (FINESS ET : 510025505) sis 89 Rue Louis Victor DE BROGLIE 51430 BEZANNES dans les conditions suivantes :

- 2 scanographes à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1654 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique de Courlancy) (FINESS EJ : 510010549 – FINESS ET : 510020738)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique de Courlancy) (FINESS ET : 510020738) sis 38 Rue de Courlancy 51057 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique de Courlancy) dispose d'autorisations de 2 scanners accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique de Courlancy) (FINESS ET : 510020738) sis 38 Rue de Courlancy 51057 REIMS dans les conditions suivantes :

- 2 scanographes à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1655 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (site ICONE) (FINESS EJ : 510010549 – FINESS ET : 510028004)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (site ICONE) (FINESS ET : 510028004) sis 101 Avenue François JACOB 51430 BEZANNES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne ;

Considérant que la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur son site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (site ICONE) dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Bezannes (site ICONE) (FINESS ET : 510028004) sis 101 Avenue François JACOB 51430 BEZANNES dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1656 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique Les Bleuets) (FINESS EJ : 510010549 – FINESS ET : 510013469)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique Les Bleuets) (FINESS ET : 510013469) sis 24 Rue du Colonel FABIEN 51100 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que la Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi dispose sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique Les Bleuets) d'autorisations de 1 scanner et 2 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Société d'Imagerie Médicale Saint Rémi (FINESS EJ : 510010549) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site Imagerie Médicale Saint Rémi à Reims (Polyclinique Les Bleuets) (FINESS ET : 510013469) sis 24 Rue du Colonel FABIEN 51100 REIMS dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1657 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GCS Hôpital Privé de l'Aube sur le site du CLQ
(FINESS EJ : 100010792 - ET : 100010818)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GCS Hôpital Privé de l'Aube (EJ : 100010792), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site de la CLQ (ET : 100010818) sis 4 Rue Chaim SOUTINE 10000 TROYES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que le GCS Hôpital Privé de l'Aube dispose d'une autorisation de 1 scanner et 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GCS Hôpital Privé de l'Aube (EJ : 100010792) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site de la CLQ (ET : 100010818) sis 4 Rue Chaim SOUTINE 10000 TROYES dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1658 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM Romilly sur le site du GIE IRM Romilly
(FINESS EJ : 100010859 - ET : 100010867)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM Romilly (EJ : 100010859), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du GIE IRM Romilly (ET : 100010867) sis Rue Paul VAILLANT COUTURIER 10100 ROMILLY-SUR-SEINE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que le GIE IRM Romilly dispose d'une autorisation de 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE IRM Romilly (EJ : 100010859) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du GIE IRM Romilly (ET : 100010867) sis Rue Paul VAILLANT COUTURIER 10100 ROMILLY-SUR-SEINE dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1659 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE SCANNER Romilly sur le site du GIE SCANNER Romilly (FINESS EJ : 100001288 - ET : 100003268)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE SCANNER Romilly (EJ : 100001288), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du GIE SCANNER Romilly (ET : 100003268) sis 8 Rue Paul VAILLANT COUTURIER 10105 ROMILLY-SUR-SEINE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que le GIE SCANNER Romilly dispose d'une autorisation de 1 scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE SCANNER Romilly (EJ : 100001288) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du GIE SCANNER Romilly (ET : 100003268) sis 8 Rue Paul VAILLANT COUTURIER 10105 ROMILLY-SUR-SEINE dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1660 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE d'Imagerie Médicale Troyen sur le site GIE Public Privé Imagerie Médicale Troyen (FINESS EJ : 100009992 - ET : 100010008)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE d'Imagerie Médicale Troyen (EJ : 100009992), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du GIE Public Privé Imagerie Médicale Troyen (ET : 100010008) sis 101 Avenue Anatole France 10003 TROYES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que le GIE d'Imagerie Médicale Troyen dispose d'une autorisation de 1 scanner et 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE d'Imagerie Médicale Troyen (EJ : 100009992) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du GIE Public Privé Imagerie Médicale Troyen (ET : 100010008) sis 101 Avenue Anatole France 10003 TROYES dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1661 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI de l'Ouest Vosgien sur le site du Centre Hospitalier de Neufchâteau (FINESS EJ : 880007299 - ET : 880000054)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHI de l'Ouest Vosgien (EJ : 880007299), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre Hospitalier de Neufchâteau (ET : 880000054) sis 1280 Avenue de la Division LECLERC 88307 NEUFCHATEAU ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence « Vosges » ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que le CHI de l'Ouest Vosgien dispose d'une autorisation, mise en œuvre, pour un scanographe à utilisation médicale et pour un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) à utilisation médicale accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'isolement géographique de l'établissement sur le territoire est de nature à justifier le besoin d'une offre complète et de proximité en imagerie médicale ;

Considérant que l'établissement assure la permanence des soins avec notamment la prise en charge des AVC dans le cadre de l'alerte thrombolyse ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CHI de l'Ouest Vosgien (EJ : 880007299) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier de Neufchâteau (ET : 880000054) sis 1280 Avenue de la Division Leclerc 88307 NEUFCHATEAU dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est, est chargée, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1662 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges sur le site du Centre Hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges (FINESS EJ : 880009147- ET : 880000047)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges (EJ : 880009147), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre Hospitalier de Saint Dié des Vosges sis 26 Rue du Nouvel Hôpital 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES (ET : 880000047) ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence « Vosges » ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que dix implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges dispose d'autorisations, mises en œuvre, pour exploiter un scanographe à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que la demande porte sur l'implantation d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) à utilisation médicale complémentaire ;

Considérant que cette demande permettra de diminuer les délais de prise en charge au regard de l'augmentation constante des demandes d'examens d'IRM.

Considérant que la permanence des soins est assurée en dehors des heures ouvrables ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges (EJ : 880009147) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges (ET : 880000047) sis 26 Rue du Nouvel Hôpital 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est, est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1663 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI Emile DURKHEIM EPINAL sur le site du Plateau de la Justice (FINESS EJ : 880007059 - ET : 880000021)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par l'établissement CHI Emile DURKHEIM EPINAL (EJ : 880007059), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site Plateau de la Justice (ET : 880000021) sis 2 Avenue Robert SCHUMAN 88021 EPINAL ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence 8 « Vosges » ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que le CHI Emile DURKHEIM dispose d'autorisations, mises en œuvre, pour exploiter deux scanographes à utilisation médicale (scanners) et deux appareils d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale (IRM) accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'établissement CHI Emile DURKHEIM EPINAL sollicite l'autorisation d'exploiter quatre équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique Plateau de la Justice et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de trois équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que ce plateau permet une prise en charge en cancérologie et en neurologie, favorisant une réduction des délais de prise en charge ;

Considérant la convention de coopération avec le Centre Hospitalier de Remiremont pour l'organisation de la permanence des soins en établissement de santé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 L'établissement CHI Emile DURKHEIM EPINAL (EJ : 880007059) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site Plateau de la Justice (ET : 880000021) sis 2 Avenue Robert SCHUMAN 88021 EPINAL dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de trois Equipements Matériels Lourds (deux scanners - un IRM)
- Un EML supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de trois EML, à savoir un IRM

Soit au total : deux scanners et deux IRM

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est, est chargée, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1664 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Centre Hospitalier de Remiremont
(FINESS EJ : 880780093 - ET : 880000062)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le Centre Hospitalier de Remiremont (EJ : 880780093), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre Hospitalier de Remiremont (ET : 880000062) sis 1 Rue Georges LANG 88204 REMIREMONT ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Vosges ;

Considérant toutefois que 11 demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Remiremont dispose d'autorisations mises en œuvre pour exploiter un scanographe à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale (IRM) accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'accès H24 au scanner, 365 jours/an permet les prises en charge en urgence ;

Considérant la convention territoriale organisant la permanence des soins en radiologie et imagerie médicale entre le Centre Hospitalier d'Epinal et celui de Remiremont ;

Considérant que l'exploitation de ces équipements répond aux besoins du territoire ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à trois appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier de Remiremont (EJ : 880780093) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site Centre Hospitalier de Remiremont (ET : 880000062) sis 1 Rue Georges LANG 88204 REMIREMONT dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique à utilisation médicale ;

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1665 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE SCANNER Pôle Santé langrois sur le site du GIE SCANNER Pôle Santé langrois (FINESS EJ : 520000498 - ET : 520000688)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE SCANNER Pôle Santé langrois (EJ : 520000498), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du GIE SCANNER Pôle Santé langrois (ET : 520000688) sis 10 Rue de la Charité 52200 LANGRES;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°4 – 21-52 ;

Considérant que la structure GIE SCANNER Pôle Santé langrois dispose d'une autorisation de 1 scanner et 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre pour 1 scanner et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE SCANNER Pôle Santé langrois (EJ : 520000498) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du GIE SCANNER Pôle Santé langrois (ET : 520000688) sis 10 Rue de la Charité 52200 LANGRES dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1666 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE d'Imagerie Médicale Nord Meusien sur le site du CH de Verdun (FINESS EJ : 550008072 - ET : 550008080)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE d'Imagerie Médicale Nord Meusien (EJ : 550008072), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du CH de Verdun (ET : 550008080) sis 2 Rue d'Anthouard 55107 VERDUN ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°5 – Cœur Grand Est ;

Considérant que le GIE d'Imagerie Médicale Nord Meusien dispose d'une autorisation de 2 scanners et 2 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre pour 1

scanner et 2 IRM et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le GIE d'Imagerie Médicale Nord Meusien sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du CH de Verdun et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE d'Imagerie Médicale Nord Meusien (EJ : 550008072) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site du CH de Verdun (ET : 550008080) sis 2 Rue d'Anthouard 55107 VERDUN dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds savoir 2 scanners et 1 IRM.
- 1 EML supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML à savoir 1 IRM

Soit au total, un plateau de d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique avec 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice Générale de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Meuse, sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1667 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE SCANNER et IRM du Barrois sur le site du CH de Bar-le-Duc (FINESS EJ : 550003149 - ET : 550007587)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE SCANNER et IRM du Barrois (EJ : 550003149), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du CH de Bar-le-Duc (ET : 550007587) sis 1 Boulevard d'Argonne 55012 BAR-LE-DUC ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°5 – Cœur Grand Est ;

Considérant que le GIE SCANNER et IRM du Barrois dispose d'une autorisation de 1 scanner et 2 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE SCANNER et IRM du Barrois (EJ : 550003149) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du CH de Bar-le-Duc (ET : 550007587) sis 1 Boulevard d'Argonne 55012 BAR-LE-DUC dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Meuse, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1668 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM SCANNER Triangle de Saint-Dizier sur le site du GIE IRM Triangle de Saint-Dizier (FINESS EJ : 520000639 - ET : 520000779)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM SCANNER Triangle de Saint-Dizier (EJ : 520000639), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du GIE IRM Triangle de Saint-Dizier (ET : 520000779) sis 1 Rue Albert SCHWEITZER 52115 SAINT-DIZIER ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°5 – Cœur Grand Est ;

Considérant que le GIE IRM SCANNER Triangle de Saint-Dizier dispose d'une autorisation de 2 scanners et 2 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le GIE IRM SCANNER Triangle de Saint-Dizier sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du GIE IRM Triangle de Saint-Dizier et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 le GIE IRM SCANNER Triangle de Saint-Dizier (EJ : 520000639) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site du GIE IRM Triangle de Saint-Dizier (ET : 520000779) sis 1 Rue Albert SCHWEITZER 52115 SAINT-DIZIER dans les conditions suivantes :

- Un plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds à savoir 2 scanner et 1 IRM
- 1 EML supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir 1 IRM

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1676 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit du Groupement de Coopération Sanitaire « Imagerie des Prémontrés » sur le site du centre hospitalier de Pont-à-Mousson (FINESS EJ : 540021847 - ET : 540021854)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et des équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GCS Imagerie des Prémontrés (EJ : 540021847), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du centre hospitalier de Pont-à-Mousson (ET : 540021854) sis Place Colombe 54700 PONT-A-MOUSSON ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, lesquels prévoient de 12 à 14 implantations pour la zone de référence Sud Lorraine ;

Considérant toutefois que 15 demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence Sud Lorraine pour l'exploitation de plateau d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique dans la première période de dépôt ouverte à cet effet après la publication du SRS ;

Considérant que, dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des 15 dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que le GCS Imagerie des Prémontrés dispose d'une autorisation pour l'exploitation d'un appareil IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le site d'implantation de l'IRM comporte également un scanographe dont l'autorisation est détenue par le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson ;

Considérant que les plateaux d'imagerie du GCS Imagerie des Prémontrés et du centre hospitalier de Pont-à-Mousson sont complémentaires et répondent conjointement aux besoins de la population du bassin mussipontain et des zones rurales environnantes ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le Groupement de Coopération Sanitaire « Imagerie des Prémontrés » (FINESS EJ : 540021847) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du centre hospitalier de Pont-A-Mousson sis Place Colombe 54700 PONT-A-MOUSSON (FINESS ET : 540021854) dans les conditions suivantes :

- un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/La Directrice de l'Offre Sanitaire,
La responsable du département Stratégie, Pilotage et Organisation de l'Offre Sanitaire

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1680 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit de la Société Lorraine d'Imagerie Médicale (FINESS EJ : 540008794) sur le site de l'Hôpital Prive Nancy Lorraine (FINESS ET : 540024932)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SOLIME (EJ : 540008794), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Polyclinique de Gentilly sise 2 Rue Marie MARVINGT 54100 NANCY (ET : 540024932) ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, lesquels prévoient de 12 à 14 implantations pour la zone de référence Sud Lorraine ;

Considérant toutefois que 15 demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence Sud Lorraine pour l'exploitation de plateau d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique dans la première période de dépôt ouverte à cet effet après la publication du SRS ;

Considérant que, dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des 15 dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que la SOLIME dispose d'une autorisation d'exploiter un scanner sur le site de la Polyclinique de Gentilly, désormais Hôpital Prive Nancy Lorraine suite à une opération de fusion, accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le scanner installé sur le site de l'Hôpital Privé Nancy Lorraine prend non seulement en charge des patients hospitalisés mais également une patientèle externe ;

Considérant que la SOLIME est par ailleurs titulaire d'autorisations pour l'exploitation d'IRM et de scanners sur le site du centre d'imagerie Jacques Callot situé à proximité géographique d'HPNL permettant ainsi de répondre de façon coordonnée aux objectifs régionaux du Schéma Régional de Santé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Société Lorraine d'Imagerie Médicale SOLIME (FINESS EJ : 540008794) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site de l'Hôpital Privé Nancy Lorraine sis 2 Rue Marie MARVINGT 54100 NANCY (FINESS ET : 540024932) dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/La Directrice de l'Offre Sanitaire,
La responsable du département Stratégie, Pilotage et Organisation de l'Offre Sanitaire

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1689 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit du GIE des 3 frontières (FINESS EJ : 540024437) sur le site de l'hôpital de Mont-Saint-Martin (FINESS ET : 540024445)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE des 3 frontières (EJ : 540024437), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital de Mont Saint Martin sis 4 rue Alfred LABBE 54350 MONT-SAINT-MARTIN (ET : 540024445) ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Lorraine Nord ;

Considérant que le GIE des 3 frontières dispose d'autorisations pour l'exploitation d'un scanner et une IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le plateau du GIE des Trois Frontières installé au sein de l'hôpital de Mont-Saint-Martin assure l'accès en proximité à l'imagerie en coupes à la population du bassin de Longwy et des communes environnantes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes ;

Considérant que la demande répond en conséquence en proximité aux besoins de la population du bassin de Longwy et est conforme aux objectifs du schéma régional de santé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE des Trois Frontières (FINESS EJ : 540024437) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site de l'Hôpital de Mont-Saint-Martin sis 4 rue Alfred LABBE 54350 MONT-SAINT-MARTIN (FINESS ET : 540024445) dans les conditions suivantes :

- un scanographe à utilisation médicale
- un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1697 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit de la SELARL RADIOLOR (FINESS EJ : 540027240) sur le site Clinique Saint Nabor à Saint-Avold (FINESS ET : 570030015)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SELARL RADIOLOR (EJ : 540027240), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Clinique Saint Nabor sis 75 Rue des Généraux ALTMAYER 57500 SAINT AVOLD (ET : 570030015) ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Moselle Est ;

Considérant que la SELARL RADIOLOR dispose d'une autorisation pour l'exploitation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le projet d'installation d'un appareil IRM sur ce même plateau en juillet 2027 permettra de compléter l'offre en imagerie médicale, en soutien des filières de soins de la clinique ;

Considérant que ce plateau améliorera l'accès aux soins et répondra aux besoins de la population de la zone d'implantation Moselle Est, notamment dans le contexte de fermetures de cabinets d'imagerie sur le territoire ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SELARL RADIOLOR (FINESS EJ : 540027240) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site de la Clinique Saint Nabor sis 75 Rue des Généraux ALTMAYER 57500 SAINT AVOLD (FINESS ET : 570030015) dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter de la date du 1er décembre 2024

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de Moselle, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/La Directrice de l'Offre Sanitaire,
La responsable du département Stratégie, Pilotage et Organisation de l'Offre Sanitaire

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1698 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit de l'Association Groupe SOS Santé (FINESS EJ : 570010181) sur le site de l'Hôpital de Saint Avold (FINESS ET : 570000216)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par l' Association Groupe SOS Santé (EJ : 570010181), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital de Saint Avold sis Rue Ambroise PARE 57502 SAINT AVOLD (ET : 570000216);

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Moselle Est ;

Considérant que l'Association Groupe SOS Santé dispose d'autorisations pour l'exploitation de deux scanners et deux IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'établissement sollicite l'autorisation d'exploiter quatre équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique de l'Hôpital de Saint Avold et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le parc de quatre équipements matériels lourds répond aux besoins des patients hospitalisés et des patients externes et que dans un contexte de fermetures de cabinets libéraux d'imagerie sur le territoire il contribue à l'amélioration de l'accès aux examens d'imagerie médicale ;

Considérant que la demande s'inscrit dans le cadre des objectifs du Schéma Régional de Santé et répond en proximité aux besoins de la population du territoire particulièrement marquée par les pathologies chroniques, le vieillissement de la population et la prévalence des pathologies cancéreuses ;

Considérant en conséquence que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 L'Association Groupe SOS Santé (FINESS EJ : 570010181) est autorisée à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site de l'Hôpital de Saint Avold sis Rue Ambroise PARE 57502 SAINT AVOLD (FINESS ET : 570000216) dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de trois équipements matériels lourds composé de deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de Moselle, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/La Directrice de l'Offre Sanitaire,
La responsable du département Stratégie, Pilotage et Organisation de l'Offre Sanitaire

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1700 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter sur le site du Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS EJ : 670780543 – FINESS ET : 670000272)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par l'établissement CHI de La Lauter (FINESS EJ : 670780543), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site CHI de La Lauter (FINESS ET : 670000272) sis 24 Route de Weiler 67166 WISSEMBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le CHI de La Lauter dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS EJ : 670780543) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier de La Lauter (FINESS ET : 670000272) sis 24 Route de Weiler 67166 WISSEMBOURG dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1701 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par Société d'Imagerie du Rhin sur le site de la Clinique Rhéna (FINESS EJ : 670017367 – FINESS ET : 670018050)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société d'Imagerie du Rhin (FINESS EJ : 670017367), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique Rhéna (FINESS ET : 670018050) sis 10 Rue François EPAILLY 67000 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence ZI 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la Société d'imagerie du Rhin dispose d'autorisations de deux scanners et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur assure, dans le cadre de la permanence des soins, un accès aux équipements matériels lourds 24h/24 et 7j/7 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La Société d'Imagerie du Rhin (FINESS EJ : 670017367) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Clinique Rhéna (FINESS ET : 670018050) sis 10 Rue François EPAILLY 67000 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Deux scanographes à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalièrede l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1702 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCCMIM sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS EJ : 670004548 – FINESS ET : 670018951)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds critiques du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCCMIM (FINESS EJ : 670004548), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS ET : 670018951) sis 182 Route de la Wantzenau 67085 STRASBOURG;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la SCCMIM dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La SCCMIM (FINESS EJ : 670004548) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS ET : 670018951) sis 182 Route de la Wantzenau 67085 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1703 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCCMIM sur le site de la Clinique Sainte-Barbe (FINESS EJ : 670004548 – FINESS ET : 670018977)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCCMIM (FINESS EJ : 670004548), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique Sainte-Barbe (FINESS ET : 670018977) sis 29 Rue du Faubourg National 67085 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la SCCMIM dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SCCMIM (FINESS EJ : 670004548) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Clinique Sainte-Barbe (FINESS ET : 670018977) sis 29 Rue du Faubourg National 67085 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1704 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Société d'Imagerie du Rhin sur le site de la Maison médicale des Deux Rives (FINESS EJ : 670017367 – FINESS ET : 670018043)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société d'Imagerie du Rhin (FINESS EJ : 670017367), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Maison médicale des Deux Rives (FINESS ET : 670018043) sis 8 Rue François Epailly 67000 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la structure Société d'imagerie du Rhin dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L. 6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La Société d'Imagerie du Rhin (FINESS EJ : 670017367) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Maison médicale des Deux Rives (FINESS ET : 670018043) sis 8 Rue François Epailly 67000 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1705 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la société IMAGIS 67 sur le site du Centre d'imagerie médicale d'Erstein (FINESS EJ : 670022045 – FINESS ET : 670022052)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la société IMAGIS 67 (FINESS EJ : 670022045), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale d'Erstein (FINESS ET : 670022052) sis 17 Rue Mercière 67150 ERSTEIN ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la société IMAGIS 67 dispose de l'autorisation d'un appareil d'IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le plateau d'équipements matériels lourds favorisera la réduction des délais de prise en charge et le maillage territorial ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La société IMAGIS 67 (FINESS EJ : 670022045) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre d'imagerie médicale d'Erstein (FINESS ET : 670022052) sis 17 Rue Mercière 67150 ERSTEIN dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1707 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Fondation Vincent de Paul sur le site de la Clinique Saint-Luc (FINESS EJ : 670014604 – FINESS ET : 670798636)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique Saint-Luc (FINESS ET : 670798636) sis 10 Rue des Forges 67130 SCHIRMECK ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la Fondation Vincent de Paul dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur est en collaboration avec des structures relevant de la médecine de ville ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisé à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Clinique Saint Luc (FINESS ET : 670798636) sis 10 Rue des Forges 67130 SCHIRMECK dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1708 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM Saint-François sur le site du GIE IRM Saint-François (FINESS EJ : 670014984 – FINESS ET : 670018944)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM Saint-François (FINESS EJ : 670014984), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du GIE IRM Saint-François (FINESS ET : 670018944) sis 1 Rue Colomé 67502 HAGUENAU ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le GIE IRM Saint François dispose d'autorisations de deux IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur assure une activité de consultations, une activité de réponse aux besoins cliniques ainsi qu'aux besoin des urgences dans le cadre de la permanence des soins ;

Considérant la convention de co-utilisation du plateau de scanners et d'IRM entre les radiologues de la société Scanner Intercliniques de la Moder et les radiologues du GIE IRM Saint-François ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le GIE IRM Saint-François (FINESS EJ : 670014984) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du GIE IRM Saint-François (FINESS ET : 670018944) sis 1 Rue Colomé 67502 HAGUENAU dans les conditions suivantes :

- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1710 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la société Scanner Intercliniques de la Moder sur le site Scanner Intercliniques de la Moder (FINESS EJ : 670004159 – FINESS ET : 670018936)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la société Scanner Intercliniques de la Moder (FINESS EJ : 670004159), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Scanner Intercliniques de la Moder (FINESS ET : 670018936) sis 1 Rue Colomé 67502 HAGUENAU ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la société Scanner Intercliniques de la Moder dispose d'autorisations de deux scanners accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur assure une activité de consultations, de réponse aux besoins cliniques et aux besoins des urgences dans le cadre de la permanence des soins ;

Considérant la convention de co-utilisation du plateau de scanners et d'IRM entre les radiologues de la société Scanner Intercliniques de la Moder et les radiologues du GIE IRM Saint-François ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La société Scanner Intercliniques de la Moder (FINESS EJ : 670004159) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site Scanner Intercliniques de la Moder (FINESS ET : 670018936) sis 1 Rue Colomé 67502 HAGUENAU dans les conditions suivantes :

- Deux scanographes à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1711 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig sur le site de la SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig (FINESS EJ : 670017201 – FINESS ET : 670017219)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig (FINESS EJ : 670017201), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig (FINESS ET : 670017219) sis 10 Allée Carl 67120 MOLSHEIM ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig dispose de l'autorisation d'un appareil d'IRM et d'un scanner accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le plateau technique permettra la prise en charge des patients accueillis dans les différents établissements du territoire de la Vallée de la Bruche ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig (FINESS EJ : 670017201) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la SCM IRM du Pays Bruche-Piémont-Mossig (FINESS ET : 670017219) sis 10 Allée Carl 67120 MOLSHEIM dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1712 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SAS CIMSO sur le site du Centre d'imagerie médicale Sainte-Odile (FINESS EJ : 670021534 – FINESS ET : 670021542)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SAS CIMSO (FINESS EJ : 670021534), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale Sainte-Odile (FINESS ET : 670021542) sis 6 rue des Prémontrés 67500 HAGUENAU ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la SAS CIMSO dispose de l'autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que la SAS CIMSO dispose de l'autorisation d'un appareil d'IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, dont la date de mise en œuvre prévisionnelle est fixée à décembre 2024 et répondant aux besoins du territoire ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SAS CIMSO (FINESS EJ : 670021534) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre d'imagerie médicale Sainte-Odile (FINESS ET : 670021542) sis 6 rue des Prémontrés 67500 HAGUENAU dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1714 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la société Scanner et Imagerie Médicale WILSON sur le site du Centre d'imagerie médicale WILSON (FINESS EJ : 670015288 – FINESS ET : 670794650)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la société Scanner et Imagerie Médicale WILSON (FINESS EJ : 670015288), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale WILSON (FINESS ET : 670794650) sis 30 Rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la structure SCANNER et Imagerie Médicale WILSON dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le plateau technique permettra de mieux répondre aux délais de prise en charge des patients et d'assurer une meilleure prise en charge des examens urgents ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La société Scanner et Imagerie Médicale WILSON (FINESS EJ : 670015288) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre d'imagerie médicale WILSON (FINESS ET : 670794650) sis 30 Rue du Faubourg de Saverne 67000 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1715 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique du Diaconat Colmar (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000882)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique du Diaconat Colmar (FINESS ET : 680000882) sis 18 Rue Sandherr 68025 COLMAR ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Clinique du Diaconat Colmar (FINESS ET : 680000882) sis 18 Rue Sandherr 68025 COLMAR dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1716 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE SICA sur le site du Centre d'imagerie médicale du GIE SICA – Bergheim (FINESS EJ : 680022878 – FINESS ET : 680022928)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE SICA (FINESS EJ : 680022878), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale du GIE SICA – Bergheim (FINESS.ET : 680022928) sis 3 Rue des artisans 68750 BERGHEIM ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace ;

Considérant que le GIE SICA dispose des autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le GIE SICA (FINESS EJ : 680022878) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre d'imagerie médicale du GIE SICA – Bergheim (FINESS ET : 680022928) sis 3 Rue des artisans 68750 BERGHEIM dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1717 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la société Imagerie du Ried sur le site du Centre d'imagerie médicale de Benfeld (FINESS EJ : 670021732 – FINESS ET : 670021740)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du **II** de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la société Imagerie du Ried (FINESS EJ : 670021732), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale de Benfeld (FINESS ET : 670021740) sis 1B Rue de Selestat 67230 BENFELD ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace ;

Considérant que la société Imagerie du Ried dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La société Imagerie du Ried (FINESS EJ : 670021732) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre d'imagerie médicale de Benfeld (FINESS ET : 670021740) sis 1B Rue de Selestat 67230 BENFELD dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1718 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Centre Hospitalier de Guebwiller sur le site du Centre Hospitalier de Guebwiller (FINESS EJ : 680001005 – FINESS ET : 680000700)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le Centre Hospitalier de Guebwiller (FINESS EJ : 680001005), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre Hospitalier de Guebwiller (FINESS ET : 680000700) sis 2 Rue Jean Schlumberger 68504 GUEBWILLER ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Guebwiller dispose de l'autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier de Guebwiller (FINESS EJ : 680001005) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier de Guebwiller (FINESS ET : 680000700) sis 2 Rue Jean Schlumberger 68504 GUEBWILLER dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1719 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680001195)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;.

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer (FINESS ET : 680001195) sis 201 Avenue d'Alsace 68003 COLMAR ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose de l'autorisation d'un scanner et de deux appareils d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer (FINESS ET : 680001195) sis 201 Avenue d'Alsace 68003 COLMAR dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1720 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SAS CIM 3F sur le site du CIM 3F Saint Louis (FINESS EJ : 680018645 – FINESS ET : 680020898)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SAS CIM 3F (FINESS EJ : 680018645), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du CIM 3F Saint Louis (FINESS ET : 680020898) sis 15 Rue de Mulhouse 68300 SAINT LOUIS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace ;

Considérant que la SAS CIM 3F dispose d'autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que cette demande répond à un besoin identifié sur le territoire, renforçant l'offre de proximité et répondant aux demandes d'examen, notamment des urgences de l'Hôpital Saint-Louis, et optimisant la prise en charge des patients en cancérologie ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SAS CIM 3F (FINESS EJ : 680018645) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du CIM 3F Saint Louis (FINESS ET : 680020898) sis 15 Rue de Mulhouse 68300 SAINT LOUIS dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1721 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique du Diaconat Fonderie (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000320)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique du Diaconat Fonderie (FINESS ET : 680000320) sis 1 Rue Saint-Sauveur 68054 MULHOUSE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la Clinique du Diaconat Fonderie (FINESS ET : 680000320) sis 1 Rue Saint-Sauveur 68054 MULHOUSE dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1722 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique du Diaconat Roosevelt (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000494)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la Clinique du Diaconat Roosevelt (FINESS ET : 680000494), sis 14, Boulevard du Président Roosevelt 68200 MULHOUSE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'autorisations de deux scanners et deux appareils d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique de la Clinique du Diaconat Roosevelt et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande vise à réduire les délais d'accès aux équipements matériels lourds pour les pathologies cancéreuses, neurologiques, cardiaques et vasculaires ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L. 6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site de la Clinique du Diaconat Roosevelt (FINESS ET : 680000494) sis 14 Boulevard du Président Roosevelt 68200 MULHOUSE dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 équipements matériels lourds, à savoir un scanographe à utilisation médicale et deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;
- 1 équipement matériel lourd supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir un scanographe à utilisation médicale ;

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1723 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch (FINESS EJ : 680020336 – FINESS ET : 680000544)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace (FINESS EJ : 680020336), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch (FINESS ET : 680000544) sis 23 Rue du Troisième Zouave 68134 ALTKIRCH ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace ;

Considérant que le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace (FINESS EJ : 680020336) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch (FINESS ET : 680000544) sis 23 Rue du Troisième Zouave 68134 ALTKIRCH dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1724 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE IRM de la Croisière sur le site IRM de la Croisière (FINESS EJ : 680023520 – FINESS ET : 680023538)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE IRM de la Croisière (FINESS EJ : 680023520), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site IRM de la Croisière (FINESS ET : 680023538) sis 7 Rue de Normandie 68700 CERNAY ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute-Alsace ;

Considérant que le GIE IRM de la Croisière dispose de l'autorisation d'un appareil d'IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le GIE IRM de la Croisière (FINESS EJ : 680023520) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site IRM de la Croisière (FINESS ET : 680023538) sis 7 Rue de Normandie 68700 CERNAY dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1725 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM « GRIM » sur le site SCM « GRIM » - Illzach (FINESS EJ : 680007168 – FINESS ET : 680007218)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM « GRIM » (FINESS EJ : 680007168), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site SCM « GRIM » - Illzach (FINESS ET : 680007218) sis 24 Rue des Trois Frontières 68110 ILLZACH ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace ;

Considérant que la SCM « GRIM » dispose d'autorisations de deux appareils d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SCM « GRIM » (FINESS EJ : 680007168) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site SCM « GRIM » - Illzach (FINESS ET : 680007218) sis 24 Rue des Trois Frontières 68110 ILLZACH dans les conditions suivantes :

- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1726 du 22/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM « SIM » sur le site de la SCM « SIM » - Illzach (FINESS EJ : 680011723 – FINESS ET : 680011731)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM « SIM » (FINESS EJ : 680011723), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de la SCM « SIM » - Illzach (FINESS ET : 680011731) sis 24 Rue des Trois Frontières 68110 ILLZACH ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace ;

Considérant que la structure SCM « SIM » dispose d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SCM « SIM » (FINESS EJ : 680011723) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site de la SCM « SIM » - Illzach (FINESS ET : 680011731) sis 24 Rue des Trois Frontières 68110 ILLZACH dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1727 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Groupe Hospitalier Sélestat-Obernai sur le site du Centre Hospitalier de Sélestat (FINESS EJ : 670017755 – FINESS ET : 670000397)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le Groupe Hospitalier Sélestat-Obernai (FINESS EJ : 670017755), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre Hospitalier de Sélestat (FINESS ET : 670000397) sis 23 Avenue Louis Pasteur 67606 SELESTAT ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace ;

Considérant que le Groupe Hospitalier Sélestat-Obernai dispose des autorisations d'un scanner et d'un appareil d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le Groupe Hospitalier Sélestat-Obernai (FINESS EJ : 670017755) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier de Sélestat (FINESS ET : 670000397) sis 23 Avenue Louis Pasteur 67606 SELESTAT dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1728 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SCM Cabinet Radiologique sur le site du Cabinet de Radiologie (FINESS EJ : 080006745 – FINESS ET : 080010440)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SCM Cabinet Radiologique (FINESS EJ : 080006745), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Cabinet de Radiologie (FINESS ET : 080010440) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°1 - Nord Ardennes ;

Considérant que la SCM Cabinet Radiologique dispose d'une autorisation de 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mise en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de cet équipement matériel lourd en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique.

DECIDE

Article 1 La SCM Cabinet Radiologique (FINESS EJ : 080006745) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site du Cabinet de Radiologie (FINESS ET : 080010440) sis 45 Avenue de Manchester 08011 CHARLEVILLE-MEZIERES dans les conditions suivantes :
- 1 appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'offre hospitalière,

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1793 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510002447)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL (FINESS ET : 510002447) sis Rue du Général KOENIG 51092 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne ;

Considérant que le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE dispose d'autorisations de 2 scanners et 1 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre

et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le CHU de Reims sollicite l'autorisation d'exploiter 6 équipements matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 4 IRM et 2 scanners) sur le site géographique de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL (FINESS ET : 510002447) sis Rue du Général KOENIG 51092 REIMS dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds, à savoir 2 scanners et 1 IRM
- 3 EML supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir 3 IRM

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 4 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1794 du 25/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510004302)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS ET : 510004302) sis 45 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne ;

Considérant que le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Maison Blanche dispose d'autorisations de 1 scanner et 2 IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre

et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le CHU de Reims sollicite l'autorisation d'exploiter 5 équipements matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 3 IRM et 2 scanners) sur le site géographique de l'Hôpital Maison Blanche et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS ET : 510004302) sis 45 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds, à savoir 1 scanner et 2 IRM
- 2 EML supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir 1 scanner et 1 IRM

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 3 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1813 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Centre Hospitalier de Haguenau sur le site du Centre Hospitalier de Haguenau (FINESS EJ : 670780337 – FINESS ET : 670000157)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CH de Haguenau (FINESS EJ : 670780337), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du CH de Haguenau (FINESS ET : 670000157) sis 64 Avenue du Professeur René Leriche 67504 HAGUENAU ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le CH de Haguenau dispose d'autorisations de deux scanners et deux appareils d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le CH de Haguenau sollicite l'autorisation d'exploiter 6 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 3 IRM et 3 scanners) sur le site géographique CH de Haguenau et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié pour le 4ème équipement matériel lourd, à savoir un appareil d'IRM, par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant néanmoins que le besoin pour le 5ème et 6ème équipement matériel lourd, à savoir un scanner et un appareil d'IRM, est insuffisamment justifié en l'absence de projet médical, d'identification des ressources nécessaires, de plans et de délais de mise en œuvre pour valider leurs autorisations, et par conséquent, cette demande devra faire l'objet, le cas échéant, conformément à la nouvelle réglementation en vigueur qui prévoit pour les plateaux techniques atteignant déjà le seuil de 3 équipements, d'une nouvelle demande d'autorisation dans le cadre d'un dossier spécifique soumis à validation de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier de Haguenau (FINESS EJ : 670780337) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site Centre Hospitalier de Haguenau (FINESS ET : 670000157) sis 64 Avenue du Professeur René Leriche 67504 HAGUENAU dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de trois équipements matériels lourds, à savoir deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale,
- 1 équipement matériel lourd supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1814 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le Centre Hospitalier Sainte-Catherine de Saverne sur le site Centre Hospitalier Sainte-Catherine de Saverne (FINESS EJ : 670780345 – FINESS ET : 670000165)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CH Sainte Catherine de Saverne (FINESS EJ : 670780345), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site CH Sainte Catherine de Saverne (FINESS ET : 670000165) sis 19 Côte de Saverne 67703 SAVERNE ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que le CH Sainte Catherine de Saverne dispose d'autorisations de deux appareils d'IRM et un scanner accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le CH Sainte-Catherine de Saverne sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du CH Sainte-Catherine de Saverne et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur répond aux demandes d'examens des patients hospitalisés et aux besoins des urgences ainsi qu'aux besoins cliniques des autres établissements le cas échéant ;

Considérant que le promoteur intègre pleinement le lien ville-hôpital en ouvrant de nombreuses vacations aux co-utilisateurs par conventionnement ;

Considérant que le promoteur participe à la permanence des soins et assure un accès aux équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique 24h/24 et 7j/7 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le Centre Hospitalier Sainte-Catherine de Saverne (FINESS EJ : 670780345) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site du Centre Hospitalier Sainte Catherine de Saverne (FINESS ET : 670000165) sis 19 Côte de Saverne 67703 SAVERNE dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 équipements matériels lourds, à savoir un scanographe à utilisation médicale et deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;
- 1 équipement matériel lourd supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir un scanographe à utilisation médicale ;

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1815 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670783273)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS ET : 670783273) sis 1 Avenue Molière 67200 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'autorisations de quatre scanners et cinq IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'une autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, non mise en œuvre à ce jour et répondant aux besoins du territoire ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sollicitent l'autorisation d'exploiter 18 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 10 IRM et 8 scanners) sur le site géographique de l'Hôpital de Hautepierre et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié pour 8 équipements matériels lourds, à savoir les 5 appareils d'IRM et 3 scanners, par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant néanmoins que le besoin pour les 12ème, 13ème, 14ème, 15ème, 16ème, 17ème, 18ème équipements matériel lourds, à savoir trois scanners et quatre appareils d'IRM, est insuffisamment justifié pour valider leurs autorisations, et que, par conséquent, cette demande devra faire l'objet, le cas échéant, conformément à la nouvelle réglementation en vigueur qui prévoit pour les plateaux techniques atteignant déjà le seuil de 3 équipements, d'une nouvelle demande d'autorisation dans le cadre d'un dossier spécifique soumis à validation de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) sont autorisés à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS ET : 670783273) sis 1 Avenue Molière 67200 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 équipements matériels lourds, à savoir deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;
- 8 équipements matériels lourds supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir trois scanographes à utilisation médicale et cinq appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;

Soit au total, un plateau de 5 scanographes à utilisation médicale et 6 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1816 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site du Nouvel Hôpital Civil (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670000025)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Nouvel Hôpital Civil (FINESS ET : 670000025) sis 1 Place de l'Hôpital 67091 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'autorisations de quatre scanners et deux IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sollicitent l'autorisation d'exploiter 10 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 4 IRM et 6 scanners) sur le site géographique du Nouvel Hôpital Civil et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié pour 5 équipements matériels lourds, à savoir 3 scanners et 2 appareils d'IRM, par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant néanmoins que l'établissement a précisé dans son dossier et par mail du 22 juillet 2024 que la demande des deux nouveaux EML supplémentaires, à savoir un scanner et un IRM, ne sont encore qu'à l'état de projet et qu'il n'y a pas de date de mise en œuvre prévisionnelle à ce jour ;

Considérant de plus que le besoin pour les 9ème et 10ème équipements matériels lourds, à savoir un scanner et un appareil d'IRM, est insuffisamment justifié pour valider leurs autorisations, et que, par conséquent, cette demande devra faire l'objet, le cas échéant, conformément à la nouvelle réglementation en vigueur qui prévoit pour les plateaux techniques atteignant déjà le seuil de 3 équipements, d'une nouvelle demande d'autorisation dans le cadre d'un dossier spécifique soumis à validation de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) sont autorisés à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site du Nouvel Hôpital Civil (FINESS ET : 670000025) sis 1 Place de l'Hôpital 67091 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 équipements matériels lourds, à savoir deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;
- 5 équipements matériels lourds supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir trois scanographes à utilisation médicale et deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;

Soit au total, un plateau de 5 scanographes à utilisation médicale et 3 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1817 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SIMSE sur le site du Centre d'imagerie médicale Le Carré Blanc (FINESS EJ : 670015288 – FINESS ET : 670017615)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SIMSE (FINESS EJ : 670015288), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale Le Carré Blanc (FINESS ET : 670017615) sis 1 Rue de Zagreb 67300 SCHILTIGHEIM ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que la SIMSE dispose d'autorisations d'un scanner et deux IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que la SIMSE sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 3 IRM et 1 scanner) sur le site géographique du Centre d'imagerie médicale Le Carré Blanc et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le plateau existant répond aux besoins du territoire et que son renforcement permettra d'améliorer les délais de prise en charge, notamment les demandes urgentes ainsi que le parcours des patients ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SIMSE (FINESS EJ : 670015288) est autorisée à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code de la santé publique sur le site Centre d'imagerie médicale Le Carré Blanc (FINESS ET : 670017615) sis 1 Rue de Zagreb 67300 SCHILTIGHEIM dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 équipements matériels lourds, à savoir un scanographe à utilisation médicale et deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;
- 1 équipement matériel lourd supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Soit au total, un plateau de 1 scanographe à utilisation médicale et 3 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Ophélie NEUVILLERS
Courriel : ophelie.neuvillers@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 79 42

Monsieur le Président
IMAGIS 67
85 route du Polygone
67100 STRASBOURG

28 NOV. 2024

Nos réf : 2024-D13144

Monsieur le Président,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1819 du 25/11/2024 portant refus d'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par la société IMAGIS 67 sur le site Centre d'imagerie médicale de Lingolsheim (FINESS EJ : 670022045).

Conformément aux dispositions des articles L. 6122-10-1 et R. 6122-42 du Code de la santé publique, vous avez la possibilité de former un recours hiérarchique contre cette décision, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification, ce recours hiérarchique ne constituant pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1819 du 25/11/2024
Portant refus d'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par la société IMAGIS 67 sur le site Centre d'imagerie médicale de Lingolsheim (FINESS EJ : 670022045)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par la société IMAGIS 67 (FINESS EJ : 670022045), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Centre d'imagerie médicale de Lingolsheim, sis 12 Avenue Schuman 67380 LINGOLSHEIM ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, lesquels prévoient de 20 à 23 implantations pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant toutefois que 27 demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Lorraine pour l'exploitation de plateau d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique dans la première période de dépôt ouverte à cet effet après la publication du SRS ;

Considérant que, dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des 27 dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que 21 demandes de plateaux ont été déposées par des promoteurs qui disposent déjà d'autorisations de scanographes à utilisation médicale et d'appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique dans le cadre du régime des autorisations en vigueur avant la réforme, et qu'ils répondent aux conditions d'implantations et techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie fixés par les décrets n° 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que ces plateaux déjà installés répondent aux besoins de la population du territoire de Basse Alsace Sud Moselle tels qu'identifiés dans le schéma régional de santé et les objectifs quantitatifs de l'offre de soins ;

Considérant que la poursuite d'activité des plateaux existants renforcés par l'installation d'équipements matériels supplémentaires dans le cadre de la réforme des autorisations est de nature à garantir à la population de la zone de référence un accès aux examens d'imagerie ;

Considérant que la présente demande de la société IMAGIS 67 pour l'installation d'un plateau sur le site Centre d'imagerie médicale de Lingolsheim constitue une création *ex nihilo* pour l'installation d'équipements matériels lourds ;

Considérant que les éléments constitutifs du dossier ne permettent pas d'objectiver le besoin au regard de l'offre déjà proposée et que le promoteur ne démontre pas l'intérêt de son projet dans l'amélioration de la prise en charge des patients ;

Considérant que l'activité prévisionnelle annoncée n'est pas démontrée au regard des besoins du territoire ;

Considérant l'insuffisance de coopérations envisagées avec les autres acteurs de radiologie des territoires à proximité ;

Considérant l'absence d'engagement formalisé des praticiens pour l'accessibilité financière des populations les plus précaires,

---

DECIDE

Article 1 La demande présentée par la société IMAGIS 67 (FINESS EJ : 670022045) en vue d'obtenir l'autorisation exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupe à des fins de radiologie diagnostique sur le site du Centre d'imagerie médicale de Lingolsheim, sis 12 Avenue Schuman 67380 LINGOLSHEIM, est rejetée.

Article 2 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1822 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par les Hôpitaux Civils de Colmar sur le site de l'Hôpital Louis Pasteur (FINESS EJ : 680000973 – FINESS ET : 680000684)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par les Hôpitaux Civils de Colmar (FINESS EJ : 680000973), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site de l'Hôpital Louis Pasteur (FINESS ET : 680000684) sis 39 Avenue de la Liberté 68024 COLMAR ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence 11 – Centre Alsace ;

Considérant que les Hôpitaux Civils de Colmar disposent d'autorisations de deux scanner et trois appareils d'IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire, et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que les Hôpitaux Civils de Colmar disposent de l'autorisation d'un scanner accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, non mise en œuvre à ce jour et répondant aux besoins du territoire ;

Considérant que les Hôpitaux Civils de Colmar sollicitent l'autorisation d'exploiter 6 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 3 IRM et 3 scanners) sur le site géographique de l'Hôpital Louis Pasteur et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Les Hôpitaux Civils de Colmar (FINESS EJ : 680000973) sont autorisés à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R.6122-26 du Code de la santé publique sur le site de l'Hôpital Louis Pasteur (FINESS ET : 680000684) sis 39 Avenue de la Liberté 68024 COLMAR dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de 3 équipements matériels lourds, à savoir deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale ;
- 3 équipements matériels lourds supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir un scanographe à utilisation médicale et deux appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Soit au total, un plateau de 3 scanographes à utilisation médicale et 3 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D. 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1825 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par l'établissement SAS IM2S MEINAU sur le site Imagerie Médicale Sport Santé Meinau (FINESS EJ : à créer – FINESS ET : à créer)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par la SAS IM2S MEINAU (FINESS EJ : à créer), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site Imagerie Médicale Sport Santé Meinau (FINESS ET : à créer) sis 45A Rue St Erhard 67100 STRASBOURG ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le projet vise à renforcer les liens ville-hôpital en s'inscrivant dans le cadre d'une collaboration entre les acteurs du secteur public et du secteur privé, avec notamment des interventions croisées entre les professionnels de la Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) de la Meinau et des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg afin d'améliorer l'accessibilité des patients à l'imagerie interventionnelle, conformément aux enjeux identifiés dans le Projet régional de Santé (PRS) Grand Est 2018-2028 ;

Considérant que le projet vise à améliorer l'accessibilité et à réduire les inégalités en répondant aux besoins d'une population en précarité sociale et financière, résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, avec un engagement de prise en charge des patients sans dépassement d'honoraire ;

Considérant la convention avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg afin de permettre l'accès à un plateau technique complet comprenant un scanner ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SAS IM2S MEINAU (FINESS EJ : à créer) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R. 6122-26 du Code la santé publique sur le site Imagerie Médicale Sport Santé Meinau (FINESS ET : à créer) sis 45A Rue St Erhard 67100 STRASBOURG dans les conditions suivantes :

- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé la mise en service de l'équipement matériel lourd d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du Code de la santé publique.

Article 4 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'équipement matériel lourd d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique.

Article 5 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

Article 6 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 7 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 8 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1827 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud sur le site du GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud (FINESS EJ : 520003120 - ET : 520000738)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud (EJ : 520003120), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud (ET : 520000738) sis 2 Rue Jeanne D'Arc 52014 CHAUMONT ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 4 – 21-52 ;

Considérant que la structure GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud dispose d'une autorisation de 1 scanner et 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en

œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du Code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud (EJ : 520003120) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site GIE Imageries Médicales Haute Marne Sud (ET : 520000738) sis 2 Rue Jeanne D'Arc 52014 CHAUMONT dans les conditions suivantes :

- Un plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds à savoir 2 scanners et 1 IRM
- 1 EML supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML à savoir 1 IRM.

Soit au total, un plateau de 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique, 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du Code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1834 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CH de Troyes sur le site CH de Troyes
(FINESS EJ : 100000017 - ET : 100000090)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CH de Troyes (EJ : 100000017), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du CH de Troyes (ET : 100000090) sis 101 Avenue Anatole FRANCE 10003 TROYES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence ZI 3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que le CH de Troyes dispose d'une autorisation de 1 scanner et 1 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le CH de Troyes sollicite l'autorisation d'exploiter 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du CH de Troyes et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du **II** de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CH de Troyes (EJ : 100000017) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site du CH de Troyes (ET : 100000090) sis 101 Avenue Anatole FRANCE 10003 TROYES dans les conditions suivantes :

- Un plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds, à savoir 2 scanner et 1 IRM
- 1 EML supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir 1 IRM

Soit au total, un plateau de 4 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique, avec 2 scanographes à utilisation médicale et 2 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1835 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GCS Hôpital Privé de l'Aube sur le site de Bar-sur-Aube (FINESS EJ : 100010792 - ET : à créer)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le GCS Hôpital Privé de l'Aube (EJ : 100010792), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site de Bar-sur-Aube (ET : à créer) sis 2 Rue Gaston CHEQ 10200 Bar-sur-Aube ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le GCS Hôpital Privé de l'Aube (EJ : 100010792) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site de Bar-sur-Aube (ET : à créer) sis 2 Rue Gaston CHEQ 10200 Bar-sur-Aube dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 Le projet devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 Le bénéficiaire déclarera sans délai à l'Agence Régionale de Santé la mise en service de l'équipement d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique, conformément aux articles R.6122-37 et D.6122-38 du code de la santé publique.

Article 4 La durée de validité de l'autorisation est de 7 ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en service de l'équipement.

Article 5 Une visite de conformité pourra être réalisée par l'ARS Grand Est dans les six mois suivant la déclaration de mise en œuvre, conformément aux articles L. 6122-4 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.

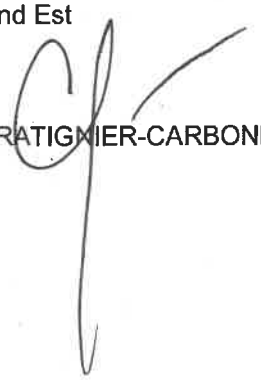
Article 6 Conformément à l'article R. 6122-39-1 du Code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 7 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 8 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est



Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1837 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle sur le site de l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle (FINESS EJ : 100011915 - ET : 100012293)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle (EJ : 100011915), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site de l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle (ET : 100012293) sis 17 Rue Charles BALTET 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais ;

Considérant que l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle disposé d'une autorisation de 1 scanner et 3 IRM accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations, mises en œuvre et

répondant aux besoins du territoire et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'établissement Imagerie en coupes Montier-la-Celle sollicite l'autorisation d'exploiter 5 équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 3 IRM et 2 scanners) sur le site géographique de l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant toutefois que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 L'Imagerie en coupes Montier-la-Celle (EJ : 100011915) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site de l'Imagerie en coupes Montier-la-Celle (ET : 100012293) sis 17 Rue Charles BALTET 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS dans les conditions suivantes :

- Un plateau socle de 3 Equipements Matériels Lourds, à savoir 1 scanner et 2 IRM
- 2 EML supplémentaires dépassant le seuil réglementaire de 3 EML, à savoir 1 IRM et 1 scanner

Soit au total, un plateau de 2 scanographes à utilisation médicale et 3 appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.

En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1841 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique au profit du CHIC UNISANTE+ (FINESS EJ : 570025254) sur le site du Centre Hospitalier Marie-Madeleine de Forbach (FINESS ET : 570000059)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n°2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins et équipements matériels lourds ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHIC UNISANTE+ (EJ : 570025254), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique sur le site CH Marie-Madeleine de Forbach sis 2 Rue Thérèse 57604 FORBACH (ET : 570000059) ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 1er octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence Moselle Est ;

Considérant que le CHIC UNISANTE+ dispose d'autorisations pour deux scanners et deux appareils IRM accordées dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite d'activité de ces équipements matériels lourds en application des décrets 2022-1237 et 2022-1238 modifiés du 16 septembre 2022 ;

Considérant que l'établissement sollicite l'autorisation d'exploiter quatre équipements de matériels lourds de radiologie diagnostique (soit 2 IRM et 2 scanners) sur le site géographique du CH Marie-Madeleine de Forbach et que cette demande constitue un dépassement du seuil réglementaire de 3 équipements d'imagerie en coupes fixé à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant les besoins de prises en charge sur le territoire particulièrement marqué par la prévalence des pathologies cancéreuses et la nécessité pour l'établissement de disposer d'un plateau technique permettant de consolider les filières urgence, neurologique, cardiologique et pneumologique ;

Considérant que l'installation du deuxième appareil IRM contribuera à l'objectif de réduction des délais de prise en charge et d'accès aux examens d'imagerie ;

Considérant en conséquence que ce dépassement du seuil est justifié par les besoins du territoire définis en application du deuxième alinéa du II de l'article R 6123-161 du code de la santé publique et qu'il est conforme à la limite fixée à l'article 2 de l'arrêté du 16 septembre 2022 ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 Le CHIC UNISANTE+ (FINESS EJ : 570025254) est autorisé à exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique visés au 2° de l'article R6122-26 du code de la santé publique sur le site du centre hospitalier Marie-Madeleine sis 2 rue Thérèse 57604 FORBACH (ET : 570000059) dans les conditions suivantes :

- Plateau socle de trois équipements matériels lourds composé de deux scanographes à utilisation médicale et un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale supplémentaire dépassant le seuil réglementaire de 3 EML.

Article 2 La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

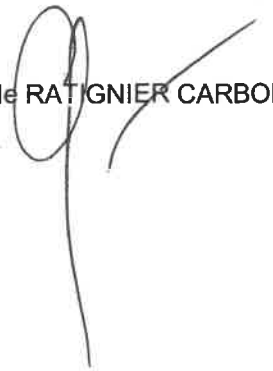
Article 3 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas de remplacement d'un appareil par un appareil de même nature, le titulaire de l'autorisation informe l'agence régionale de santé des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
En cas de remplacement d'un appareil de nature différente sur un plateau disposant d'un nombre d'équipements supérieur au seuil, le remplacement est subordonné à la mise en œuvre de la procédure prévue au second alinéa de l'article D 6122-38 du code de la santé publique concernant les modifications des conditions d'exécution d'une autorisation.

Article 4 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de Moselle, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est



Dr Christelle RATIGNIER CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Sandrine KAJGANIC
Courriel : sandrine.kajganic@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 30 28

LRAR

Monsieur Damien Uhlrich
4 rue Robert Barlier
88100 SAINT DIE DES VOSGES

Nancy, le 28 NOV. 2024

Nos réf : 2024-D13144

Monsieur,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1854 du 26/11/2024 portant refus d'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par la Société Clinic Alpha sur le site du Centre de Santé Clinic Alpha (FINESS EJ : 880009444 – ET : 880009451)

Conformément aux dispositions des articles L. 6122-10-1 et R. 6122-42 du Code de la Santé Publique, vous avez la possibilité de former un recours hiérarchique contre ces décisions, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification, ce recours hiérarchique ne constituant pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1854 du 26/11/2024
portant refus d'autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par la Société Clinic Alpha sur le site du Centre de Santé Clinic Alpha (FINESS EJ : 880009444 – ET : 880009451)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par la Société Clinic Alpha (EJ : 880009444), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre de Santé Clinic Alpha (ET : 880009451) sis 4 Rue Robert BARLIER 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, lesquels prévoient de 9 à 10 implantations pour la zone de référence n°8 – Vosges ;

Considérant toutefois que 11 demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence n°8 - Vosges pour l'exploitation de plateau d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique dans la première

période de dépôt ouverte à cet effet après la publication du SRS alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone;

Considérant que, dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des 11 dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que neuf demandes de plateaux ont été déposées par des promoteurs qui disposent déjà d'autorisations de scanographes à utilisation médicale et/ou d'appareils d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique dans le cadre du régime des autorisations en vigueur avant la réforme, que sept plateaux sont mis en service et qu'ils répondent aux conditions d'implantations et techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie fixés par les décrets n° 2022-1237 et 2022-1238 du 16 septembre 2022 ;

Considérant que la poursuite d'activité des plateaux existants renforcés par l'installation d'équipements matériels supplémentaires dans le cadre de la réforme des autorisations est de nature à garantir à la population de la zone de référence et en particulier de la communauté d'agglomération de Saint-Dié, un accès aux examens d'imagerie ;

Considérant que la présente demande de la Société Clinic Alpha pour l'installation d'un plateau comprenant un scanner est une création *ex nihilo* ;

Considérant que l'accès à l'imagerie conventionnelle n'est pas précisé ;

Considérant que le parcours de soins en lien avec les différents acteurs du territoire n'est pas démontré ;

Considérant que l'activité prévisionnelle envisagée est relativement faible comparativement aux dossiers concurrents ;

DECIDE

Article 1 La demande présentée par la Société Clinic Alpha (EJ : 880009444) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds d'imagerie en coupe à des fins de radiologie diagnostique sur le site du Centre de Santé Clinic Alpha (ET : 880009451) sis 4 Rue Robert BARLIER 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES, est rejetée.

Article 2 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 3 La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Sandrine KAJGANIC
Courriel : sandrine.kajganic@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 30 28

Monsieur le Directeur du
GIE Imagerie Médicale du Massif des Vosges
22 Boulevard Kelch
88400 GERARDMER

Nancy, le 28 NOV. 2024

Nos réf : 2024-D13144

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1855 du 26/11/2024 portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par le GIE Imagerie Médicale du Massif des Vosges sur le site du Centre Hospitalier de Gérardmer.

L'autorisation porte sur l'exploitation d'un scanographe à utilisation médicale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1855 du 26/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le GIE Imagerie Médicale du Massif des Vosges sur le site du Centre Hospitalier de Gérardmer (FINESS EJ : à créer - ET : à créer)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par l'établissement GIE Imagerie Médicale du Massif des Vosges (EJ : à créer), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du CH de Gérardmer (ET : à créer) sis 22 Bd Kelsch, 88400 Gérardmer ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 8 - Vosges ;

Considérant toutefois que 11 demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que 10 implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que l'isolement géographique de l'établissement sur le territoire est de nature à justifier le besoin d'une offre de proximité en imagerie médicale ;

Considérant que cette demande permettra de désengorger les services d'urgences/SMUR du territoire, notamment celui du Centre Hospitalier de Saint-Dié par l'optimisation du plateau technique de l'antenne SMUR, existante sur le Centre Hospitalier de Gérardmer ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à trois appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le GIE Imagerie Médicale du Massif des Vosges (EJ : à créer) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site CH de Gérardmer (ET à créer) sis 22 Bd Kelsch, 88400 Gérardmer dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 L'autorisation devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 La mise en œuvre de l'autorisation devra être déclarée sans délai à l'ARS Grand Est, conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.
La durée de validité de la présente autorisation est de sept ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité, par la Directrice Générale de l'ARS Grand Est.

Article 4 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 5 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Sandrine KAJGANIC
Courriel : **sandrine.kajganic@ars.sante.fr**
Tél : 03 83 39 30 28

Madame Sarah BEZAZ
148 Bis rue d'Alsace
88100 SAINT DIE

Nancy, le 28 NOV. 2024

Nos réf : 2024-D13144

Madame,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1857 du 26/11/2024 portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par la SELARL Radiologie 88.

L'autorisation porte sur l'exploitation d'un scanographe à utilisation médicale et d'un appareil d'imagerie par résonnance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1857 du 26/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par la SELARL Radiologie 88 (FINESS EJ : 880009212) sur le site Radiologie 88 (FINESS ET : 88 000 922 0)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par l'établissement SELARL Radiologie 88 (EJ : 880009212), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site Radiologie 88 (ET : 88 000 922 0) sis 148 Bis Rue d'Alsace 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 8 – Vosges ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que dix implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que par décision ARS n° 2022/0457 du 9 mai 2022, la SELARL Radiologie 88 dispose d'une autorisation pour l'exploitation d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale accordée dans le cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et répondant aux besoins du territoire ;

Considérant que le projet présenté par le promoteur consiste en la création d'un nouveau centre d'imagerie comprenant un plateau technique complet de radiologie, échographie, mammographie, scanner et IRM au sein d'une maison de santé située à Saint-Dié des Vosges ;

Considérant que ce projet vise à répondre au maintien d'une offre de proximité d'équipements d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique, permettant d'aboutir à un exercice coordonnée optimale au sein de la future maison de santé ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à trois appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le projet du promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 La SELARL Radiologie 88 (EJ : 880009212) est autorisée à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site Radiologie 88 (ET : 88 000 922 0) sis 148 Bis Rue d'Alsace 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale ;
- Un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation médicale.

Article 2 L'autorisation devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 La mise en œuvre de l'autorisation devra être déclarée sans délai à l'ARS Grand Est, conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.
La durée de validité de la présente autorisation est de sept ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité, par la Directrice Générale de l'ARS Grand Est.

Article 4 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 5 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Sandrine KAJGANIC
Courriel : sandrine.kajganic@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 30 28
Nos réf : 2024-D13144

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier
intercommunal de l'Ouest Vosgien
1280 avenue de la division Leclerc
BP 249
88307 NEUFCHATEAU

Nancy, le 28 NOV. 2024

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1859 du 26/11/2024 portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes à des fins de radiologie diagnostique par le CHI de l'Ouest Vosgien sur le site du Centre Hospitalier de Vittel.

L'autorisation porte sur l'exploitation d'un scanographe à utilisation médicale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1859 du 26/11/2024
portant autorisation d'exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique par le CHI de l'Ouest Vosgien sur le site du Centre Hospitalier de Vittel (FINESS EJ : 880007299 - ET : 880000070)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret n° 2022-1238 du 16 septembre 2022 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté 2023-5462 en date du 30 octobre 2023 portant délimitation des zones du schéma régional de santé du Grand Est donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté 2023-5463 en date du 30 octobre 2023 portant approbation du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des Personnes les plus Démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 en date du 10 janvier 2024 fixant le calendrier de dépôt des demandes d'autorisation d'activités de soins et d'équipements matériels lourds pour l'année 2024, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre pour les équipements matériels lourds du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 en date du 14 mars 2024 fixant le bilan quantitatif de l'offre pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU le dossier déposé par le CHI de l'Ouest Vosgien (EJ : 880007299), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter des équipements de matériels lourds de « radiologie diagnostique » sur le site du Centre Hospitalier de Vittel (ET : 880000070) sis 191 Avenue Maurice BARRES 88804 VITTEL ;

VU l'avis de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins lors de sa séance du 27 septembre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins du Schéma régional de santé, fixés pour la zone de référence n° 8 – Vosges ;

Considérant toutefois que onze demandes d'autorisation ont été déposées sur la zone de référence « Vosges » alors que les objectifs quantitatifs du SRS ne prévoient que dix implantations au maximum sur cette zone ;

Considérant que dans ces conditions, la réponse aux besoins de santé de la population du territoire doit s'analyser au regard des onze dossiers concurrents et de l'examen de leurs mérites respectifs ;

Considérant que la demande concerne la création d'un nouveau plateau technique d'équipements de matériels lourds à des fins de radiologie diagnostique comprenant un scanographe à utilisation médicale ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Vittel est labellisé « hôpital de proximité » et qu'il dispose d'un service d'urgence pouvant générer des demandes de scanner ;

Considérant que l'isolement géographique de l'établissement sur le territoire est de nature à justifier le besoin d'une offre de proximité en imagerie médicale ;

Considérant que les deux établissements sanitaires composant le CHIOV (CH de Neufchâteau et Vittel) sont séparés d'une distance de plus de 30 kilomètres ;

Considérant que cette demande est conforme à l'article 1er de l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant le nombre maximal d'équipements d'imagerie en coupes à 3 appareils pour un site autorisé ;

Considérant que le promoteur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives aux équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique,

---

DECIDE

Article 1 Le CHI de l'Ouest Vosgien (EJ : 880007299) est autorisé à exploiter des équipements matériels lourds d'imagerie en coupes utilisés à des fins de radiologie diagnostique visés au 2 ° de l'article R 6122-26 du code la santé publique sur le site du Centre Hospitalier de Vittel (ET : 880000070) sis 191 Avenue Maurice BARRES 88804 VITTEL dans les conditions suivantes :

- Un scanographe à utilisation médicale.

Article 2 L'autorisation devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 3 La mise en œuvre de l'autorisation devra être déclarée sans délai à l'ARS Grand Est, conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.
La durée de validité de la présente autorisation est de sept ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité, par la Directrice Générale de l'ARS Grand Est.

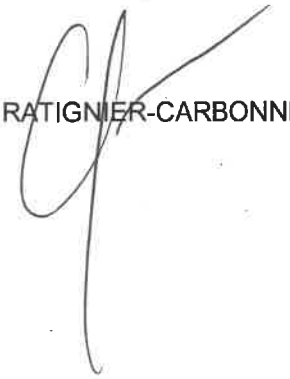
Article 4 Conformément à l'article R 6122-39-1 du code de la santé publique, en cas d'installation d'un nouvel équipement matériel lourd ne conduisant pas au dépassement du seuil de 3 appareils par site ou en cas de remplacement d'un appareil, le titulaire informe l'ARS des caractéristiques de cet équipement avant sa mise en service.
Toute installation d'un appareil conduisant au dépassement du seuil sera subordonnée à la modification de l'autorisation initiale.

Article 5 En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif - compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 La Directrice de l'Offre Sanitaire l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est



Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1779 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie au profit du Centre Hospitalier de Sarreguemines (FINESS EJ : 570000158) sur le site de l'Hôpital Robert PAX (FINESS ET : 570000901)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH Sarreguemines (EJ : 570000158), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Hôpital Robert PAX de Sarreguemines (ET : 570000901) sis 2 Rue René FRANCOIS-JOLLY 57211 SARREGUEMINES pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence Moselle Est lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 0 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le CH Sarreguemines dispose d'autorisations de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant qu'un travail partenarial est engagé entre les trois établissements membres du groupement hospitalier de territoire pour construire, dans le cadre du Projet Médical Partagé, un projet de développement de la chirurgie permettant de répondre de façon coordonnée aux besoins de santé de la population du territoire dans le cadre de parcours coordonnés ;

Considérant que l'établissement sollicite l'autorisation de chirurgie pédiatrique qu'il exerçait notamment en urologie et orthopédie conformément à la réglementation en vigueur avant la réforme des autorisations,

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives à l'activité de chirurgie pour les modalités adulte et pédiatrique ;

Considérant que les activités chirurgicales développées par le centre hospitalier Robert Pax répondent aux besoins de santé de la population de la zone de référence Moselle Est et qu'elles sont compatibles avec les objectifs du Schéma Régional de Santé ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le Centre Hospitalier de Sarreguemines (FINESS EJ : 570000158) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Hôpital Robert PAX sis 2 Rue René FRANCOIS-JOLLY 57211 SARREGUEMINES (FINESS ET : 570000901) dans les conditions suivantes :

- **Chirurgie adulte** pour les pratiques thérapeutiques spécifiques :

- Vasculaire et endovasculaire en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Viscérale et digestive en hospitalisation à temps complet Hospitalisation et ambulatoire
- Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Ophtalmologie en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Urologie en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Orthopédique et traumatologique en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Plastique, reconstructrice en hospitalisation à temps complet et ambulatoire

- **Chirurgie Pédiatrique** en hospitalisation à temps complet et ambulatoire

Article 2 : La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024

Article 3 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La déléguée territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/ La directrice de l'Offre Sanitaire
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1729 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Centre Hospitalier de Haguenau sur le site du Centre Hospitalier de Haguenau (FINESS EJ : 670780337– FINESS ET : 670000157)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Centre Hospitalier de Haguenau (FINESS EJ : 670780337), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Centre Hospitalier de Haguenau (FINESS

ET : 670000157) sis 64 Avenue du Professeur René Leriche 67504 HAGUENAU pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Haguenau dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Haguenau (FINESS EJ : 670780337) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Haguenau (FINESS ET : 670000157) sis 64 Avenue du Professeur René Leriche 67504 HAGUENAU pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Haguenau est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Haguenau pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Haguenau est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Haguenau pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1730 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Centre Hospitalier de Sarrebourg sur le site du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas de Sarrebourg (FINESS EJ : 570015099 – FINESS ET : 570000117)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Sarrebourg (FINESS EJ : 570015099), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Saint-Nicolas de Sarrebourg (FINESS ET : 570000117) sis 25 Avenue du Général de Gaulle 57402 SARREBOURG pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que le CH de Sarrebourg dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Sarrebourg (FINESS EJ : 570015099) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Saint-Nicolas de Sarrebourg (FINESS ET : 570000117) sis 25 Avenue du Général De Gaulle 57402 SARREBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Sarrebourg est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Saint-Nicolas pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Sarrebourg est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Saint-Nicolas pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1731 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter sur le site Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS EJ : 670780543 – FINESS ET : 670000272)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS EJ : 670780543), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS ET : 670000272) sis 24 Route de Weiler 67166 Wissembourg pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS EJ : 670780543) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter (FINESS ET : 670000272) sis 24 Route de Weiler 67166 Wissembourg pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du Centre Hospitalier Intercommunal de La Lauter pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1732 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation Vincent de Paul sur le site de la Clinique Saint-Luc (FINESS EJ : 670014604 – FINESS ET : 670798636)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Saint-Luc (FINESS ET : 670798636) sis 10 Rue des Forges 67130 SCHIRMECK pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que la Fondation Vincent de Paul dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : La Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Saint-Luc (FINESS ET : 670798636) sis 10 Rue des Forges 67130 SCHIRMECK pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Fondation Vincent de Paul est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Saint-Luc pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Fondation Vincent de Paul est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Saint-Luc pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1733 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site du CMCO (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670780113)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CMCO (FINESS ET : 670780113) sis 19 Rue Louis Pasteur 67303 SCHILTIGHEIM pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) sont autorisés à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CMCO (FINESS ET : 670780113) sis 19 Rue Louis Pasteur 67303 SCHILTIGHEIM pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sont autorisés à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CMCO pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sont autorisés à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CMCO pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1735 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Centre Hospitalier de Guebwiller sur le site du Centre Hospitalier de Guebwiller (FINESS EJ : 680001005 – FINESS ET : 680000700)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement, et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Guebwiller (FINESS EJ : 680001005), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Guebwiller (FINESS ET : 680000700) sis 2 Rue Jean Schlumberger 68504 GUEBWILLER pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 11 – Centre Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que le CH de Guebwiller dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le CH de Guebwiller (FINESS EJ : 680001005) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Guebwiller (FINESS ET : 680000700) sis 2 Rue Jean Schlumberger 68504 GUEBWILLER pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Guebwiller est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Guebwiller pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Guebwiller est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Guebwiller pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1736 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Groupe Hospitalier Sélestat Obernai sur le site du Centre Hospitalier de Sélestat (FINESS EJ : 670017755 – FINESS ET : 670000397)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Groupe Hospitalier Sélestat Obernai (FINESS EJ : 670017755), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Sélestat (FINESS ET : 670000397) sis 23 Avenue Louis Pasteur 67606 SELESTAT pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que le Groupe Hospitalier Sélestat Obernai dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant la nécessité et l'engagement de l'établissement à formaliser une convention d'accès aux soins critiques adultes avec les Hôpitaux Civils de Colmar ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le Groupe Hospitalier Sélestat Obernai (FINESS EJ : 670017755) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Sélestat (FINESS ET : 670000397) sis 23 Avenue Louis Pasteur 67606 SELESTAT pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le Groupe Hospitalier Sélestat Obernai est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Sélestat pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le Groupe Hospitalier Sélestat Obernai est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Sélestat pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1737 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour les Hôpitaux Civils de Colmar sur le site de l'Hôpital Louis Pasteur (FINESS EJ : 680000973 – FINESS ET : 680000684)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par les Hôpitaux Civils de Colmar (FINESS EJ : 680000973), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Louis Pasteur (FINESS ET : 680000684) sis 39 Avenue de la Liberté 68024 COLMAR pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 1 à 2 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 1 à 2 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que les Hôpitaux Civils de Colmar disposent d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'est engagé à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Les Hôpitaux Civils de Colmar (FINESS EJ : 680000973) sont autorisés à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Louis Pasteur (FINESS ET : 680000684) sis 39 Avenue de la Liberté 68024 COLMAR pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière



Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1738 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680001195)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer (FINESS ET : 680001195) sis 201 Avenue D'Alsace 68003 COLMAR pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°11 – Centre Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer (FINESS ET : 680001195) sis 201 Avenue D'Alsace 68003 COLMAR pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Fondation de la Maison du Diaconat est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Fondation de la Maison du Diaconat est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Albert Schweitzer pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1739 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique Diaconat Fonderie (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000320)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Diaconat Fonderie (FINESS ET : 680000320) sis 1 Rue Saint-Sauveur 68054 MULHOUSE pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant la nécessité d'établir une convention d'accès aux soins critiques pédiatriques d'une part et la nécessité d'actualiser l'accès aux soins critiques adultes avec le GHRSMA d'autre part ;

Considérant l'obligation de prise en charge chirurgicale des patients adressés par les structures de médecine d'urgence en application de l'article D.6124-272 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Diaconat Fonderie (FINESS ET : 680000320) sis 1 Rue Saint-Sauveur 68054 MULHOUSE pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Fondation de la Maison du Diaconat est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Diaconat Fonderie pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Fondation de la Maison du Diaconat est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Diaconat Fonderie pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1740 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation de la Maison du Diaconat sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS EJ : 680000643 – FINESS ET : 680000494)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux

Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS ET : 680000494) sis 14 Boulevard du Président Roosevelt 68200 MULHOUSE pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 1 à 2 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la Fondation de la Maison du Diaconat dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant toutefois la nécessité d'actualiser l'accès aux soins critiques adultes avec le GHRSMA ;

Considérant l'obligation faite au titulaire de l'autorisation de chirurgie de prise en charge chirurgicale des patients adressés par les structures de médecine d'urgence en application de l'article D.6124-272 du Code de la santé publique ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La Fondation de la Maison du Diaconat (FINESS EJ : 680000643) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt (FINESS ET : 680000494) sis 14 Boulevard du Président Roosevelt 68200 MULHOUSE pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Fondation de la Maison du Diaconat est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Fondation de la Maison du Diaconat est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Diaconat Roosevelt pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1741 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch (FINESS EJ : 680020336 – FINESS ET : 680000544)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace (FINESS EJ : 680020336), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch (FINESS ET : 680000494) sis 23 Rue du Troisième Zouave 68134 ALTKIRCH pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

Considérant que le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace (FINESS EJ : 680020336) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch (FINESS ET : 680000494) sis 23 Rue du Troisième Zouave 68134 ALTKIRCH pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du Centre Hospitalier d'Altkirch pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1742 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace sur le site de l'Hôpital Emile Muller (FINESS EJ : 680020336 – FINESS ET : 680004546)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement et D. 6124-301 et suivants relatifs aux structures de soins alternatives à l'hospitalisation ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace (FINESS EJ : 680020336), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Emile Muller (FINESS ET : 680004546) sis 20 Rue du Dr. Laennec 68051 MULHOUSE pour les modalités chirurgie de l'adulte, et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°12 – Haute Alsace lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 1 à 2 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant également que le demandeur respecte les conditions techniques de fonctionnement d'une structure alternative à l'hospitalisation ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le Groupe Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud-Alsace (FINESS EJ : 680020336) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Emile Muller (FINESS ET : 680004546) sis 20 Rue du Dr. Laennec 68051 MULHOUSE pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adultes / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adultes / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 **III** du Code de la santé publique, le Groupe Hospitalier Région Mulhouse et Sud Alsace est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Emile Muller pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le Groupe Hospitalier Région Mulhouse et Sud Alsace est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Emile Muller pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1747 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHU de Reims sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510002470)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS ET : 510002470) sis 47 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS pour la modalité chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CHU de Reims dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site de l'American Memorial Hospital en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'American Memorial Hospital (FINESS ET : 510002470) sis 47 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1748 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH d'Epernay sur le site du CH d'Epernay (FINESS EJ : 510000060 – FINESS ET : 510000235)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH d'Epernay (FINESS EJ : 510000060), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH d'Epernay (FINESS ET : 510000235) sis 137 Rue de l'Hôpital 51205 EPERNAY pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH d'Epernay dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH d'Epernay (FINESS EJ : 510000060) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH d'Epernay (FINESS ET : 510000235) sis 137 Rue de l'Hôpital 51205 EPERNAY pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH d'Epernay est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH d'Epernay pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH d'Epernay est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH d'Epernay pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1749 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH Léon BOURGEOIS sur le site du CH Léon BOURGEOIS (FINESS EJ : 510000037 – FINESS ET : 510000169)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH Léon BOURGEOIS (FINESS EJ : 510000037), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH Léon BOURGEOIS (FINESS ET : 510000169) sis 51 Rue du Commandant DERRIEN 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°2 - Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH Léon BOURGEOIS dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH Léon BOURGEOIS (FINESS EJ : 510000037) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH Léon BOURGEOIS (FINESS ET : 510000169) sis 51 Rue du Commandant DERRIEN 51005 CHALONS-EN-CHAMPAGNE pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH Léon BOURGEOIS est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH Léon BOURGEOIS pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH Léon BOURGEOIS est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH Léon BOURGEOIS pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1750 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Clinique d'Epernay sur le site de la Clinique d'Epernay (FINESS EJ : 510000573 – FINESS ET : 510000243)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Clinique d'Epernay (FINESS EJ : 510000573), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique d'Epernay (FINESS ET : 510000243) sis 10 Rue de la Côté Legris 51206 EPERNAY pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la Clinique d'Epernay dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : La Clinique d'Epernay (FINESS EJ : 510000573) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique d'Epernay (FINESS ET : 510000243) sis 10 Rue de la Côté Legris 51206 EPERNAY pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Clinique d'Epernay est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique d'Epernay pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Clinique d'Epernay est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique d'Epernay pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1751 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES sur le site du CH de Rethel (FINESS EJ : 080001969 – FINESS ET : 080000219)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES (FINESS EJ : 080001969), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Rethel (ET : 080000219) sis 1 Place Hourtoule 08300 RETHEL pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site du CH de Rethel en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

DECIDE

Article 1 : Le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES (FINESS EJ : 080001969) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Rethel (FINESS ET : 080000219) sis 1 Place Hourtoule 08300 RETHEL pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Rethel pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le GROUPE HOSPITALIER SUD ARDENNES est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Rethel pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1752 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510004302)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (FINESS ET : 510004302) sis 45 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CHU de Reims dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site de l'Hôpital Maison Blanche en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Maison Blanche (ET : 510004302) sis 45 Rue COGNACQ JAY 51092 REIMS pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CHU de Reims est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Maison Blanche pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CHU de Reims est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Maison Blanche pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1753 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHU de Reims sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL (FINESS EJ : 510000029 – FINESS ET : 510002447)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du Code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL (FINESS ET : 510002447) sis Rue du Général KOENIG 51092 REIMS pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CHU de Reims dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CHU de Reims (FINESS EJ : 510000029) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE – Christian CABROL (FINESS ET : 510002447) sis Rue du Général KOENIG 51092 REIMS pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CHU de Reims est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CHU de Reims est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Robert DEBRE pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du Code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé
Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1754 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour l'Institut Godinot sur le site de l'Institut Godinot (FINESS EJ : 510000136 – FINESS ET : 510000516)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par l'Institut Godinot (FINESS EJ : 510000136), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Institut Godinot (FINESS ET : 510000516) sis 1 Rue du Général KOENIG 51056 REIMS pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que l'Institut Godinot dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : L'Institut Godinot (FINESS EJ : 510000136) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Institut Godinot (FINESS ET : 510000516) sis 1 Rue du Général KOENIG 51056 REIMS pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, l'Institut Godinot est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Institut Godinot pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, l'Institut Godinot est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Institut Godinot pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1755 du 22/11/20
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la SA COURLANCY SANTE sur le site de la Polyclinique de Courlancy (FINESS EJ : 510000532 – FINESS ET : 510000185)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la SA COURLANCY SANTE (FINESS EJ : 510000532), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique de Courlancy (FINESS ET : 510000185) sis 38 Rue de Courlancy 51057 REIMS pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la SA COURLANCY SANTE dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site de la Polyclinique de Courlancy en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : La SA COURLANCY SANTE (EJ : 510000532) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique de Courlancy (FINESS ET : 510000185) sis 38 Rue de Courlancy 51057 REIMS pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1756 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la SA COURLANCY SANTE sur le site de la Polyclinique Reims - Bezannes (FINESS EJ : 510000532 – FINESS ET : 510024979)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du Code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la SA COURLANCY SANTE (FINESS EJ : 510000532), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique Reims - Bezannes (FINESS ET : 510024979) sis 109 Rue Louis Victor DE BROGLIE 51430 BEZANNES pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 2 – Champagne lesquels prévoient pour la chirurgie, 10 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 à 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la SA COURLANCY SANTE dispose d'une autorisation de chirurgie sur le site de la Polyclinique Reims – Bezannes en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : La SA COURLANCY SANTE (FINESS EJ : 510000532) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique Reims - Bezannes (FINESS ET : 510024979) sis 109 Rue Louis Victor DE BROGLIE 51430 BEZANNES pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 du Code de la santé publique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 du Code de la santé publique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du Code de la santé publique.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Marne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1758 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH de Chaumont sur le site du CH de Chaumont (FINESS EJ : 520780032 – FINESS ET : 520000027)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Chaumont (EJ : 520780032), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Chaumont (ET : 520000027) sis 2 Rue Jeanne D'Arc 52014 CHAUMONT pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°4 – 21-52 ;

Considérant que le CH de Chaumont dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Chaumont (EJ : 520780032) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Chaumont (ET : 520000027) sis 2 Rue Jeanne D'Arc 52014 CHAUMONT pour la modalité suivante :

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Chaumont est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Chaumont pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Chaumont est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH de Chaumont pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1759 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS sur le site de la Clinique Compassion (FINESS EJ : 520004664 – FINESS ET : 520004714)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS (EJ : 520004664), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Compassion (ET : 520004714) sis 8 Rue de la Charité 52200 LANGRES pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°4 – 21-52 ;

Considérant que le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS (EJ : 520004664) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Clinique Compassion (ET : 520004714) sis 8 Rue de la Charité 52200 LANGRES pour la modalité suivante :

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Compassion pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Compassion pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1760 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS sur le site du CH de Chaumont (FINESS EJ : 520004664 – FINESS ET : 520004680)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS (EJ : 520004664), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Chaumont (ET : 520004680) sis 2 Rue Jeanne D'Arc 52014 CHAUMONT pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°4 – 21-52 ;

Considérant que le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le Pôle de Santé Sud Haut Marnais – GCS (EJ : 520004664) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Chaumont (ET : 520004680) sis 2 Rue Jeanne D'Arc 52000 CHAUMONT pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1761 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH de Bar-Le-Duc / Fains-Véel sur le site de Bar-Le-Duc (FINESS EJ : 550003354 – FINESS ET : 550000434)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Bar-Le-Duc / Fains-Véel (EJ : 550003354), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de Bar-Le-Duc (ET : 550000434) sis 1 Boulevard d'Argonne 55012 BAR-LE-DUC pour les modalités chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°5 – Cœur Grand Est lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 à 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 2 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 0 à 1 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH de Bar-Le-Duc / Fains-Véel dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Bar-Le-Duc / Fains-Véel (EJ : 550003354) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de Bar-Le-Duc (ET : 550000434) sis 1 Boulevard d'Argonne 55012 BAR-LE-DUC pour la modalité suivante :

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Bar-Le-Duc / Fains-Véel est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de Bar-Le-Duc pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Bar-Le-Duc / Fains-Véel est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de Bar-Le-Duc pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1762 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH de Verdun / Saint-Mihiel sur le site de l'Hôpital Saint Nicolas (FINESS EJ : 550006795 – FINESS ET : 550000012)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Verdun / Saint-Mihiel (EJ : 550006795), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Saint Nicolas (ET : 550000012) sis 2 Rue D'ANTHOUARD 55107 VERDUN pour les modalités chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°5 – Cœur Grand Est lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 à 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 2 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH de Verdun / Saint-Mihiel dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Verdun / Saint-Mihiel (EJ : 550006795) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital Saint Nicolas (ET : 550000012) sis 2 Rue D'ANTHOUARD 55107 VERDUN pour la modalité suivante :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Verdun / Saint-Mihiel est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Saint Nicolas pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Verdun / Saint-Mihiel est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital Saint Nicolas pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de la Meuse, sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du Département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024- 1784 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHI de l'Ouest Vosgien sur le site du Centre Hospitalier de Neufchâteau (FINESS EJ : 880007299 – FINESS ET : 880000054)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par CHI de l'Ouest Vosgien (EJ : 880007299), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Neufchâteau (ET : 880000054) sis 1280 Avenue de la Division LECLERC 88307 NEUFCHATEAU pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°8 - Vosges lesquels prévoient pour la chirurgie, cinq implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte;

Considérant que le CHI de l'Ouest Vosgien dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités et qu'elle répond aux besoins du territoire;

Considérant que l'isolement géographique de l'établissement sur le territoire est de nature à justifier le besoin d'une offre de chirurgie de proximité ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Neufchâteau est l'établissement de spécialité de premier recours sur le territoire de l'Ouest Vosgien en médecine, obstétrique et chirurgie ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Neufchâteau assure la mission de permanence des soins ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le CHI de l'Ouest Vosgien (EJ : 880007299) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Neufchâteau (ET : 880000054) sis 1280 Avenue de la Division LECLERC 88307 NEUFCHATEAU pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CHI de l'Ouest Vosgien est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site Neufchâteau pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 3 : La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est, est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1785 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CHI Emile DURKHEIM - EPINAL sur le site Plateau de la Justice (FINESS EJ : 880007059 – FINESS ET : 880000021)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHI Emile DURKHEIM - EPINAL (EJ : 880007059), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Plateau de la Justice (ET : 880000021) sis 2 Avenue Robert SCHUMAN 88021 EPINAL pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°8 - Vosges lesquels prévoient pour la chirurgie, 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 1 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique;

Considérant que le CHI Emile DURKHEIM - EPINAL dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités et répond aux besoins du territoire;

Considérant l'organisation formalisée de la permanence des soins partagée entre le CH d'Epinal et celui de Remiremont.

Considérant que le Centre Hospitalier Emile Durkheim dispose d'un pôle Médico-Technique complet ;

Considérant que l'établissement dispose d'une autorisation d'exercer l'activité de soins critiques adultes sur site pour la mention 1 « Réanimation et soins intensifs polyvalents » ;

Considérant que le parcours patient est organisé avec le CHRU de Nancy notamment en ce qui concerne l'accès à une unité de soins critiques pédiatriques ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement requis pour l'exercice de cette activité et qu'il s'est engagé à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 : Le CHI Emile DURKHEIM - EPINAL (EJ : 880007059) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Plateau de la Justice (ET : 880000021) sis 2 Avenue Robert SCHUMAN 88021 EPINAL pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est, est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1786 du 22/11/2024
Portant autorisation du CH de Remiremont d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour les modalités adulte et pédiatrique
(FINESS EJ : 880780093 – FINESS ET : 880000062)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Remiremont (EJ : 880780093), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie (ET : 880000062) sis 1 Rue Georges LANG 88204 REMIREMONT (ET : 880000062) pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°8 – Vosges lesquels prévoient pour la chirurgie, 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 1 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH de Remiremont dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités et qu'elle répond aux besoins du territoire ;

Considérant l'organisation formalisée de la permanence des soins partagée entre le CH d'Epinal et le CH de Remiremont ;

Considérant la convention signée avec le Centre Hospitalier Emile Durkheim pour l'accès à une unité de soins critiques adultes ;

Considérant la convention signée avec le CHRU de Nancy pour l'accès à une unité de soins critiques pédiatriques ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement requis pour l'exercice de cette activité et qu'il s'est engagé à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le CH de Remiremont (EJ : 880780093) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sis 1 Rue Georges LANG 88204 REMIREMONT (ET : 880000062) pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 3 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : La déléguée territoriale des Vosges de l'ARS Grand Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1801 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le Centre Hospitalier Sainte-Catherine de Saverne sur le site du Centre Hospitalier Sainte-Catherine de Saverne (FINESS EJ : 670780345 – FINESS ET : 670000165)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH Sainte-Catherine de Saverne (FINESS EJ : 670780345), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH Sainte-Catherine de Saverne (FINESS ET : 670000165) sis 19 Côte de Saverne 67703 SAVERNE pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH Sainte Catherine de Saverne dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le CH Sainte-Catherine de Saverne (FINESS EJ : 670780345) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site CH Sainte-Catherine de Saverne (FINESS ET : 670000165) sis 19 Côte de Saverne 67703 SAVERNE pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH Sainte-Catherine de Saverne est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site CH Sainte-Catherine de Saverne pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH Sainte-Catherine de Saverne est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site CH Sainte-Catherine de Saverne pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du Code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1802 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la SA Clinique de l'Orangerie sur le site de la Clinique de l'Orangerie (FINESS EJ : 670000116 – FINESS ET : 670780170)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la SA Clinique de l'Orangerie (FINESS EJ : 670000116), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique de l'Orangerie (FINESS ET : 670780170) sis 29 Allée de la Robertsau 67010 STRASBOURG pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la SA Clinique de l'Orangerie dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement et des locaux adaptés à la prise en charge des patients en situation d'obésité et que le seuil minimal annuel d'actes prévu pour l'activité de chirurgie bariatrique par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique est atteint ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La SA Clinique de l'Orangerie (FINESS EJ : 670000116) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique de l'Orangerie (FINESS ET : 670780170) sis 29 Allée de la Robertsau 67010 STRASBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la SA Clinique de l'Orangerie est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique de l'Orangerie pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la SA Clinique de l'Orangerie est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique de l'Orangerie pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est



Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1803 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le GCS ES Rhéna sur le site de la Clinique Rhéna (FINESS EJ : 670017847 – FINESS ET : 670018068)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le GCS ES Rhéna (FINESS EJ : 670017847), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Clinique Rhéna (FINESS ET : 670018068) sis 10 Rue François Epailly 67016 STRASBOURG pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 5 à 6 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le GCS ES Rhéna dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le personnel médical et paramédical dédié à l'activité de chirurgie pédiatrique dispose des compétences et d'expériences en matière de prise en charge des enfants ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement et des locaux adaptés à la prise en charge des patients en situation d'obésité et que le seuil minimal annuel d'actes prévu pour l'activité de chirurgie bariatrique par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique est atteint ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Le GCS ES Rhéna (FINESS EJ : 670017847) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Rhéna (FINESS ET : 670018068) sis 10 Rue François Epailly 67016 STRASBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1804 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation Saint-François sur le site de la Clinique Saint-François (FINESS EJ : 670000785 – FINESS ET : 670780378)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation Saint François (FINESS EJ : 670000785), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Saint-François (FINESS ET : 670780378) sis 1 Rue Colome 67502 HAGUENAU pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 5 à 6 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la Fondation Saint-François dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement et des locaux adaptés à la prise en charge des patients en situation d'obésité et que le seuil minimal annuel d'actes prévu pour l'activité de chirurgie bariatrique par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique est atteint ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La Fondation Saint-François (FINESS EJ : 670000785) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Saint-François (FINESS ET : 670780378) sis 1 Rue Colome 67502 HAGUENAU pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 3 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 4 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1806 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation Vincent de Paul sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS EJ : 670014604 – FINESS ET : 670780212)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Clinique Sainte-Anne (FINESS ET : 670780212) sis 182 Route de la Wantzenau 67085 STRASBOURG pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 5 à 6 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la Fondation Vincent de Paul dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant l'absence de justificatif apporté par l'établissement sur la diplomation des praticiens dédiés à l'activité de chirurgie modalité pédiatrique ;

Considérant que pour l'activité de chirurgie modalité pédiatrique, l'établissement ne dispose pas d'une unité d'hébergement pédiatrique physique ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement et des locaux adaptés à la prise en charge des patients en situation d'obésité et que le seuil minimal annuel d'actes prévu pour l'activité de chirurgie bariatrique par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique est atteint ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Sainte-Anne (FINESS ET : 670780212) sis 182 Route de la Wantzenau 67085 STRASBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La demande présentée par la Fondation Vincent de Paul en vue d'obtenir, sur le site de la Clinique Sainte-Anne, l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie, modalité pédiatrique est rejetée.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Fondation Vincent de Paul est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Sainte-Anne pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 4 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Fondation Vincent de Paul est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Sainte-Anne pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 5 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 6 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 7 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 9 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1807 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la Fondation Vincent de Paul sur le site de la Clinique Sainte-Barbe (FINESS EJ : 670014604 – FINESS ET : 670780188)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Sainte-Barbe (FINESS ET : 670780188) sis 29 Rue du Faubourg National 67083 STRASBOURG pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie pédiatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 5 à 6 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique ;

Considérant que la Fondation Vincent de Paul dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant l'absence de justificatif apporté par l'établissement sur la diplomation des praticiens dédiés à l'activité de chirurgie modalité pédiatrique ;

Considérant que pour l'activité de chirurgie modalité pédiatrique, l'établissement ne dispose pas d'une unité d'hébergement pédiatrique physique ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : La Fondation Vincent de Paul (FINESS EJ : 670014604) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Clinique Sainte-Barbe (FINESS ET : 670780188) sis 29 Rue du Faubourg National 67083 STRASBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La demande présentée par la Fondation Vincent de Paul en vue d'obtenir, sur le site de la Clinique Sainte-Barbe, l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie, modalité pédiatrique est rejetée.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la Fondation Vincent de Paul est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Sainte-Barbe pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 4 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la Fondation Vincent de Paul est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Clinique Sainte-Barbe pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 5 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1809 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site du Nouvel Hôpital Civil (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670000025)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Nouvel Hôpital Civil (FINESS ET : 670000025) sis 1 Place de l'Hôpital 67091 STRASBOURG pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que l'établissement dispose de l'environnement et des locaux adaptés à la prise en charge des patients en situation d'obésité et que le seuil minimal annuel d'actes prévu pour cette activité par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique est atteint ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) sont autorisés à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Nouvel Hôpital Civil (FINESS ET : 670000025) sis 1 Place de l'Hôpital 67091 STRASBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sont autorisés à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du Nouvel Hôpital Civil pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sont autorisés à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du Nouvel Hôpital Civil pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.
Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1810 du 25/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS EJ : 670780055 – FINESS ET : 670783273)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS ET : 670783273) sis 1 Avenue Molière 67200 STRASBOURG pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°10 – Basse Alsace Sud Moselle lesquels prévoient pour la chirurgie, 16 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 5 à 6 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 6 à 7 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg disposent d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que l'atteinte du seuil prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique pour l'activité de chirurgie bariatrique n'est pas justifiée compte tenu de l'activité des années précédentes qui se situe en deçà du seuil prévu par l'article précité ;

Considérant que l'établissement dispose déjà à proximité d'un site géographique permettant de répondre à la prise en charge des patients pour la modalité bariatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins ;

DECIDE

Article 1 : Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (FINESS EJ : 670780055) sont autorisés à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital de Hautepierre (FINESS ET : 670783273) sis 1 Avenue Molière 67200 STRASBOURG pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Thoracique et cardiovasculaire à l'exception de l'activité définie à l'article R. 6123-69 / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La demande présentée par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg en vue d'obtenir, sur le site de l'Hôpital de Hautepierre, l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie, modalité bariatrique est rejetée.

Article 3 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1829 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH de Troyes sur le site du CH de Troyes (FINESS EJ : 100000017 – FINESS ET : 100000090)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Troyes (EJ : 100000017), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site CH de Troyes (ET : 100000090) sis 101 Avenue Anatole FRANCE 10003 TROYES pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 1 à 2 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH de Troyes dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Troyes (EJ : 100000017) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH de Troyes (ET : 100000090) sis 101 Avenue Anatole FRANCE 10003 TROYES pour la modalité suivante :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 3 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1831 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour la SAS Polyclinique Montier-La-Celle sur le site de la Polyclinique Montier-La-Celle (FINESS EJ : 100009075 – FINESS ET : 100000124)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la SAS Polyclinique Montier-La-Celle (EJ : 100009075), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique Montier-La-Celle (ET : 100000124) sis 17 Rue Baltet 10120 SAINT ANDRE LES VERGERS pour les modalités chirurgie de l'adulte, chirurgie pédiatrique et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°3 – Aube et Sézannais lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 1 à 2 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 2 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la SAS Polyclinique Montier-La-Celle dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : La SAS Polyclinique Montier-La-Celle (EJ : 100009075) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique Montier-La-Celle (ET : 100000124) sis 17 Rue Baltet 10120 SAINT ANDRE LES VERGERS pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de santé Grand Est et la déléguée territoriale de l'Aube, sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1832 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour le CH de Saint-Dizier sur le site du CH Geneviève DE GAULLE ANTHONIOZ (FINESS EJ : 520780073 – FINESS ET : 520000068)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CH de Saint-Dizier (EJ : 520780073), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH Geneviève DE GAULLE ANTHONIOZ (ET : 520000068) sis 1 Rue Albert SCHWEITZER 52115 SAINT-DIZIER pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n° 5 – Cœur Grand Est lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 à 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 0 à 2 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CH de Saint-Dizier dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur s'engage à respecter les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : Le CH de Saint-Dizier (EJ : 520780073) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du CH Geneviève DE GAULLE ANTHONIOZ (ET : 520000068) sis 1 Rue Albert SCHWEITZER 52115 SAINT-DIZIER pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Neurochirurgie se limitant aux lésions des nerfs périphériques et aux lésions de la colonne vertébro-discale et intradurale, à l'exclusion de la moelle épinière / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie/ Adulte / maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, le CH de Saint-Dizier est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH Geneviève DE GAULLE ANTHONIOZ pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, le CH de Saint-Dizier est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site du CH Geneviève DE GAULLE ANTHONIOZ pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La présente décision prend effet à compter du 1er décembre 2024 et sa durée de validité est de sept ans.

Article 5 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.

Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 6 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Haute-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Sandrine KAJGANIC
Courriel : sandrine.kajganic@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 30 28

Nos réf : 2024-D13144

Madame la Directrice du Centre Hospitalier
Intercommunal Hôpitaux du Massif des Vosges
26 rue du Nouvel Hôpital
BP 77246
88187 SAINT DIE DES VOSGES

Nancy, le 28 NOV. 2024

LRAR

Madame la Directrice,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1851 du 26/11/2024 :

- portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie adulte et pédiatrique
- portant rejet de la demande d'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie bariatrique

pour le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges sur le site du Centre Hospitalier de Saint Dié (FINESS EJ: 880009147– FINESS ET : 880000047).

Conformément aux dispositions des articles L. 6122-10-1 et R. 6122-42 du Code de la Santé Publique, vous avez la possibilité de former un recours hiérarchique contre ces décisions, dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification, ce recours hiérarchique ne constituant pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1851 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie adulte et pédiatrique
Et portant rejet de la demande d'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie bariatrique
pour le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges sur le site du Centre Hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges
(FINESS EJ : 880009147 – FINESS ET : 880000047)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges (EJ : 880009147), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Saint-Dié-des-Vosges (ET : 880000047) sis 26 rue du Nouvel Hôpital 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES pour les modalités chirurgie de l'adulte, pédiatrique et bariatrique;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°8 - Vosges lesquels prévoient pour la chirurgie, 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, 1 à 3 implantations pour la modalité chirurgie pédiatrique et 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de ces activités et qu'elle répond aux besoins du territoire ;

Considérant le projet d'établissement 2023-2028 du CHI des Hôpitaux du Massif des Vosges, visant à développer l'accès à des soins de proximité en lien avec les besoins du bassin de population ;

Considérant la convention signée avec le Centre Hospitalier Emile Durkheim pour l'accès à une unité de soins critiques adultes ;

Considérant la convention signée avec le CHRU de Nancy pour l'accès à une unité de soins critiques pédiatriques ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le Centre Hospitalier de Saint-Dié assure la mission de permanence des soins ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et des conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique pour les modalités adulte et pédiatrique ;

Considérant toutefois que pour la modalité chirurgie bariatrique, le demandeur ne respecte pas les conditions techniques de fonctionnement du fait de l'absence d'équipe médicale disposant d'une formation ou d'une expérience justifiant l'exercice d'actes de chirurgie bariatrique et que la quotité médicale dédiée est trop faible pour assurer cette activité ;

Considérant que le prévisionnel d'activité de chirurgie bariatrique est inférieur au seuil minimal règlementaire ;

Considérant que deux centres labellisés proposant l'activité de chirurgie bariatrique sont accessibles à moins d'une heure par les axes routiers ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

DECIDE

Article 1 : Le CHI Hôpitaux du Massif des Vosges (EJ : 880009147) est autorisé à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site du Centre Hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges (ET : 880000047) sis 26 rue du Nouvel Hôpital 88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Pédiatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : La demande présentée en vue d'obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie, mention bariatrique, est rejetée.

Article 3 : La durée de validité de l'autorisation de chirurgie pour les modalités adulte et pédiatrique est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 4 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1782 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie au profit de la SA Clinique Saint Nabor à Saint-Avold (FINESS EJ : 570000729 – FINESS ET : 570000083)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n° 2019-3945 du 18 décembre 2019 portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la SA Clinique Saint Nabor (EJ : 570000729), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site Clinique sis 75 Rue des Généraux ALTMAYER 57504 SAINT-AVOLD (ET : 570000083) pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence Moselle Est lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, et 3 implantations pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la SA Clinique Saint Nabor dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant l'objectif de l'établissement de développer l'activité de chirurgie pour les spécialités existantes à savoir principalement la chirurgie orthopédique, chirurgie de la main, chirurgie générale et viscérale, chirurgie gynécologique, chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique, chirurgie de la cataracte, chirurgie dentaire, et d'assurer la prise en charge à titre dérogatoire des enfants de moins de 15 ans dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte en application de l'article R 6123-202 du code de la santé publique pour les pratiques spécifiques plastique et reconstructrice ainsi que maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que l'établissement sollicite l'autorisation de chirurgie bariatrique qu'il exerçait depuis 2014, conformément à la réglementation en vigueur avant la réforme des autorisations,

Considérant que le nombre d'interventions de chirurgie bariatrique réalisées par la Clinique Saint Nabor est supérieur au seuil minimum règlementaire de 50 actes annuel ;

Considérant que l'établissement a mis en place une organisation permettant de délivrer à chaque patient un avis validant la prise en charge chirurgicale, fondé sur une concertation pluridisciplinaire et traduit dans un programme personnalisé de soins remis au patient ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives à l'activité de chirurgie pour les modalités adulte et bariatrique ;

Considérant que la présente demande de la Clinique Saint Nabor répond aux besoins de santé de la population de la zone de référence Moselle Est et qu'elle est compatible avec les objectifs du Schéma Régional de Santé ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

DECIDE

Article 1 : La SA Clinique Saint Nabor (FINESS EJ : 570000729) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site sis 75 Rue des Généraux ALTMAYER 57504 SAINT-AVOLD (FINESS ET : 570000083) pour les conditions suivantes :

- **Chirurgie adulte** pour les pratiques thérapeutiques spécifiques :
  - Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
  - Vasculaire et endovasculaire en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
  - Viscérale et digestive en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
  - Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
  - Ophtalmologie en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
  - Orthopédique et traumatologique en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
  - Plastique, reconstructrice en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- **Chirurgie Bariatrique** en hospitalisation à temps complet

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la SA Clinique Saint Nabor est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site Clinique Saint Nabor à Saint-Avold pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la SA Clinique Saint Nabor est autorisée à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site Clinique Saint Nabor de Saint-Avold pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La déléguée territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/ La directrice de l'Offre Sanitaire
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1783 du 22/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie pour l'Association Groupe SOS Santé sur le site Hôpital de Saint-Avold (FINESS EJ : 570010181 – FINESS ET : 570000216)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par l'Association Groupe SOS Santé (EJ : 570010181), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de l'Hôpital de Saint-Avold (ET : 570000216) sis Rue Ambroise PARE 57502 SAINT-AVOLD pour la modalité chirurgie de l'adulte ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence Moselle Est lesquels prévoient pour la chirurgie, 4 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte,

Considérant que l'Association Groupe SOS Santé dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant que l'activité chirurgicale de proximité proposée par l'établissement est orientée vers le développement de la chirurgie programmée, la consolidation de l'activité ambulatoire avec le développement de la récupération accélérée après chirurgie et le maintien du recours à la chirurgie en urgence ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique ;

Considérant que le demandeur respecte les conditions d'implantation et les conditions techniques de fonctionnement relatives à l'activité de chirurgie pour la prise en charge des adultes ;

Considérant que les activités chirurgicales développées par l'hôpital de Saint-Avold répondent aux besoins de santé de la population de la zone de référence Moselle Est et qu'elles sont compatibles avec les objectifs du Schéma Régional de Santé ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins et que le directeur général de l'agence régionale de santé assure la cohérence de l'organisation de la permanence des soins [...] au regard des impératifs de continuité, de qualité et de sécurité des soins,

---

DECIDE

Article 1 : L'Association Groupe SOS Santé (FINESS EJ : 570010181) est autorisée à exercer l'activité de soins de **chirurgie adulte** sur le site de l'Hôpital de Saint-Avold sis Rue Ambroise PARE 57502 SAINT-AVOLD (FINESS ET : 570000216) pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Vasculaire et endovasculaire en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Viscérale et digestive en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Urologie en hospitalisation à temps complet et ambulatoire
- Orthopédique et traumatologique en hospitalisation à temps complet et ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, l'Association Groupe SOS Santé est autorisé à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital de Saint-Avold pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, l'Association Groupe SOS Santé est autorisé à prendre en charge en urgence des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de l'Hôpital de Saint-Avold pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La durée de validité de cette autorisation est de sept ans à compter du 1er décembre 2024

Article 5 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : La déléguée territoriale de Moselle de l'Agence Régionale de Santé Grand Est est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
P/ La directrice de l'Offre Sanitaire
La Responsable du département Stratégie de l'Offre Hospitalière

Julia JOANNES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Grand Est

Direction Générale

Service émetteur :
Direction de l'Offre Sanitaire

Affaire suivie par : Sandrine KAJGANIC
Courriel : sandrine.kajganic@ars.sante.fr
Tél : 03 83 39 30 28

Madame la Directrice de la Clinique de la Ligne Bleue
9 Avenue du Rose Poirier
88060 EPINAL

Nos réf : 2024-D13144

Nancy, le 28 NOV. 2024

Madame la Directrice,

En application de l'article R. 6122-40 du Code de la santé publique, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour notification, la décision ARS Grand Est n° 2024-1852 du 26/11/2024 portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie adulte et bariatrique pour la SAS SOGECLER sur le site de la Polyclinique La Ligne Bleue (FINESS EJ : 880780150 – FINESS ET : 880788591).

Je vous précise que conformément à l'article L6122-11 du code de la santé publique, l'autorisation d'exercer l'activité de soins de **chirurgie bariatrique** devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Par ailleurs, la mise en œuvre de l'autorisation de chirurgie pour cette modalité devra être déclarée sans délai à l'ARS Grand Est conformément aux articles R 6122-37 et D 6122-38 du code précité.

Pour cette activité, je vous rappelle que les conditions d'implantation et techniques de fonctionnement doivent être respectées dès le commencement d'exécution de l'autorisation, à l'exception du seuil d'activité minimal pour lequel le délai de mise en œuvre est d'un an.

En outre, dans le délai de six mois prévu par l'article L. 6122-4, une visite de conformité peut être réalisée par l'agence régionale de santé et programmée par accord entre l'agence et le titulaire. Si la visite fait suite à un commencement d'activité, son principe est notifié par le directeur général de l'agence régionale de santé dans le mois suivant la réception de la déclaration de commencement d'activité.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Grand Est

Décision ARS Grand Est n° 2024-1852 du 26/11/2024
Portant autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie adulte et bariatrique pour la SAS SOGECLER sur le site de la Polyclinique La Ligne Bleue (FINESS EJ : 880780150 – FINESS ET : 880788591)

La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.6122-1 et suivants, et R.6122-1 et suivants relatifs aux autorisations, R.6123-1 et suivants relatifs aux conditions d'implantation de certaines activités de soins et des équipements matériels lourds et D.6124-1 et suivants relatifs aux conditions techniques de fonctionnement ;

VU la Loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels ;

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU le décret n° 2022-1765 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret n° 2022-1766 du 29 décembre 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le décret du 21 mai 2024 portant nomination de Madame Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est ;

VU l'arrêté en date du 27 juillet 2021 fixant le contenu du dossier de demande initiale d'autorisation d'activité de soins et équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2022 fixant la liste des interventions chirurgicales mentionnées à l'article R. 6123-208 du code de la santé publique et le nombre minimal annuel d'actes pour l'activité de chirurgie bariatrique prévu à l'article R. 6123-212 du code de la santé publique et modifiant l'arrêté du 16 septembre 2022 fixant, pour un site autorisé, le nombre d'équipements d'imagerie en coupes en application du II de l'article R. 6123-161 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5462 du 30 octobre 2023 portant adoption des zones du schéma régional de santé donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2023-5463 du 30 octobre 2023 portant adoption du Schéma Régional de Santé et du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2023-2028 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-0255 du 10 janvier 2024 fixant le calendrier des périodes de dépôt des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation relevant du schéma régional de santé en vigueur pour la région Grand Est, et prévoyant notamment l'ouverture d'une fenêtre de dépôt pour l'activité de chirurgie du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-1181 du 14 mars 2024 portant fixation du bilan quantitatif de l'offre de soins pour la période de dépôt des demandes d'autorisation des activités de soins ouverte du 1er avril 2024 au 1er juin 2024 pour la région Grand Est ;

VU l'arrêté ARS Grand Est n° 2024-3999 en date du 25 octobre 2024 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général, et Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'instruction n° DGOS/R3/2023/125 du 1er août 2023 relative à la mise en œuvre de la réforme des activités de soins de chirurgie, de chirurgie cardiaque et de neurochirurgie ;

VU le dossier présenté par la SAS SOGECLER (EJ : 880780150), visant à obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique La Ligne Bleue (ET : 880788591) sis 9 Avenue du Rose Poirier 88060 EPINAL pour les modalités chirurgie de l'adulte et chirurgie bariatrique ;

VU l'avis émis par la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie Grand Est, en date du 18 octobre 2024 ;

Considérant que la demande s'inscrit dans les objectifs du PRS Grand Est 2018-2028 et du Schéma régional de santé et qu'elle est compatible avec les objectifs quantitatifs de l'offre de soins (OQOS) fixés pour la zone de référence n°8 - Vosges lesquels prévoient pour la chirurgie, 5 implantations pour la modalité chirurgie de l'adulte, et 0 à 1 implantation pour la modalité chirurgie bariatrique ;

Considérant que la SAS SOGECLER dispose d'une autorisation de chirurgie en application du cadre réglementaire en vigueur avant la réforme des autorisations et que la présente demande s'inscrit dans la poursuite de cette activité ;

Considérant que l'établissement contribue à la prise en charge des soins non programmés en chirurgie de premier et second recours, notamment par la prise en charge des patients adressés par les professionnels de ville et du CMSI d'Epinal et qu'ainsi sa demande répond aux besoins du territoire ;

Considérant que l'accès à une unité de soins critiques adultes est organisé avec le Centre Hospitalier Emile Durkheim ;

Considérant que l'établissement s'engage à adhérer au Dispositif Spécifique Régional de chirurgie pédiatrique dans le cas où il prendrait en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie de l'adulte en application des articles R. 6123-202 III et R. 6123-202 IV du Code de la santé publique ;

Considérant la convention avec la Clinique Louis Pasteur d'Essey les Nancy pour la réalisation d'actes d'endoscopie interventionnelle post-opératoire dans le cadre du parcours « chirurgie bariatrique » ;

Considérant que le demandeur respecte, les conditions d'implantation en application de l'article L. 6123-1 du Code de la santé publique et les conditions techniques de fonctionnement en application de l'article L. 6124-1 du Code de la santé publique pour la modalité adulte déjà mise en œuvre et s'est engagé à respecter ces conditions pour la modalité bariatrique ;

Considérant que le demandeur souscrit aux engagements particuliers concernant les dépenses à la charge de l'assurance maladie, le volume d'activité et la réalisation d'une évaluation, conformément à l'article L.6122-5 du Code de la santé publique ;

Considérant que les établissements de santé sont responsables collectivement de la permanence des soins en établissement dans le cadre de la mise en œuvre du schéma régional de santé et de l'organisation territoriale de la permanence des soins,

---

DECIDE

Article 1 : La SAS SOGECLER (EJ : 880780150) est autorisée à exercer l'activité de soins de chirurgie sur le site de la Polyclinique La Ligne Bleue (ET : 880788591) sis 9 Avenue du Rose Poirier 88060 EPINAL pour les modalités suivantes :

- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Vasculaire et endovasculaire / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation ambulatoire
- Chirurgie / Adulte / Viscérale et digestive / Hospitalisation à temps complet

- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Ophtalmologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Urologie / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Orthopédique et traumatologique / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Adulte / Plastique, reconstructrice / Hospitalisation ambulatoire

- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation à temps complet
- Chirurgie / Bariatrique / Hospitalisation ambulatoire

Article 2 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 III du Code de la santé publique, la SAS SOGECLER est autorisée à prendre en charge des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Polyclinique La Ligne Bleue pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie maxillo-faciale, stomatologie et chirurgie orale ;
- Chirurgie plastique, reconstructrice ;
- Chirurgie ophtalmologique ;
- Chirurgie oto-rhino-laryngologie et cervico-faciale.

Article 3 : Par dérogation, en application de l'article R. 6123-202 IV du Code de la santé publique, la SAS SOGECLER est autorisée à prendre en charge **en urgence** des enfants dans le cadre de l'autorisation de chirurgie adulte sur le site de la Polyclinique La Ligne Bleue pour les pratiques thérapeutiques spécifiques suivantes :

- Chirurgie orthopédique et traumatologique ;
- Chirurgie viscérale et digestive ;
- Chirurgie gynécologie obstétrique à l'exception des actes liés à l'accouchement réalisés au titre de l'activité de soins mentionnée au 3° de l'article R. 6122-25 ;
- Chirurgie urologique.

Article 4 : La durée de validité de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie adulte est de sept ans à compter du 1er décembre 2024.

Article 5 L'autorisation d'exercer l'activité de soins de chirurgie bariatrique devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et devra être achevée quatre ans après cette notification. A défaut, l'autorisation sera réputée caduque.

Article 6 La mise en œuvre de l'autorisation de chirurgie bariatrique devra être déclarée sans délai à l'ARS Grand Est, conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du Code de la santé publique.
La durée de validité de la présente autorisation est de sept ans à compter de la date de réception de la déclaration de mise en œuvre de l'activité, par la Directrice Générale de l'ARS Grand Est.

Article 7 : Le délai de mise en conformité prévu par l'article R. 6123-212 du Code de la santé publique court à compter de la notification de l'autorisation.
Lorsqu'à l'expiration de ce délai, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions réglementaires de l'activité de chirurgie bariatrique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 8 : En application de l'article L. 6122-10 du Code de la santé publique, l'établissement devra demander le renouvellement de l'autorisation au plus tard 14 mois avant l'échéance de celle-ci.

Article 9 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 10 : La Directrice de l'Offre Sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale des Vosges, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

Dr Christelle RATIGNIER-CARBONNEIL